

• revue bimestrielle
d'information
et d'analyse

politikā

HORS-SÉRIE



QUI A L'ÉTOFFE D'UN PRÉSIDENT ?

PARMI LES 36 CANDIDATS, POUR QUI ALLEZ-VOUS VOTER ?

DÉCOUVREZ
DANS CE
NUMÉRO

LES RÉSULTATS EXCLUSIFS
DU SONDAGE
QUE NOUS AVONS MENÉ

SOMMAIRE



ANALYSE

- 4 Élections à Madagascar.** Les Malgaches éternels otages de conflit d'intérêts (des politiques)
- 10 Propagande.** Dons électoraux contre voix
- 12 36 candidatures à la présidentielle.** La grande braderie de Madagascar
- 14 Instrumentalisation des fonctionnaires.** Les premières tentations des candidats d'État
- 21 Précampagne et campagne électorale.** À la conquête des territoires mentaux
- 22 Financement des partis et des campagnes.** La transparence, le défi de cette élection
- 25 Financements de la campagne électorale.** Un débat de fonds
- 27 Vision syndicale 2019-2024.** Pour un Madagascar juste et épanoui
- 28 La présidentielle du climat.** Bâtir une nation socialement équitable, économiquement viable et écologiquement vivable

INTERVIEWS

- 8 Dr Juvence Ramasy :** « Madagascar fait preuve d'une routinisation électorale qui s'accompagne de violences électorales »
- 11 Fano Rakotondrazaka :** « S'il est avéré que le président élu a usé de financements douteux, une enquête sera ouverte à son endroit »
- 18 Lova Rabary-Rakotondravony :** « On a beau eu six chefs d'État différents depuis 1992, les gens qui les entourent restent finalement les mêmes »
- 24 Benjamin Andriatsimarofy :** « La différence des fonds de campagne engagés creuse l'inégalité des chances »
- 30 Rija Ramamiarjery :** « Le sondage joue un rôle très important dans le jeu de la démocratie »

34 RÉSULTATS DU SONDAGE

ÉDITO



Un sondage, pour quoi faire ?

Quand la rédaction de *Politikā* et la Fondation Friedrich Ebert avaient décidé de commander un sondage sur la présidentielle, les interrogations et les appréhensions avaient jailli. Elles étaient surtout liées à une certaine crainte des réactions des uns et des autres. Cette appréhension est infondée, pour la simple et bonne raison que pour les candidats, et pour les parties prenantes des élections, les résultats que nous vous dévoilerons dans ce numéro exceptionnel seront des outils stratégiques. Vous en conviendrez avec nous que, cette peur pavlovienne n'a pas lieu d'être si l'on évoluait dans une « vraie » démocratie, c'est un mot fort.

Logiquement, les résultats de ce sondage serviront aux candidats et à leurs états-majors à rectifier les trajectoires juste avant la campagne électorale qui s'annonce démesurée sous toutes les coutures. La durée de la campagne électorale peut paraître courte mais lors de la dernière présidentielle, nous avons vu qu'un petit laps de temps avait suffi à faire perdre les élections à Jean-Louis Robinson. Des sondages réguliers permettraient de revoir leur stratégie ou d'affiner les discours. Ils engagent aussi les électeurs pour faire leur choix.

Un sondage réalisé avec une rigueur scientifique est un thermomètre efficace au service de la société, surtout à Madagascar où les partis politiques et leurs leaders croient être les dépositaires de

la vérité en parlant au nom du *vahoaka*. Nous avons légitimement sollicité l'institut ATW, habitué à cet exercice; d'ailleurs une interview fort éclairante de l'association Normar nous éclairera sur ses limites, ses utilités et ses portées. Mené dans le cadre d'entretiens téléphoniques, le sondage a fait appel à des panels répartis dans toute l'île. Les résultats nous vaudront sûrement l'inimitié, mais une revue comme *Politikā* a justement vocation de susciter le débat, quitte à diviser.

Le *timing* que nous avons choisi n'est pas fortuit. Nous voulons rehausser le niveau des débats, humblement à notre mesure. Un sondage n'est pas un outil figé. Il est amené à évoluer au fil des actions positives ou des impairs commis par les uns et les autres. D'où la nécessité de leur tenue régulière. Nous ne nous sommes pas limités à la seule question des intentions de vote, mais nous avons également sondé sur le bilan du mandat de Hery Rajaonarimampianina. Là encore, les résultats peuvent étonner – ou pas du tout d'ailleurs – mais ils sont forts éclairants sur les priorités et les nombreux points à améliorer. *Politikā* espère que les résultats du sondage seront des outils à utiliser à bon escient, non pas un épouvantail brandi pour faire peur ou pour faire fuir. P

Politikā est une publication de



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans *Politikā* est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Politikā décline toute responsabilité pour les documents remis.

politikā

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Marcus SCHNEIDER

DIRECTEUR DE PUBLICATION ADJOINT
Jean Aimé RAVELOSON

COMITÉ DE LECTURE
Dominique RAKOTOMALALA
Hanta ANDRIANASY
Jean Aimé RAVELOSON
Marcus SCHNEIDER

DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR
Tanteliarimiza RAKOTOMALALA

DIRECTEUR DE CRÉATION
Toky RAJAONA

RÉDACTEUR EN CHEF
Andriamanambe RAOTO

MISE EN PAGE ET INFOGRAPHISTE
Andry RABENANDRASANA

ATTACHÉ DE PRODUCTION
Anjasoa RANDRIANASOLO
Miangaly ANDRIANALY
ÉQUIPE PERMANENTE
Alain ILONIAINA
Hilda HASINJO

Julie RAHARISOA
Karina ZARAZAFY
Van-Lee BEHAJA

CONTRIBUTEURS
Jerry ANDRIAMIHAJA
Randrambao Sendikaly CTM SSM
Réseau Climates Madagascar

PHOTOS/ILLUSTRATIONS
Mamy RAEEL
Alain ILONIAINA
Andriantsihoarana RAOTO

redaction@politikā.mg



ANALYSE



Élections à Madagascar

Les Malgaches éternels otages de conflits d'intérêts (des) politiques

Dans l'histoire de la Grande île, les élections semblent plus s'apparenter à des troubles, des menaces de crises, un danger, plutôt qu'un chemin pour consolider la démocratie.

PAR KARINA ZARAZAFY ET RAOTO ANDRIAMANAMBE PHOTOS MAMY RAEI

Est-ce le système dans lequel le pays évolue qui n'est pas adapté – comme l'avancent bon nombre d'intellectuels –, ou les politiques ne sont-ils guidés que par leurs intérêts individuels faisant fi de l'intérêt collectif ou celui de la nation ? Dans un cas comme dans l'autre, le pays n'avance pas et les différents scrutins organisés, notamment la présidentielle, ne semblent pas apporter les réponses idoines.

VIOLENCES ÉLECTORALES

Si l'on observe à la loupe l'histoire de la Grande île (*Voir Politikā 1*), les différentes crises ont eu leur source avant ou après que des élections aient été organisées. Madagascar a une riche histoire électorale. Depuis son indépendance en 1960, la Grande île a organisé onze élections présidentielles, onze législatives, sept référendums au cours de quatre Républiques, sans compter les différentes élections locales. La plupart de ces scrutins ont été émaillés de polémiques et de violences électorales.

« Ces élections qui auraient dû

contribuer à la consolidation de la démocratie ont échoué et ont été suivies de violences électorales débouchant sur des crises politiques. (...) Les élections de 2013 semblent ne pas avoir inversé la tendance avec la perpétuation d'une gouvernance autoritaire », note le Dr Juvence Ramasy, dans son étude *Violences électorales à Madagascar : consolider le rôle des acteurs électoraux dans la prévention, la gestion et de règlement des conflits*¹. L'élection constitue bien souvent une zone de turbulence à traverser pour la Grande île.

DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ

Coralie Gevers, responsable des opérations de la Banque Mondiale à Madagascar et aux Comores, apporte une tentative d'explication. « *Même si le sens de la nationalité malgache est très fort, il faut admettre que ce n'est pas non plus une société où l'on rencontre la plus grande cohésion sociale*, soutient-elle. *Cela contribue probablement aux crises quand on parle souvent des élites malgaches qui – dans leur globalité – n'ont peut-être pas*

toujours le sens du bien commun et l'intérêt du plus grand nombre. Pour avoir un développement plus équilibré, il faudrait établir un autre contrat social. »

Un point de vue qui rejoint l'observation de Herinaivo Andriamasinoro, plus connu sous le pseudonyme de Gothlieb, humoriste, chroniqueur et observateur avisé de la vie politique. Pour lui, le réel danger est ce que les Malgaches vivent au quotidien. « *Notre nation vit déjà dans le danger. Ce danger, ce ne sont pas que les émeutes ou les manifestations publiques, c'est aussi l'énergie, la Jirama, le prix à la pompe, le prix des PPN, ...* », estime-t-il. Les élections ne font qu'exacerber ce danger déjà latent. En temps normal, elles sont une soupape de sécurité pour évacuer les frustrations et pour sanctionner un programme défaillant. Dans la Grande île, malgré leur fréquence, elles n'ont fait qu'entretenir un système défaillant. D'autant plus que les Malgaches ressentent pertinemment les pressions de la communauté internationale, des bailleurs de fonds, des personnalités riches



À PROPOS DE L'AUTEUR

Karina ZARAZAFY

Économiste à la base, Karina Zarazafy a, par la suite, choisi de suivre une formation en Journalisme économique au sein du Département interdisciplinaire de formation professionnelle de l'université d'Antananarivo. Elle a fini par en faire son métier. Elle a également choisi d'embrasser les variantes du métier et s'essaie dans la communication. En plus d'être journaliste chez Politikā, elle est actuellement chargée de la communication et de la relation presse du Programme de coopération avec le Parlement de la Fondation Friedrich-Ebert.

et influentes qui financent les élections. «Ce qui nous contraint à avancer vers les élections que l'on essaie artificiellement de crédibiliser aux yeux de tous», glisse Manassé Esoavelomandroso, historien. Jusqu'à présent, seule la démocratie, donc les élections, constitue l'alternative. Personne ne peut prétendre gouverner légitimement sans passer par des élections.

ÉLECTIONS PLOUTOCRATIQUES

Le général Amédée Andriamisa-Ramihone, professeur de sciences politiques au sein de l'Université catholique de Madagascar (UCM), le souligne : «les citoyens iront aux élections même si elles sont organisées à marche forcée. Mais après, le peuple va se rebiffer, se soulever. La déflagration ne sera que plus dure.» Amplifiée par les divers maux du quotidien, cette présidentielle est par exemple qualifiée de «bombe à retardement» par Gothlieb. Le chroniqueur cite, pêle-mêle, les questions d'ordre économique, la gestion de l'eau, l'exploitation du sous-sol malgache, les rancunes sociales engendrées par les expropriations, l'impunité dans laquelle agissent certaines personnalités, etc.

Comment Madagascar a-t-il fait pour en arriver à une telle situation ? «Une élection n'est pas un danger pour une démocratie mature. C'est la manifestation de la démocratie. Les citoyens sont tous égaux devant la loi dans l'isolement. Le bulletin a la même valeur», explique Manassé Esoavelomandroso. Cependant, à Madagascar, c'est la nature même de l'élection qui est tronquée. «Une élection démocratique se fait pour le peuple et suppose que toutes les forces vives du pays puissent participer, explique notre interlocuteur. Or, actuellement, des obstacles majeurs ne permettent pas aux Malgaches de participer à ces élections.»

La participation à des élections peut se faire de trois manières. «Soit l'on se porte candidat et l'on demande aux citoyens de voter pour nous, soit l'on participe en tant qu'électeur, et l'on va voter, explique Manassé Esoavelomandroso. Troisièmement, l'on peut épouser une cause précise et devenir membre d'un parti politique puis faire voter une idée et un candidat ». Aujourd'hui, ce rouage est complètement grippé. D'où ce sentiment d'exclusion. «La participation citoyenne est très faible.



A VOTÉ. Le taux d'abstention sera l'un des enjeux centraux de la présidentielle.

Le citoyen s'est désintéressé de la politique», estime un membre d'un parti politique. La question financière revient sans cesse également. «On est face à des élections ploutocratiques où seuls ceux qui ont de l'argent peuvent se porter candidat», avance le général Amédée Andriamisa-Ramihone.

ÉLECTIONS HOULEUSES

«La patrimonialisation du pouvoir met en place une relation de patron à client où le président devient une sorte de superpatron, de big man et les différentes élites en sont les clients. Cela aboutit à la mise en place d'une big man democracy où les dispositifs formels de la démocratie coexistent avec les pratiques néopatrimoniales du pouvoir. (...) En agissant ainsi les élites au pouvoir limitent la participation des citoyens et leur responsabilité envers ces derniers», explique le Dr Juvence Ramasy, en citant Bratton M. et Van De Walle N.²

Tous les ingrédients semblent être réunis pour des élections houleuses pour cette année : des candidats déterminés et revanchards, des manœuvres politiques, des incertitudes économiques et sociales et un environnement de conflit. Dans ce sens, l'étude de Dr Juvence Ramasy recense des facteurs internes et externes qui engendrent les crises électorales : le

cadre juridique (loi électorale contestée, système électoral inadapté, règles administratives inadaptées), la planification et préliminaires à la mise en œuvre (Mauvaise performance des organismes de gestion électorale, inadéquation du système de résolution des contentieux électoraux, planification opérationnelle inadéquate, Inadéquation de la budgétisation et des financements, inadéquation des dispositifs pour assurer la sécurité des élections). La formation et l'éducation sont aussi pointées du doigt etc.

Ces prochaines élections «ne changeront pas la situation des Malgaches» s'accordent à dire tous nos interlocuteurs. «Cela ne nous permettra pas d'avancer vers un mieux vivre ensemble», note Manassé Esoavelomandroso. Toutefois, selon Coralie Gevers, «comme alternatives, il n'y a pas mieux. Il faut du consensus et du compromis. Et il est surtout important de mettre l'intérêt du plus grand nombre en avant», conclut-elle. Il faut espérer que la sagesse du peuple reprenne le dessus... P

1 et 2 PEV Madagascar : Violences électorales à Madagascar : consolider le rôle des acteurs électoraux dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits. PEV Madagascar

MADAGASCAR, SON HISTOIRE SES CHEFS D'ÉTAT ET SES CRISES



1960 - 1972

Philibert Tsiranana



1971

1972 - 1975

Gabriel Ramanantsoa



Février 1975

Richard Ratsimandrava



Février-Juin 1975

Gilles Andriamahazo



1975 - 1991

Didier Ratsiraka



1991 mouvement des Forces vives

Octobre 1991 à 1992 Transition

1992 - 1996

Albert Zafy



1996 - 1997

Norbert Lala Ratsirahonana



1997 - 2002

Didier Ratsiraka



2002

2002 - 2009

Marc Ravalomanana



2009

2009 - 2014

Andry Rajoelina



2014 - 2018

Hery Rajaonarimampianina



2018

Septembre 2018

Rivo Rakotovo



Légende

- Mandat
- Intérim
- Transition
- Crise

21 ans
Didier RATISARAKA
(Le mandat le plus long)

6 jours
Richard RATSIMANDRAVA
(Chef d'État éphémère)

4 crises
DE RÉGIME

3 transitions

Dr Juvence Ramasy

« Madagascar fait preuve d'une routinisation électorale qui s'accompagne de violences électorales »

PAR KARINA ZARAFY



Auteur d'une étude fort éclairante sur les violences électorales, Dr Juvence Ramasy nous apporte son point de vue sur les élections. Interview.

Politikà : En tant que citoyen malgache, qu'attendez-vous de ces prochaines élections ?

Juvence Ramasy : En tant que citoyen, j'espère que les élections vont se passer dans un climat serein et apaisé et surtout que les résultats seront acceptés par l'ensemble des protagonistes. Toutefois, ces élections ne vont pas apporter de profonds changements tant en matière de politique que de gouvernance. Par ailleurs, j'aurai souhaité que les pratiques politiques puissent changer et que les politiques fassent la politique autrement en proposant des projets de société et qu'ils soient mis en application par la suite. Mais en l'absence d'institutions solides, les élections tendent plus à catalyser un conflit qu'à le résoudre comme le démontre l'histoire immédiate de Madagascar. Il est donc nécessaire de disposer d'institutions fortes pour définir ce qui revient

au vainqueur et quelles sont les garanties offertes aux perdants. Car, faute de telles institutions, les élections ne font que relancer des conflits au point mort et déclenchent une bagarre pour le pouvoir. À côté de cela, il faut, bien entendu, que le pays dispose de partis politiques forts avec des leaders et une équipe ayant une idéologie et une vision.

Selon vous, pourquoi avons-nous une telle pléthore de candidats ?

La pléthore de candidats s'explique pour certains des candidats par les dividendes auxquelles ils s'attendent après les élections notamment en termes de nomination à des postes et autres. Ils souhaitent participer au partage du "gâteau national". Nous sommes en présence d'une politique du ventre. De plus, les candidats en lice prétendent représenter des intérêts locaux, régionaux, religieux voire économiques qu'ils pourront marchander à l'is-

sue du premier tour.

Serait-ce un gage de choix pour les électeurs, ou d'une meilleure représentativité de ce que veulent les citoyens ?

La pléthore des candidats va de pair avec celle des partis politiques qui se manifestent par une idéologie relativement faible voire inexistante. Nous sommes donc face à des partis politiques, qui n'existent pas ou à peine durant un mandat électoral, et à la veille d'une élection présentent un candidat. Ces partis politiques se singularisent par leur faiblesse structurelle et idéologique. Il y a un certain nombre de "transhumants" qui, au gré de leurs intérêts, changent de partis politiques. Le choix des électeurs devrait se faire sur la base de critères objectifs tels la question de l'idéologie, du projet de société, des politiques publiques, etc.

Mais cela suppose que les partis politi-

“

La solidité des institutions est nécessaire pour garantir une bonne tenue d'une élection.

ques les mettent en avant et que les citoyens en retour disposent entre autres d'une certaine culture politique, d'une éducation civique et citoyenne. Or les élections notamment la campagne se déroulent plus à un "carnaval électoral", voire un "festin électoral", dans le sens où les campagnes électorales sont caractérisées par une ambiance de réfectoire avec des animations comme des concerts où des dons électoraux ainsi que des consignes, "Mangez, buvez et votez pour mon parti !", et des contre-consignes de vote, "Mangez, buvez mais ne votez pas !", se mettent en place. Au sein de ce festin électoral, les électeurs vont pour certains procéder à la lo-

cation/vente de leur vote.

L'histoire de Madagascar nous rappelle que les élections sont une période délicate à traverser. L'on est même amené à dire que les élections constituent un danger perpétuel pour la Grande île. Qu'en pensez-vous ?

Comme je l'ai précédemment évoqué, la solidité des institutions est nécessaire pour garantir une bonne tenue d'une élection. En leur absence les élections tendent plus à catalyser un conflit qu'à le résoudre. Madagascar fait preuve d'une routinisation électorale mais celle-ci s'accompagne de violences électorales. L'explication est certainement à chercher auprès des politiques qui ne disposeraient pas d'une maturité politique suffisante afin d'accepter le jeu électoral notamment celui du respect des résultats et de l'alternance d'une part, et d'autre part celui d'édicter des règles électorales équitables afin de permettre à tout un chacun de participer. Par ailleurs, la patrimonialisation et la personnalisation du pouvoir avec ce refus

de perdre et de comprendre que le pouvoir a une fin ne contribue pas à la stabilité.

Vu les pratiques durant les campagnes (spectacles, tombola, distributions de vivres, d'argent, de t-shirts etc.), certains observateurs qualifient les élections à Madagascar de « superficielles ». Quel est votre avis sur cette question ?

Les élections en soi ne sont pas "superficielles". J'ai évoqué précédemment que les campagnes d'élections font plus penser à un carnaval qu'à autre chose. C'est cette pratique politique qui est superficielle et qu'il conviendrait de changer. Pour cela, les citoyens devront être en première ligne en demandant des comptes aux politiques et exiger de ces derniers des programmes, projets de société. Pour ce faire, il faudrait une amélioration conséquente du niveau de l'éducation, car face à une population instruite et consciente de son pouvoir, ses besoins et ses droits, les politiques devront être à la hauteur. P

BIO

Dr Juvence Ramasy
Dr Juvence Ramasy est maître de conférences à l'Université de Toamasina. Il est titulaire d'une thèse en sciences politiques de l'Université de Toulouse 1. Il a été invité dans diverses universités notamment dans l'Institut de diplomatie de Beijing, l'Institut d'études politiques de Lyon, etc. Ses recherches politiques portent sur les problématiques telles l'État, les élites, l'armée, le processus électoral, la démocratisation en Afrique subsaharienne et plus particulièrement dans la région indiano-céanique.

Abstentionnisme

Un danger qui pend

Les Malgaches veulent le changement mais ne veulent pas se responsabiliser dans ce sens. C'est un fait constaté à travers l'acte le plus fondamental dans une démocratie : le vote. En 2013, au sortir de cinq années de transition usante, les électeurs avaient l'opportunité de voter mais au second tour, le scrutin n'a pas drainé les foules. Le taux d'abstention atteindra des sommets avec à peine la moitié des électeurs qui s'était déplacée (51%). L'augmentation soutenue de l'abstention apparaît comme le symbole d'une lassitude des citoyens envers la classe politique ou tout simplement d'un désintérêt accru pour les affaires nationales.

Un coup d'œil sur l'histoire électo-

rale malgache suffit pour le constater. Lors de la présidentielle de 1982, l'abstention était de 13,25%. Elle ira crescendo avec 18,98% (1989), 25,57% (1993), 41,59% (1996), 32,14% (2001), 38,07% (2006), le pic sera atteint en 2013 avec 49%. Il faut remonter à 1996, lors de la victoire au second tour de Didier Ratsiraka face à Albert Zafy, pour voir un taux d'abstention relativement semblable. La baisse de la participation électorale se développe en parallèle avec le recul social. Pour certains, elle est la manifestation apparente de leur méfiance accrue à l'égard des hommes et des partis politiques. Les sociologues parlent aussi d'une « crise de la représentation », le fossé entre les politiques

et les citoyens s'est creusé au fil des années.

Mbolatiana Raveloarimisa, activiste, n'y va pas par quatre chemins pour dénoncer les abstentionnistes. « *Ceux qui ne votent pas sont des criminels. Il est irresponsable, surtout dans le contexte où nous sommes de ne pas aller voter* », indique-t-elle. Au lieu de sanctionner la politique par les urnes, les citoyens sanctionnent à travers leur refus d'aller voter. Ce qui passe très mal aux yeux de notre interlocutrice. « *Si l'on a été déçu par un programme ou par un élu, il faut le sanctionner par les urnes, c'est un devoir et une chance. L'on ne peut pas se ranger du côté de la victime sans agir* », conclut-elle. P

R.A.

Propagande

Dons électoraux contre voix

Distributions de t-shirts, de casquettes, de vivres, etc. sont devenues des pratiques courantes dans les campagnes électorales à Madagascar. Gagner la sympathie des citoyens, acheter leurs voix à travers du pécuniaire est une pratique déplorable mais qui entre dans les mœurs politiques.

PAR KARINA ZARAZAFY ET RAOTO ANDRIAMANAMBE

Dans les états-majors des candidats, durant la précampagne, l'un des sujets de discussions tourne bien souvent autour des T-shirt et autres goodies à distribuer. *«J'ai un million de T-shirts confectionnés en Chine prêts à être dédouanés»*, fanfaronne un candidat. Meetings enflammés, distribution de casquettes, de T-shirts et de pagnes à l'effigie des candidats, voire de billets de banque, tout y passe. La puissance relative d'un candidat se calcule à la lumière de sa capacité à rassembler les foules et à distribuer les goodies à tout va.

PRATIQUES ARROGANTES

Il est devenu monnaie courante pour les candidats et leurs équipes de miser sur la satisfaction des besoins primaires des citoyens pour gagner leur sympathie et surtout, – comme le fait remarquer l'humoriste et chroniqueur Herinaivo Andriamasinoro, Gothlieb –, *«afin de créer chez eux, un certain sentiment de redevabilité qui les poussera à voter pour ce candidat qui leur a offert "quelque chose"»*. Ce n'est pas une nouveauté, les gadgets électoraux sont offerts dans le but immédiat de convaincre cet électorat potentiel de voter en faveur d'un tel ou tel candidat. En plus des différents cadeaux répandus, de l'argent frais est quelque fois distribué au cours des bains de foule, lors des meetings.

Ces pratiques sont qualifiées d'*«extrêmement arrogantes»* par Coralie Gevers, responsable des opérations de la Banque mondiale à Madagascar et aux Comores. *«Je trouve cette approche extrêmement arrogante, de considérer que, parce que l'on est un paysan ou parce que l'on vit dans un bas quartier, notre vote sera guidé pécuniairement à très court terme plutôt que par une vision à long terme»*, souligne-t-elle. Pour elle, il s'agit d'une vue *«élitiste»*.

«Se dire que : "parce que les gens sont pauvres et ignorants, je vais les payer" est le signe manifeste du mépris des citoyens, note l'historien Manassé Esoavelomandroso. Si vous estimez ces gens-là, vous ne les méprisez pas en vous conduisant ainsi avec eux.» Toavina Ralambomahay, candidat dans le cinquième arrondissement de la capitale lors des dernières législatives et premier opposant légal déclaré, affirme même que *«l'on achète carrément les Malgaches»*. Au lieu d'être des lieux de débats idéologiques, les campagnes électorales et politiques se déroulent plutôt dans une ambiance de *«réfectoire»*. *«Les campagnes élections font plus penser à un carnaval qu'à autre chose. C'est cette pratique politique qui est superficielle et qu'il conviendrait de changer»*, réplique Dr Juvence Ramasy, dans une interview qu'il nous a accordée (voir son interview par ailleurs).

HOLD-UP

Ceux qui usent et abusent des ruses pour amadouer les électeurs sont ainsi, selon Gothlieb, les vrais coupables en instaurant ce principe et en le perpétuant. Aujourd'hui encore, le métier de politicien continue d'être pour certains une passerelle pour opérer un véritable hold-up sur les ressources de l'État. Ainsi, *«se lancer dans une course électorale est un investissement comme un autre, confie un journaliste politique. C'est un placement qu'il faut rentabiliser»*. Le plus dangereux dans ce système étant le fait que *«les électeurs deviennent convaincus qu'ils doivent donner leur voix à ce candidat qui leur a versé le plus d'argent ou leur a offert le plus de biens. Les citoyens acceptent malheureusement une telle situation»*, déplore Toavina Ralambomahay.

CORRUPTIONS MORALE ET MATÉRIELLE

Distribuer des vivres, des T-shirts, des casquettes, de l'argent etc. en période électorale, se font et fonctionnent bien, du fait de *«la faiblesse du niveau de culture politique des malgaches»*, comme l'estime Gothlieb. Cependant, l'impact de ces dons électoraux est difficilement mesurable et quantifiable. Le gouffre de l'inégalité accroît le risque que l'argent et autres gadgets électoraux viennent corrompre la politique. Même les actes les plus banaux, l'expression de la générosité d'un candidat, ou de son épouse, envers une population, semblent s'inscrire dans le registre des corruptions morale et matérielle.

Les raisons d'une telle dérive sont à chercher auprès des formations politiques, qui, pour accéder au pouvoir, *«profitent de la crédulité de notre socle sociale»*. *«Étant donnée la situation économique et social dans laquelle se trouve notre pays actuellement, je donne tort à ceux qui offrent car, soutient-il, ceux qui reçoivent et prennent ces biens et surtout cet argent vont, pour la majorité, l'utiliser pour s'acheter de quoi se nourrir. Dans presque tous ces partis politiques qui existent, je ne vois aucune ligne idéologique.»* Les partis, groupements de partis et plateformes sont souvent identifiés suivant leurs leaders.

La question légitime qui se pose est de savoir si ce manège électoral a une incidence sur le choix des électeurs. Il est difficile de quantifier les voix obtenues mais ces manœuvres électorales ont sûrement des répercussions. Au moins sur les pratiques politiques, il sera difficile pour les candidats de ne pas s'aligner sur ces pratiques. *«Soit, tu joues le jeu, soit tu ne le joues pas. La pression marketing est très importante. Les élections seront biaisées»*, conclut placidement le sociologue Honoré Augustin Rabekoto, plus connu sous son nom d'artiste Bekoto. P

Institutions, élections ratées, loi électorale fébrile

LES CAUSES DES VIOLENCES ÉLECTORALES

« Les causes de violences électorales peuvent revêtir différentes formes, que nous pouvons classer en deux grandes catégories. Premièrement, les causes peuvent être d'ordre structurel, c'est-à-dire que les violences structurelles s'expliquent en raison de la forme du régime et des pouvoirs en place au sein de certaines démocraties.

Ces dernières se caractérisent notamment par la présence d'un système de patronage informel, un faible degré de gouvernance, une politique d'exclusion, et la perte du pouvoir qui constituerait une perte de revenus dans des États où l'ensemble du pouvoir est concentré entre les mains de démocrates patrimoniaux. Deuxièmement, les causes proviennent du processus électoral et des élections elles-mêmes qui sont des élections "ratées", imparfaites où la fraude électorale est de mise. Par ailleurs, nous pouvons aussi être en présence d'institutions ou de lois électorales fébriles ou manipulées.

La présence de violence en Afrique et notamment à Madagascar peut être assimilée à une culture de la violence héritée des régimes autoritaires plus particulièrement des pratiques autoritaires avec, par exemple, des logiques de commandement qui remontent à la période coloniale. Par ailleurs, la résurgence et la consolidation du néo-présidentielisme où le président s'assimile à l'État constitue aussi un facteur explicatif de la violence politique donc électorale. En effet, le faible degré de gouvernance, la concentration et la personnalisation du pouvoir perturbent le jeu politique et a fortiori la compétition électorale, d'autant plus que l'État constitue un moyen d'enrichissement personnel et il est, dans ce cas, assimilé à du commerce. L'une des principales sources de la violence électorale est l'abus de pouvoir perpétré par le régime en place afin de s'y maintenir par tous les moyens. Et si ces tentatives échouent, un dauphin sera mis en avant afin de continuer les méthodes de gouvernance sous les conseils du bienfaiteur.

Une autre source de la violence électorale trouve son origine dans la faiblesse de l'économie. En effet, une croissance sans développement combinée avec une faible, voire une absence de distribution de richesses constitue un environnement propice à l'instabilité politique et à la violence électorale. Madagascar constitue un exemple en la matière où plus de 92% de la population vit avec moins de deux dollars par jour, le pays a connu différentes crises politiques avec des épisodes de violences électorales au moment de périodes de croissance économique. » P

Par Dr Juvence F. Ramasy In Violence électorale à Madagascar : consolider le rôle des acteurs électoraux dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits (PEV Madagascar)



PHOTO ILOMIANA ALAIN

Fano Rakotondrazaka
Rapporteur général de la CENI

« S'il est avéré que le président élu a usé de financements douteux, une enquête sera ouverte à son endroit »

Politikā : La CENI est-elle satisfaite du contenu de la loi sur les partis, notamment sur le chapitre portant sur leur financement ?

Fano Rakotondrazaka : Il existe encore beaucoup de failles dans cette loi, nous le reconnaissons. Mais ce texte est une grande avancée. Il y a encore quelques mois, nous n'avons pas eu un tel dispositif. Cette loi n'est pas parfaite mais nos parlementaires l'ont votée et nous devons nous conformer à ses dispositions.

Quelles sont ces imperfections que vous avez relevées ?

Le plus flagrant à nos yeux reste l'inexistence de plafonnement lié au budget affecté à la propagande. Cela ne donne pas une égalité des chances aux candidats. C'est d'ailleurs un sujet de discussion depuis des années mais, encore une fois, cette mesure demeure absente dans notre loi. Quoi qu'il en soit, le fait d'avoir mis en place la Commission de contrôle des financements de la vie politique est très importante. Elle permettra de garantir la transparence dans la gestion des fonds alloués aux propagandes.

Cette Commission fonctionnera de quelle manière ?

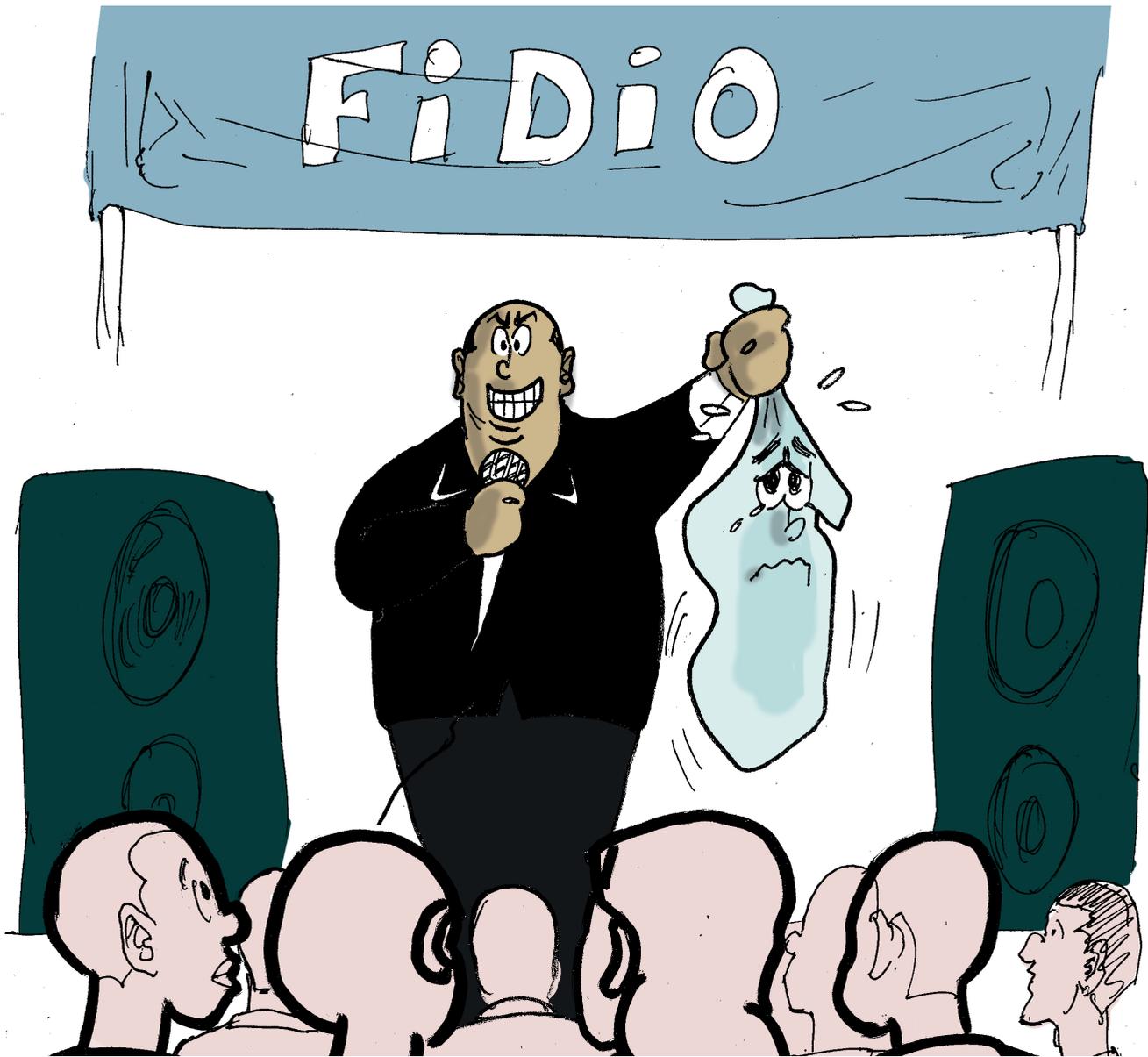
Chaque parti devrait nommer un trésorier de campagne qui aura comme charge de noter toutes les recettes et les dépenses relatives à la propagande datant de six mois avant le premier jour du mois des élections. S'il existe des dépenses que le candidat a fait avant la mise en place de la Commission, et la nomination par le candidat de son trésorier de campagne, celles-ci doivent être remboursées au candidat, à condition de présenter des pièces justificatives. Les comptes de campagne électorale devront être remis à la commission de contrôle au plus tard trois mois après la proclamation des résultats définitifs. Ensuite, elle procédera au contrôle de légalité des financements de chaque parti.

Si une infraction est constatée, quelles seront les sanctions prévues ?

La commission doit rédiger un procès-verbal du contrôle à l'endroit des autorités compétentes. Par exemple, si l'on soupçonne un blanchiment d'argent, le Service de renseignements financiers (Samifin) sera saisi. Pour les autres infractions, le parquet statuera. En tout cas, les mesures et les sanctions ne pourront être que postélectorales. S'il est avéré que le président élu a usé de financements douteux, une enquête sera ouverte à son endroit. Elle sera diligentée par la juridiction compétente. P

H.H.

36 candidatures à la présidentielle



La grande braderie de Madagascar

46 candidats ont déposé leurs dossiers auprès de la Haute cour constitutionnelle (HCC) pour la course à la magistrature suprême. 36 ont été retenus. Une pléthore de choix dont Madagascar risque d'être coutumier.

PAR KARINA ZARAZAFY ILLUSTRATION RAOTO ANDRIANTSIHOARANA

Après les 33 concourants en 2013, 36 candidats sont en lice pour le scrutin de 2018. Au lieu d'être une garantie de meilleure représentativité de leurs choix et de leurs besoins, les citoyens pourraient être amenés à se poser des questions sur les dessous réels d'un tel foisonnement de candidatures qui banaliserait presque la fonction présidentielle.

DÉMOCRATISATION DE LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE

Pour Monique Andréas, présidente de la Plateforme des femmes politiques de l'océan Indien et Médiateur de la République, une telle pléthore de candidats serait, «*le résultat d'une grande démocratie et d'une grande liberté d'expression*». En somme, c'est une expression de la forme qu'a prise la démocratie aussi bien à Madagascar qu'en Afrique. Car la situation de la Grande île est loin d'être inédite. «*Le foisonnement, la pléthore et la surabondance des candidats appellent à des réflexions simples. Tout d'abord, nous pouvons constater une démocratisation de la fonction présidentielle. C'est à dire que, dorénavant, la fonction présidentielle, du moins en termes de candidature, n'est plus réservée à une élite politique et économique mais à toutes les catégories de malgaches*», souligne le Magistrat Imbiky Herilaza.

Le renforcement et le durcissement des règles pour une candidature à la présidentielle n'a pas freiné les ardeurs des postulants. «*Toutefois, ce nombre excessif de candidats à la présidentielle ne saurait être un gage de représentativité des choix des citoyens, nuance Monique Andréas. Quand on parle de démocratie, tout le monde est libre de réfléchir et de donner le programme adéquat qu'il pense mettre en œuvre dans le but d'améliorer les réalités de son pays*». Aussi, chaque parti devrait-il avoir au moins un programme avant d'aller vers les élections. Ce qui n'est pas le cas quand on ausculte à la loupe les 36 candidats.

ATTENTES

«*Être président est sans nul doute, le seul poste dans le monde pour lequel on ne demande pas de compétences précises*», fait remarquer ironiquement le général Andriamisa-Ramihone Amédée, professeur de sciences politiques. Pour lui, et pour de nombreux analystes, «*l'argent est le seul filtre*». Économistes, experts-comptables, artistes, professeurs, membres des forces armées, sociologues, entrepreneurs, disc jockeys, leaders d'associations et d'organisations confessionnelles, administrateurs, magistrats, syndicalistes, parlementaires etc., les Malgaches ont un large éventail de profils. Mais lequel correspond réellement aux attentes du peuple et saurait en défendre les intérêts ? Le choix s'avèrerait difficile. Cependant, à bien y voir, les candidats présentés comme étant les «*favoris*» font ou ont fait partie du même système. Il n'y aura pas de rupture de pratique et de système. Dans une tribune provocatrice, mais qui vise juste, intitulée *Faut-il continuer d'organiser des élections présidentielles en Afrique ?*¹ le sociologue ivoirien Alfred Babo fait un constat clair et limpide sur les élections présidentielles en Afrique.

«*Les présidentielles en Afrique ne débouchent que très rarement sur une alternance. En dehors de quelques pays comme le Ghana, le Mali, le Sénégal, le Bénin et le Malawi, l'alternance politique s'est faite soit par le biais des putschs ou soulèvements populaires lors du "printemps arabe", soit-elle ne s'est pas réalisée. Le même président, le même clan ou système, trentenaire, voire cinquantenaire,*

demeure au pouvoir», note-il. Ses propos ont un écho particulier concernant le contexte malgache.

PROGRAMMES DIFFÉRENTS

Qui dit 36 candidats dit 36 partis politiques avec 36 programmes différents, si programme il y a. «*Qui pourrait faire la distinction entre les centaines de partis existants et choisir un programme en particulier ?*, questionne Manassé Esoavelomandroso, historien et ancien président national du Leader Fanilo. *Les grands pays ont deux ou trois partis politiques qui travaillent toute l'année, qui ont accès à tous les médias, qui critiquent lorsqu'ils ne sont pas au Gouvernement, qui expliquent les choses et qui proposent des solutions.*» Mais pour Madagascar, c'est souvent à la veille de joutes électorales que les formations politiques se font entendre. «*Vu le laps de temps qui se présente, il est difficile de les écouter et de pouvoir faire son choix*», explique notre interlocuteur. Comme le note Monique Andréas, «*pour choisir, il faut d'abord voir le programme de chacun, programme d'amélioration politique et de tout ce qui est situation économique du pays*».

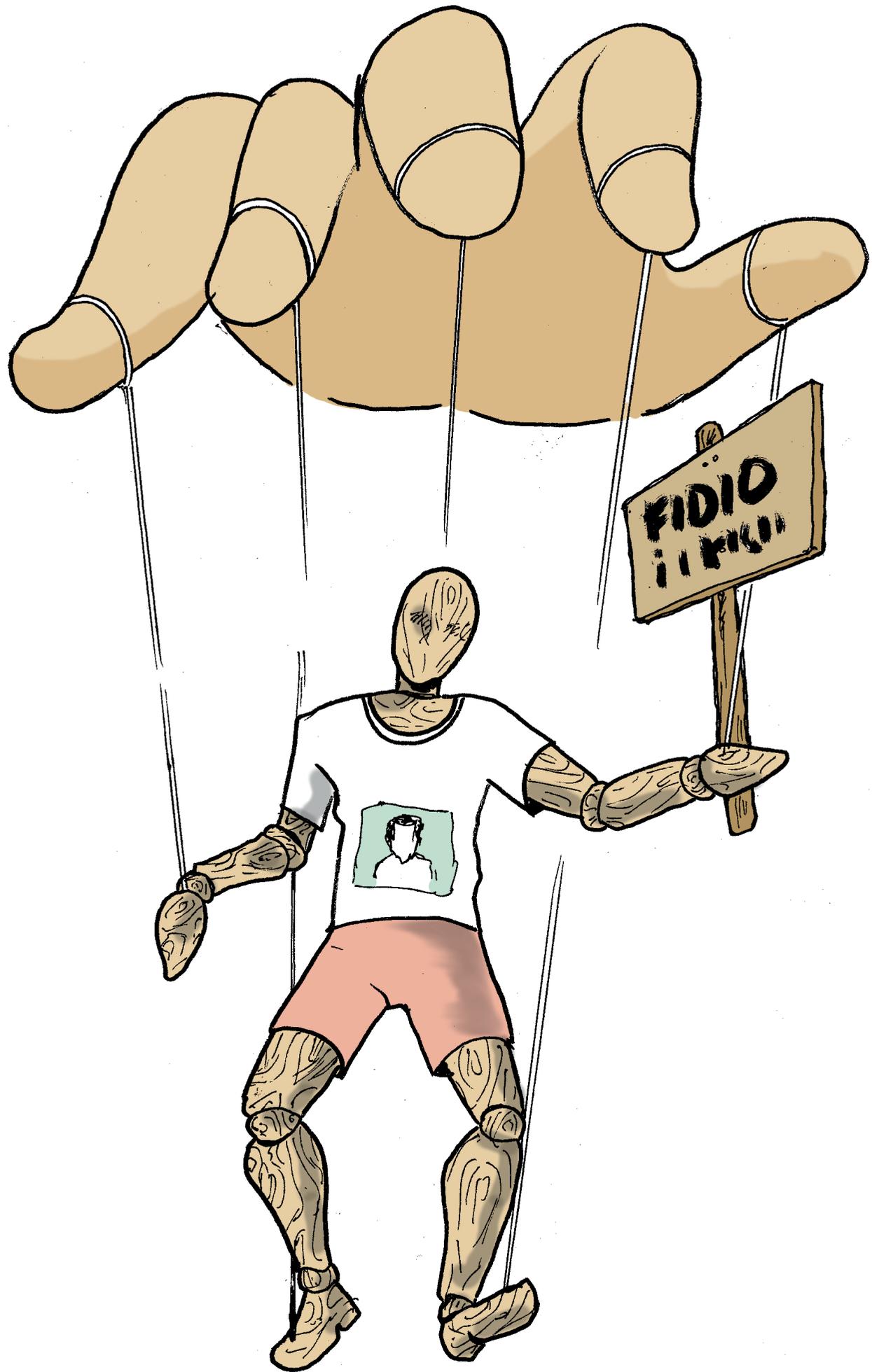
“ **Qui pourrait faire la distinction entre les centaines de partis existants et choisir un programme en particulier ?**

RAMASSER DES MIETTES

La question légitime est de savoir où étaient tous ces partis à la sortie de crise ? «*En 2013, juste après les dernières élections, ces partis auraient dû débiter la formation à l'éducation citoyenne. Si ces partis avaient déjà une idée d'améliorer la situation économique et politique à Madagascar, c'était à cette époque de sortie de crise qu'ils auraient dû le démontrer*», soutient Monique Andréas. «*Toutes ces personnes ont contribué à ce système. Aucun ne s'y est opposé*», rajoute Toavina Ralambomahay, premier opposant légal déclaré et auteur de l'ouvrage *La loi sur le statut de l'opposition à Madagascar : un mal nécessaire*. Il subodore que, «*comme d'habitude, tous les prochains candidats vaincus arrêteraient leurs combats une fois les élections finies. Il y a un manque de sincérité. Les perdants, au lieu de s'opposer au nouveau pouvoir, vont de nouveau occuper des ministères*».

Les observateurs avisés supposent que toutes ces candidatures n'ont pour réel but que d'obtenir des portefeuilles ministériels et autres postes politiques. «*Malheureusement celui qui revendique ou qui parle à vive voix a dans son collimateur un poste politique*», dénonce Manassé Esoavelomandroso. Pour arriver à leurs fins, les politiques semblent ne reculer devant rien. C'est une formule qui a fait ses preuves. Certains candidats qui n'ont quasiment aucune chance d'être élus veulent se positionner pour un fauteuil ministériel ou pour un autre strapontin : la place d'un sénateur désigné ou des hautes fonctions au niveau de l'État. Bien entendu, quelques postulants y vont par réelle conviction de pouvoir changer quelque chose dans le pays. Même s'ils savent pertinemment qu'ils ne vont ramasser que des miettes. P

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/09/faut-il-continuer-d-organiser-des-elections-presidentielles-en-afrique_4995283_3212.html



Instrumentalisation des fonctionnaires

Les premières tentations des candidats d'État

Instrumentalisés depuis toujours en période électorale, les agents de l'État et des collectivités territoriales décentralisées continuent en 2018 d'être, consciemment ou sous la contrainte, au service des candidats du parti au pouvoir.

PAR ILOINAINA ALAIN ILLUSTRATION RAOTO ANDRIANTSIHORANA

Quelques semaines avant la date à laquelle il est censé démissionner, le président sortant, Hery Rajaonarimampianina, met le paquet. Il enchaîne inaugurations, lancement de travaux, pose de première pierre et remise de dons et de matériels. Tout est prétexte pour célébrer et mettre en avant ce qu'il appelle ses réalisations. Chaque événement est généralement suivi d'une rencontre avec la population de la localité bénéficiaire. Un long résumé en est ensuite fait dans des reportages dithyrambiques sur les chaînes publiques.

SYMBOLE DE RALLIEMENT

Autour de Hery Rajaonarimampianina pour les derniers périples de son premier mandat, ministres, élus, hauts fonctionnaires et autres agents de l'État et employés des collectivités territoriales décentralisées. À son invitation, ou plutôt son injonction, tous lèvent le pouce, ce geste qui est pourtant le symbole de ralliement à sa candidature. La plupart sont en cravate et/ou en écharpe bleu-roi. Beaucoup sont même déjà en T-shirt et/ou polo floqué HVM-Rajaonarimampianina.

Sur les réseaux sociaux où les partisans du chef de l'État, agents

de l'État ou non, partagent sans modération les photos et les vidéos des tournées présidentielles, les Facebooknautes se posent des questions. « *Qui voit-on ici : le président de la République ou le candidat à la présidentielle?* » peut-on lire en commentaire. La distinction, il est vrai, est difficile à faire. Surtout quand dans les stades, depuis que le numéro d'ordre sur le bulletin unique est connu, le numéro 12 flotte déjà dans une marée bleue.

Comme certains présidents avant lui, Hery Rajaonarimampianina semble vouloir tirer profit de son statut de chef d'État pour mobiliser l'appareil d'État en sa faveur. Avant que les inaugurations et l'utilisation des biens publics et des prérogatives de puissance publique lui soient interdites, il multiplie les descentes sur le terrain pour défendre son bilan et pour promettre d'autres réalisations à venir. S'agissant de tournées officielles, les frais sont généralement pris en charge par l'État. L'administration est également aux petits soins pour les missionnaires.

SUBORDINATION

Même en période de pré-campagne, quand les tournées officielles

servent plus l'intérêt d'un candidat et concernent moins les affaires nationales, les agents de l'État semblent ne pouvoir se soustraire à leurs obligations d'obéissance à leurs chefs hiérarchiques. « *Il s'est installé depuis longtemps une tradition de dépendance et de subordination de l'Administration face au pouvoir politique* », reconnaît d'ailleurs la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) dans son *Document stratégique pour une amélioration de l'encadrement juridique du processus électoral* publié en 2016.

La présence de fonctionnaires et d'agents publics aux manifestations politiques dans lesquelles leurs patrons directs sont impliqués est ainsi parfois forcée, dictée par certaines craintes, ou alors par certains intérêts plus personnels. La Ceni donne l'exemple de certains agents qui, dans un objectif de « *protection de leur poste* », s'alignent sur la position de leur chef. Une manifestation organisée par le parti au pouvoir en juin 2018 à laquelle de nombreux fonctionnaires étaient présents montre également que ceux-ci viennent à ces meetings, y vont sans grande conviction, mais souvent par obligation. Alors qu'ils assistent à un



À PROPOS DE L'AUTEUR

Alain Iloniaina

Après des études en Histoire, Iloniaina Alain intègre l'Unité de formation et de recherche en journalisme à la Faculté des Lettres et des sciences humaines de l'Université d'Antananarivo. Sa maîtrise spécialisée en journalisme en poche, il intègre l'équipe du quotidien L'Express de Madagascar où il exerce en tant que journaliste politique jusqu'en 2013. Il est actuellement correspondant d'agences et de journaux régionaux et internationaux.

événement public, beaucoup d'entre eux ont demandé à ne pas être photographiés en plein coliseum.

Mais d'autres fonctionnaires assistent aussi à ces meetings et empruntent volontiers les slogans du parti au pouvoir parce qu'ils y adhèrent. Le système de recrutement ou de promotion au sein de l'administration est tel que des fonctionnaires sont affiliés au parti au pouvoir. Dans un article intitulé *Vingt ans de réforme de la fonction publique à Madagascar*, publié en 2001, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud constatent que « l'affiliation à un parti politique, et en particulier au parti au pouvoir, était (...) légèrement supérieure chez la masse des fonctionnaires que celui enregistré dans la population dans son ensemble » et que cette affiliation « augmente sensiblement à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie administrative ».

CONTRÔLE

Sur le terrain, ce constat se vérifie par la présence des directeurs et autres agents de certains ministères aux manifestations purement politiques organisées par le parti au pouvoir, mais aussi par le discours que tiennent ces mêmes responsables en public. Paul Rabary, ancien ministre de l'Éducation nationale et candidat à la présidentielle, lui, a avoué avoir été invité à procéder à une « *HVMisation de son département* », c'est-à-dire, à faire adhérer les fonctionnaires de son ministère au parti présidentiel.

La politisation de l'administration, qui se manifeste à Madagascar à travers le recrutement et la nomination à certains hauts emplois, est reconnue même dans les documents officiels. Le plan de développement du secteur santé pour 2015-2019 reconnaît, par exemple, l'existence de cette « *politisation de l'administration* » qui se traduit souvent par des « *changements fréquents des responsables* ». Autant de « *risques potentiels qui peuvent rendre illusoire l'atteinte des objectifs* » de développement, mais qui montrent aussi une volonté des autorités politiques à exercer un contrôle sur l'administration.

Ce contrôle est, certes, nécessaire. Une étude comparée des conditions et des enjeux de la politisation de l'administration publique dans deux pays occidentaux, le Canada et la Suisse, écrite par Isabelle Fortier, indique que « *la neutralité peut de-*



INAUGURATION. La présence de fonctionnaires et d'agents publics aux manifestations politiques dans lesquelles leurs patrons directs sont impliqués est ainsi parfois forcée (Inauguration du pont Kamoro, juillet 2017)

venir antidémocratique si l'administration devient incontrôlable par les élus ». Dans la mesure où les autorités politiques définissent la politique et où l'administration met celle-ci en œuvre, les rapports sont, comme le dit la Haute cour constitutionnelle (HCC), « *de nature hiérarchique* ».

MANIPULER LES LISTES ÉLECTORALES

Ce contrôle et ces rapports hiérarchiques peuvent pourtant atteindre leur paroxysme en période pré-électorale. Les fréquents déplacements présidentiels ou ministériels accroissent la pression sur les subordonnés. Ces derniers sont tenus de participer à la préparation des événements qui ont souvent des objectifs plus politiques qu'administratifs. Ils doivent parfois même répondre présents aux manifestations.

Dans certaines circonstances, les autorités politiques vont jusqu'à remplacer certains hauts fonctionnaires. En 2013, les autorités de la transition ont, par exemple, procédé, à la veille de la présidentielle, au « *remplacement de dix chefs de régions dont huit dirigées par des militaires* », ainsi que le rappelle le rapport de la mission d'observation des élections de 2013 de l'Union européenne. En 2002, il y a également eu un « *changement des fonctionnaires pendant cette phase cruciale*

du processus électoral ». Ces changements, indique le rapport de 2002 de la mission d'observation des élections législatives de 2002 de l'Union européenne, concernent notamment « *des préfets, des sous-préfets, des délégués administratifs et des chefs de quartier* ».

Pendant longtemps, les fonctionnaires, notamment les représentants de l'État, ont été utilisés par les responsables politiques pour manipuler les listes électorales, ou encore les résultats. Une étude réalisée en 2001, rapportée par Jean Eric Rakotoarisoa dans un article publié dans le n°202-203 de *la Revue Afrique contemporaine* « *fait état de dysfonctionnement de l'administration ainsi que de pratiques frauduleuses touchant l'ensemble du processus électoral.* »

DÉTOURNEMENT

Dans son article, l'auteur évoque, entre autres, concernant les œuvres de agents de l'État, « *une administration qui n'a pas procédé à la révision des listes électorales (...), de nombreuses cartes électorales (qui) n'ont pas été distribuées, des bureaux de vote ouverts (qui) ne figuraient pas sur la liste publiée au Journal officiel, (...) des modifications de résultats (...) qui avaient été ordonnées par les autorités locales* ».

Les agents de l'État sont souvent aus-

“

L'instrumentalisation des fonctionnaires permet surtout aux autorités candidates aux élections de faire des économies sur certaines dépenses liées aux élections.

si utilisés comme agents électoraux des candidats des partis au pouvoir, qualifiés parfois de «*candidats d'État*». Ce sont ces «*agents*» qui vont «*conseiller*» les électeurs sur le choix à faire, mais ils vont parfois jusqu'à faire pression sur ceux-ci. «*Les fonctionnaires ont souvent une influence considérable auprès des citoyens dans les localités où ils sont affectés par l'État, explique Alphonse Toto du*

parti Leader Fanilo. Les gens ont souvent tendance à écouter les recommandations de l'instituteur ou du médecin.» Placés à un niveau plus élevé dans la hiérarchie, utilisant leurs prérogatives de puissance publique, «*des chefs de district ou des chefs de circonscription scolaire (Cisco) vont parfois jusqu'à intimider les élus locaux ou les responsables des fokontany*», glisse-t-il. Mais l'instrumentalisation des fonctionnaires permet surtout aux autorités candidates aux élections de faire des économies sur certaines dépenses liées aux élections. Avec des agents de l'État dans leur camp, les «*candidats de l'État*» utilisent à travers ceux-ci les ressources publiques, financières ou matérielles, pour leur propagande surtout en période de pré-campagne.

DISQUALIFICATIONS

C'est ainsi, par exemple, que l'on peut voir des ministres et d'autres hauts fonctionnaires profiter d'un déplacement lié à leurs fonctions ministérielles, donc pris

en charge par les finances de l'État, pour effectuer des activités de leur parti dans la localité visitée. Durant ces visites et dans le cadre de ces activités, les agents de l'État qui sont sous leur autorité mettent également à disposition du parti au pouvoir véhicules, bâtiments et autres équipements appartenant à l'administration.

Pour la HCC, la combinaison des activités officielles avec celles du parti «*constitue un usage détourné des biens publics*». En plus d'être en infraction de détournement, les «*candidats de l'État*» et leurs partisans ont un avantage certain sur leurs adversaires politiques. En plus de faire une entorse à l'égalité de tous devant le service public, ils brisent ainsi le principe de l'égalité des chances des candidats. Les sanctions, déjà appliquées dans certains cas, sont soit la disqualification des candidats concernés, soit l'annulation des voix en leur faveur quand ils n'ont pas été directement impliqués. P

De la disqualification à l'annulation des voix obtenues

Selon la loi sur le régime général des élections, toute infraction aux obligations de neutralité entraîne soit la disqualification du candidat, soit l'annulation des voix que celui-ci a obtenues. En cas de non démission, qu'il y ait eu utilisation ou pas des moyens et des prérogatives de puissance publique, c'est la disqualification qui est encourue par le candidat non-démissionnaire.

Par contre, si le haut employé de l'État a démissionné, il est considéré comme étant «*insusceptible de détenir ou d'user des prérogatives de puissance publique*». Il «*ne peut donc être tenu pour auteur des faits*» d'instrumentalisation d'agents de l'État ou de détournement de biens publics. Mais si le candidat démissionnaire ne peut être disqualifié en cas d'«*usage de ressources administratives ainsi que des prérogatives de puissance publique à des fins de propagande électorale*» en sa faveur, les voix qu'il a obtenues peuvent être annulées. Selon l'article 220 de la loi sur le régime général des élections, «*l'usage de ressources administratives ainsi que des prérogatives de puissance publique entraîne l'annulation des voix éventuellement obtenues par l'option ou le candidat ou la liste de candidats mis en cause, dans la ou les localités où l'infraction a été constatée*». Cette sanction d'annulation de voix a déjà été appliquée par la Cour électorale spéciale (CES) durant les élections présidentielle et législatives de 2013. Le haut responsable ayant participé à des activités de propagande électorale étant présumé avoir usé et abusé des ressources humaines, financières et matérielles de l'État, est par ailleurs passible «*d'une peine de deux à cinq ans d'emprison-*



COMPTAGE DES VOIX. Toute infraction aux obligations de neutralité entraîne soit la disqualification du candidat, soit l'annulation des voix que celui-ci a obtenues

nement». Les mêmes sanctions risquent de frapper le fonctionnaire ou l'agent de l'État qui, non nommé à un haut emploi, se porte candidat et utilise néanmoins des moyens et prérogatives octroyés dans le cadre de ses fonctions. Selon les lois électorales, ce fonctionnaire est censé se mettre «*en position d'autorisation spéciale d'absence à partir de la publication de la liste officielle des candidats jusqu'à la date du scrutin*». P



Lova Rabary-Rakotondravony
**« On a beau eu six chefs
 d'État différents depuis
 1992, les gens qui
 les entourent restent
 finalement les mêmes »**

PAR RAOÛ ANDRIAMANAMBE

L'organisation des élections, le rôle des médias, gadgets électoraux,... Un tour d'horizon de l'univers électoral avec la journaliste.

Politikà : Les différentes présidentielles organisées après la seconde République nous-ont elles permis de nous affranchir des régimes autocratiques et de réellement assimiler le discours démocratique ?

Lova Rabary-Rakotondravony : Quand beaucoup de Malgaches disent que Madagascar a besoin d'une dictature, et érigent en modèle d'homme d'État des dirigeants étrangers qui ne sont pas particulièrement connus pour leur attachement à la démocratie, je ne pense pas que nous ayons assimilé le discours démocratique. Les élections nous ont peut-être permis de nous affranchir des régimes autocratiques, mais nous

n'avons pas compris ce que ces élections pourraient nous apporter dans la réalité. Du coup, la démocratie est devenue pour nous synonyme de médiocratie. Certains intellectuels regrettent que certains de leurs concitoyens aient le même droit de vote qu'eux, ce qui n'est pas un discours démocratique parce qu'en démocratie, la voix de chaque citoyen compte. Puis, il y a ceux qui estiment que "puisque'on est en démocratie, tout est permis et, donc que chacun peut faire ce qui lui plaît". Ce qui, vous conviendrez, n'est pas non plus démocratique. Résultats : ceux qui sont au pouvoir y arrivent et s'y maintiennent à coup de mesures populistes, en achetant les voix des électeurs qui, comme par

hasard, sont maintenus dans un état proche de l'ignorance. De quoi faire détester la démocratie.

Diriez-vous que nous sommes sortis de l'autocratie socialiste pour en intégrer une autre : celle du maintien d'une élite au pouvoir ?

Exact. Et il sera difficile pour les gens qui ne font pas partie de cette élite ou qui ne se soumettent pas aux règles imposées par cette élite de s'imposer. On a beau eu six chefs d'État différents depuis 1992, les gens qui les entourent restent finalement les mêmes. Les électeurs auront beau se dire qu'ils veulent des "olom-baovao", des hommes neufs, ceux qui viennent semblent toujours devoir composer avec

“

La solidité des institutions est nécessaire pour garantir une bonne tenue d'une élection.

cette élite qui réussit à se maintenir au pouvoir. L'autocrate est parti, mais ceux qui étaient autour de lui, qui ont bénéficié de ses largesses sont encore là, et sous couvert de démocratie, se maintiennent au pouvoir au prix fort.

Justement, au début des années 90, l'ancien président français Jacques Chirac avait jeté un pavé dans la mare en jugeant que «la démocratie est un luxe pour l'Afrique». Pour le cas de la Grande île en particulier, les faits ne lui donnent-ils pas raison ? La démocratie n'est-elle pas devenue un luxe, au vu des coûts qu'elle implique et qu'elle engendre (organisation des élections, propagande pour les candidats etc.) ?

Quand on se rend compte que pour gagner une élection, un candidat doit dépenser plus de 20 dollars par voix obtenue, oui, on peut dire que la démocratie est effectivement un luxe. Et le pire, c'est que ce qu'on obtient après n'a même pas la qualité de ce à quoi on est en droit de s'attendre parce qu'on a payé. La démocratie est d'autant plus un luxe qu'elle ne coûte pas seulement ce que l'on dépense pour les élections. Elle coûte aussi tous les investissements que l'on met dans l'éducation, dans la promotion de la culture, dans la lutte contre la corruption, dans la mise en place de l'État de droit, dans la justice, etc. Ce que nous mettons dans ces domaines ne semblent toujours pas suffire. Donc, oui, la démocratie est plus qu'un luxe.

En sachant que dans les démocraties les plus avancées ils font partie de l'arsenal électoral, les goodies électoraux (T-shirt et autres gadgets) influent-ils réellement sur le choix du votant ?

Il ne faut pas oublier que dans les démocraties les plus avancées, je prends

l'exemple des États-Unis ou de la France, les goodies électoraux qui pullulent à chaque élection ne sont pas donnés gratuitement aux électeurs. Ces objets sont vendus, parfois à des prix très élevés. Les électeurs paient pour les avoir. À travers cet acte d'achat, ils affichent leur engagement en faveur d'un candidat, leur soutien. Dans ces pays, ce ne sont pas les goodies qui influent sur le vote, c'est le choix du votant qui dicte l'acquisition des goodies.

À Madagascar, un goodie et un spectacle avec un artiste célèbre peuvent-ils alors réellement influencer un choix ?

Je ne sais pas s'ils influencent directement un choix. Je suis néanmoins certaine qu'un goodie et un spectacle ont une influence importante sur la visibilité d'un candidat. Quand on n'entend et quand on ne voit qu'un candidat, il ne peut laisser indifférent. Pour faire le plein dans un stade, et donc pour être vu et entendu, un candidat doit souvent recourir au concours d'un artiste célèbre. Parfois, il doit même assurer le transport, indemniser ceux qui se déplacent, et bien sûr, donner des T-shirts en souvenir.

Cependant, n'est-ce pas plutôt le discours, avec les promesses et les programmes, qui prévalent, dans une société qui a une tradition fortement orale comme la société malgache ?

Je parlais plus tôt de visibilité. Les discours, les promesses et les programmes ne sont entendus que si on arrive à faire venir les gens dans les meetings. Pour les faire venir, rien de tel que des T-shirts, des vivres et des concerts gratuits. La tendance des candidats qui n'ont pas beaucoup d'argent aujourd'hui est de dire : prenez ce qu'on vous donne, mais ne votez que suivant votre conscience. Mais qui forge la conscience des gens ? N'est-ce pas ceux qu'ils entendent à longueur de journées à la radio, à la télé ? N'est-ce pas ceux qui, entre deux tours de chants, ou entre deux distributions de vivres et de goodies leur promettent monts et merveilles en quelques mots ?

La presse joue un rôle déterminant dans les élections. Est-elle condamnable dans ses choix, alors que la plupart des sociétés de presse sont

à vocation commerciale et la période électorale est une aubaine pour faire des profits ?

Le principe veut que la presse, les journaux fassent des profits grâce aux publicités et/ou aux ventes. Pas grâce au contenu éditorial. Ce principe ne devrait souffrir d'aucune exception. Si des articles, ou du contenu éditorial ont été payés, ce sont des publi-reportages, et donc, des publicités déguisées en reportage journalistique. Ils doivent clairement être identifiés comme tels et les journalistes ne doivent en aucune manière y être associés. Le public saura ainsi que ce qu'ils sont en train de regarder a été payé, et commandé par un candidat ou un parti.

Évidemment, les rédactions doivent aussi faire attention à ce qu'elles publient et diffusent même quand c'est payant. Elles doivent s'assurer que le contenu ne soit ni discriminatoire, ni diffamatoire, ni mensonger et n'appelle ni ne provoque la haine, etc. Si toutes ces règles de fond et de forme sont respectées, je ne vois pas en quoi le choix d'un média d'être à vocation commerciale puisse être condamnable. Maintenant, sur un plan légal, les entreprises de presse et les candidats ne doivent pas oublier que, selon la loi sur le régime général des élections, l'utilisation à des fins de propagande électorale de tout procédé de publicité commerciale par tout moyen de communication audiovisuelle est interdite.

Entre la pression du patron de presse et sa conviction personnelle, sur quel pied le journaliste doit-il danser durant la phase électorale ?

Sur le pied du professionnalisme, de l'éthique et de la déontologie. Quand un journaliste intègre un organe de presse, il connaît la ligne politique et la ligne éditoriale de l'entreprise. Il sait donc qu'il doit promouvoir une idée ou une personne. Ce qui implique une certaine forme de traitement éditorial. Qu'un journal prenne une position politique n'est pas interdit mais il est important de respecter en toutes circonstances les principes et les règles de la profession : l'exactitude, l'équilibre, l'équité et la pluralité de l'information. Ce n'est pas parce que le patron fait pression sur le journaliste qu'il doit oublier de recouper une information ou qu'il peut verser dans la diffamation

ou même la désinformation. Si le patron invite le journaliste à faire un sujet sur une personne, à plus forte raison un sujet qui la met en cause, il est de l'obligation du journaliste de donner la parole à cette personne.

Les différents titres et les organes de presse sont engagés, moyennant finance ou par conviction, pour un ou des candidats sans le mentionner dans sa ligne éditoriale. N'est-ce pas condamnable vis-à-vis de l'audience ? Les prises de partie se confondant aisément avec les articles.

À partir du moment où un organe de presse est engagé pour un ou des candidats, quelles qu'en soient les raisons, il doit mentionner et rappeler le plus grand nombre de fois possible cet engagement, ce soutien pour ne pas trahir le public et pour ne pas l'induire en erreur. Et cela est valable même au quotidien. L'obligation pour les organes de presse d'indiquer dans leur publication le nom de leur propriétaire va dans ce sens. Mais encore une fois, même quand on affiche son soutien, dans un contenu éditorial, les règles journalistiques devraient être respectées.

N'est-il pas temps d'intégrer une régulation de la presse en période électorale aussi bien pour les médias publics que privé ? Cela ne permettrait-t-il pas de compenser la

différence de moyens entre les mains des candidats ?

En effet, il est plus que temps de réguler la presse en période électorale. Sans régulation, les candidats dotés des plus gros moyens auront toujours un temps d'antenne et un temps de parole plus élevés que les autres parce qu'il aura payé ses apparitions. Les lois font des principes d'équité et d'égalité une obligation pour les médias publics, mais rien dans ce sens n'est prévu pour les médias privés. Il est regrettable que les dispositions relatives à la régulation des médias privés aient été extirpées de la dernière loi organique sur les élections pour des raisons pécuniaires. C'est comme si les profits commerciaux primaient sur les responsabilités sociales des médias qui, à mon sens, ne sont pas des entreprises privées comme les autres en ce qu'ils remplissent une mission de service public.

Dans la même logique, n'est-il pas temps d'ouvrir le territoire national aux médias privés ? Le média public est devenu un outil au service des tenants du pouvoir...

...Et les médias privés un outil au service de ceux qui ont de l'argent. Ouvrir le territoire national aux médias privés serait une bonne chose pour la liberté d'expression, mais c'est une décision qui doit être prise avec plusieurs mesures d'accompagnement. Il faut éviter que les médias qui couvrent le territoire national

soient concentrés entre les mains d'une ou de quelques personnes. La diversité et la pluralité doivent absolument être maintenues. Il faut surtout faire en sorte que les radios et les télévisions locales puissent continuer d'exister en leur permettant d'avoir accès aux revenus et ressources publicitaires malgré la présence de mastodontes dans leur localité.

Pourquoi la presse malgache, dans son ensemble, est-elle si réfractaire dès qu'il s'agit de régulation, de changement et de légifération qui peuvent contribuer au « mieux vivre » ensemble ?

L'ensemble de la presse paraît réfractaire parce que l'objectif de ceux qui mettent en place les règles n'est pas de permettre aux médias de contribuer au mieux vivre ensemble. Chez nous, les règles sont mises en place pour mieux contrôler et surveiller les médias, pour limiter l'exercice de la liberté d'expression, pour mettre au pas les médias. Mais il ne faut pas non plus se voiler la face. Une bonne partie de la presse est réfractaire, parce qu'elle veut pouvoir faire tout ce qu'elle veut. Dans l'état actuel de notre démocratie, les règles, qu'importe qu'elles soient législatives, déontologiques ou autres, sont pourtant plus que jamais nécessaires pour encadrer une profession en quête d'identité et qui est tout sauf libre et indépendante. P

MÉDIAS PRIVÉS

Équité : une gageure

À défaut de la mise en place de l'Autorité nationale de régulation de la communication médiatisée (ANRCM), la Ceni doit veiller à ce que les médias ne débordent pas durant la période électorale, notamment lors de la campagne. L'organe de gestion des élections doit assurer la « plénitude des attributions de l'ANRCM ». Durant la campagne électorale, les médias publics seront particulièrement surveillés. « Dans les dix principes fondamentaux régissant la campagne électorale, l'impartialité du service public de la communication audiovisuelle doit être assurée par les services de radiodiffusion et de télévision publics », détaille Thierry Rakotonarivo.

La bataille électorale se décidera sur le terrain des médias privés, de plus en plus nombreux et de plus en plus influents. La loi organique relative au régime général des élections et des référendums dispose qu'ils doivent garantir le principe « d'équité » pour tous les candidats, sous peine d'une mise en demeure par la Ceni, si une infraction est avérée.

La concentration aux mains de politiques et d'hommes d'affaires des médias laisse présager des difficultés dans l'effec-

tivité de cette équité en période électorale. « Les organes les plus influents ne cessent d'étendre et d'accroître leur puissance, en se dotant de tous les supports et de tous les canaux. Tentant de couvrir tous les champs de la communication, ces grands groupes se trouvent également impliqués dans d'autres activités connexes de la vie industrielle ou commerciale. En même temps, les alliances entre les grands groupes se multiplient », comme l'ont souligné Lovamalala Randriatavy et Iloniaina Alain dans leur étude *Les impacts de la structure de la propriété des médias sur la couverture médiatique, la représentation politique et le travail du journaliste*. 2018 sera-t-elle l'année de la rédemption de la presse ? Rien n'est moins sûr. « La couverture de l'élection présidentielle de 2013 démontre clairement les dérives créées par la structure actuelle de la propriété des médias privés, et ses impacts sur le contenu des informations mises à la disposition du public. La couverture médiatique est, pour la plupart du temps, déséquilibrée, superficielle, partielle et dramatisante », soulignent les deux auteurs. P

R.A.

Précampagne et campagne électorale

À la conquête des territoires mentaux

À Madagascar, comme dans d'autres pays, la ville – ou plus précisément les représentations collectives de la population urbaine – jouent un rôle prépondérant dans la tenue de la précampagne et dans l'issue des élections.

PAR JERRY ANDRIAMIHAJA

Une élection est qualifiée d'« événement politique fonctionnel » par le prof. Gaston Bouthoul¹. Elle intéresse bon nombre de citoyens et les sociologues, surtout ceux qui ont étudié de près chaque phénomène ou chaque « fait social » dans ce microcosme ou champ politique propre à cette élection.

PRÉCAMPAGNE INSIDIEUSE

La précampagne est-elle un « phénomène social total », c'est-à-dire un fait social qui engage la ville dans son ensemble ? Les analystes avisés ont déjà compris que, depuis le mouvement initié par les 73 députés sur la place du 13-Mai, la période proprement dite de la précampagne menée par l'opposition a été lancée d'une manière insidieuse pour la conquête du pouvoir qui était fortement concentré aux mains du président jusqu'au moment de la formation du dernier gouvernement. À l'approche des élections, la « ville » - dans le sens de la représentation collective - est tombée dans le rythme du phénomène pré-électoral. Ce phénomène est un fait social total puisque les secteurs du transport, de l'éducation, des services publics ont participé d'une manière directe ou indirecte à ce mouvement. Dans les phases de précampagne et campagne, la population urbaine joue et

influence beaucoup sur les événements.

ÉLECTION : UNE DANSE NUPTIALE

Un danger guette pourtant : les exemples des choses passées et des mœurs politiques² nous rappellent que la crise de la représentation politique, c'est-à-dire les institutions en place, est une réalité. Elle se manifeste par les flambées de violence ou par une inflation. Ce sont des catalyseurs qui engendrent ce phénomène social total. Le phénomène important de la macrocéphalie urbaine³, surtout dans la capitale, est un indice non négligeable pour l'observation de la précampagne et de la campagne électorale en tant que phénomène social total.

Sur le plan sociologique, il est intéressant d'analyser l'influence de la conquête de « territoires mentaux », menée de différentes façons par les candidats, sur la population, à travers les propagandes. « Une élection est une danse nuptiale. Sans création du désir, pas d'acte. Traduisez : pas de vote. D'où la nécessité, d'où la nécessité, pour tout candidat, de charmer, d'étonner, de séduire »,⁴ écrit Jacques Séguéla et Thierry Saussez.

VOYEURISME SOCIOLOGIQUE

Depuis l'avènement du marketing politique, le système de propagande commerciale façonne en profondeur l'imaginaire du public. Dépassant le strict modèle de Laswell⁵, de nouvelles et de séduisantes approches des opinions de masse cherchent à « distraire » les citoyens/consommateurs au niveau du champ du consumérisme politique⁶. Le profil, le programme du candidat, la campagne de dénigrement sur les réseaux sociaux, les panneaux publicitaires, communication téléphonique... tout est fait pour servir la « coer-sédution », un néologisme liant coercition et séduction. Certes, une ville comme Antananarivo est souvent qualifiée de rebelle, car elle est souvent un bastion de l'opposition, il est vital pour les candidats de réussir à « propager »⁷ les électeurs.

La mobilisation de certains candidats durant la précampagne et la campagne nous montre la présence du phénomène du « voyeurisme sociologique »⁸. Malgré l'ère de « la citoyenneté utilitaire »⁹, dans laquelle nous vivons, les représentations collectives de la population sont déjà prédisposées et très vivaces. Il est donc difficile de « propager » cette population et de l'engager dans la vie publique. P

Notes : ¹Événement politique fonctionnel : par exemple, un ministre qui succède à un autre - ²Parmi les sept choses qui gouvernent les hommes, selon Montesquieu, dans *L'esprit des lois* - ³C'est la tendance à la concentration de la population dans les villes principales - ⁴La prise de l'Élysée (Plon, 2007) - ⁵Les cinq fameuses questions : qui dit ? quoi ? à qui ? à travers quel canal ? avec quel effet ? - ⁶Dans ce champ, « l'individu-roi » manifeste constamment son plaisir/déplaisir face au produit politique qui lui est proposé - ⁷Selon le penseur politique Jacques Ellul, le citoyen « propagandé » est celui dont sa décision n'existe plus car elle est absorbée par le système technicien - ⁸Les candidats nous écoutent avec attention mais se plient mal aux directives qui en découlent - ⁹Le citoyen pense la citoyenneté en termes de « pouvoir d'achat », selon l'essayiste Zaki Laid

Financement des partis et des campagnes

La transparence, le défi de cette élection

Distribution de t-shirt, forte médiatisation, mobilisation d'artistes, etc. Les candidats doivent avoir les bourses bien remplies pour prétendre devenir locataire d'Ambohitsorohitra. Mais d'où vient l'argent qui finance ces campagnes ?

PAR HILDA HASINJO ET RAOTO ANDRIAMANAMBE

«Il est soutenu par les Russes». «Les karana lui ont déroulé le tapis rouge». «Les Français sont derrière lui». Ces affirmations, sur fond de suspicion, sont monnaie courante dans la sphère politique à l'orée des élections, tant les candidats entretiennent souvent le mystère sur leur fonds de campagne.

FORMATIONS POLITIQUES OBSCURES

Les Malgaches iront aux urnes pour élire le deuxième président de la quatrième République. Et à en croire l'ambiance qui règne durant la période de précampagne, qui s'est d'ailleurs étalée sur presque une année, la concurrence sera rude. Chacun des partis et des candidats ne lésinent pas sur les moyens pour se faire élire. L'argent coule à flot. La question de financement des partis et candidats soulève légitimement une vague de questionnements au sein de la société. Au vu des moyens déployés par les prétendants à la magistrature suprême, il semblerait que chaque parti ait une envergure nationale et une assise inébranlable, ainsi que des membres qui cotisent

régulièrement depuis des années. Or, ce n'est pas le cas. Certaines formations politiques obscures semblent ne s'être réveillées de leur torpeur qu'au moment où le dépôt de candidature était ouvert pour servir de cheval de Troie à un candidat. L'opacité régnant autour de l'argent des propagandes est intimement liée à la faiblesse structurelle de la plupart des partis politiques.

Ce sont les candidats qui doivent déboursier de leur poche les fonds de campagne. Cette situation met en lumière les dysfonctionnements du monde politique. Rares sont les encartés qui payent leur cotisation ainsi que les partis qui font payer un droit d'adhésion aux nouveaux membres. Aujourd'hui, les adhérents revendiqués dans la plupart des formations politiques ne sont donc pas une source de financement. Par ailleurs, comme la plupart des partis ou des plateformes politiques qui ont présenté les 36 candidats ne disposent d'aucun parlementaire, impossible de compter sur la participation de ceux-ci.

Rasolondraosolo Zafimahaleo, dit

Dama, affirme lui ne rien cacher. «Je gère une école de formation agricole à Morondava, nous cultivons du riz. Je suis consultant d'une structure internationale, je suis un artiste et je me produis sur la scène internationale. Durant toute ma vie, j'ai fait des économies et je finance une grande partie de ma campagne. Pour le reste, j'invite mes partisans à verser leur part de "valim-babena" afin de soutenir la cause de la reconstruction de notre pays», soutient ce candidat qui se déclare «antisystème».

CONTREPARTIES FRAUDULEUSES

«Normalement, le financement des partis et de leurs campagnes doit se faire en deux temps : le financement public et le financement privé. Pour le premier, l'État alloue un budget pour les partis politiques, explique Jean Jacques Rakotoarisoa, enseignant-chercheur à l'Université de Toamasina. Ce financement dépend de sa présence sur le territoire national, mais aussi de sa force au sein des parlements. Quant au financement privé, il doit émaner des cotisations des membres, de dons des gens de bonne volonté ou d'entreprises. Cependant, les dons doivent



À PROPOS DE L'AUTEUR

Hilda Hasinjo

Passionnée par le journalisme depuis son enfance, Hilda Hasinjo en a fait sa carrière. Elle a commencé dans la presse écrite et a fait un crochet dans la télévision. En 2014, elle rafle le deuxième prix de la meilleure investigation 2014 lors d'un concours organisé par la Fondation Friedrich Ebert. En 8 ans de carrière, elle s'est spécialisée dans la rubrique économique. FDJ 2014.

être plafonnés afin de prévenir les risques que les gros donateurs espèrent une grosse contrepartie de la part du candidat, une fois celui-ci élu». L'enseignant-chercheur a introduit l'éthique politique dans le programme de l'université de Toamasina. Dans la Grande île, l'opacité règne en maître. «*Démarcher les éventuels soutiens au pays et à l'étranger fait partie des habitudes des leaders des formations politiques*», nous explique un membre d'une grande formation politique. «*Je me souviens, j'avais rencontré un puissant cabinet de lobbying à Paris. Pour pouvoir bénéficier d'un financement, il avait scruté à la loupe mon projet de société, mes capacités électorales et les moyens dont je disposais. C'était un véritable oral que j'avais dû passer*», nous dévoile un candidat de 2013. L'histoire n'a pas dit combien notre candidat a gagné, mais sa démarche est loin d'être isolée. Certains binationaux recourent à des emprunts auprès d'établissements bancaires étrangers.

À défaut d'un financement public – comme la pratique le veut dans les démocraties les plus avancées –, ou même dans

quelques pays africains, les partis politiques se tournent vers les financements occultes avec la notion de dette morale qu'ils impliquent. Le désir des entreprises d'obtenir, en retour de leur générosité, des contreparties frauduleuses (comme les marchés publics ultérieurement), est perceptible. «*Dans les pays où les institutions sont faibles, le financement public des partis politiques peut être favorable aux populations*», avance un membre de la société civile comme solution. La percée importante des opérateurs économiques, qui ont pu rencontrer le succès dans les affaires, en politique reflète du discrédit qui frappe les politiciens «*traditionnels*».

FAILLES

La mise en place de la Commission de contrôle du financement de la vie publique ne tend pas à rassurer outre mesure les observateurs de la vie publique (voir notre article par ailleurs). «*Effectivement cette Commission a été mise sur pied. Mais peut-on se fier à ses résolutions ? Comment ses membres ont-ils été nommés, et par qui ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'élection*

au sein des magistrats financiers ? Pourquoi avons-nous tellement besoin d'un expert-comptable en son sein, alors qu'un candidat est expert-comptable ? Ne sait-on pas que les loups ne se mangent pas entre eux ? », s'insurge Jean Jacques Rakotoarisoa. Aussi bien la composition de cette Commission que le vide juridique qui entoure les modalités de son fonctionnement laissent perplexes.

Fano Rakotondrazaka, rapporteur général au sein de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), défend la mise en place de la Commission de contrôle du financement de la vie publique. «*Elle marque une volonté de mettre fin à une gabegie autour des élections*», glisse-t-il. Cependant, il reconnaît encore que beaucoup de failles sont présentes dans le système, que cela soit pour le financement des partis, ou dans les contrôles (lire son interview par ailleurs). La présidentielle de 2018 risque à nouveau de devenir une scène de surenchère de moyens déployés et de course aux armements au détriment du débat d'idées. P

Loi sur la précampagne

UNE OCCASION MANQUÉE

(...) L'absence de réglementation de cette période de précampagne «*a des impacts non-négligeables*» sur l'élection, selon Thierry Rakotonarivo vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). «*La Ceni a, entre autres, une mission de veiller à l'application des textes électoraux. Or, nous ne disposons pas d'une référence textuelle pour les différentes activités des partis politiques pour la période précédant la campagne proprement dite. Ces activités entrent pourtant dans la définition de la précampagne comme c'est le cas de déclaration de candidature, la présentation du projet de société et la mobilisation du soutien*», avance l'administrateur civil. Pour Thierry Rakotonarivo, le vide juridique place l'organe chargé de préparer et d'organiser les consultations populaires dans une situation inconfortable.

«*Après, l'opinion critique, voire condamne la Ceni, de sa prétendue inaction. Ce qui égratigne, malgré elle, sa crédibilité*», déplore-t-il. Bruno Rakotoarison, membre du Groupe des experts nationaux (Gen), évoque des impacts négatifs du flou lié à la gestion de la période de précampagne sur les résultats des élections. «*La période de propagande est assez limitée. Cela ne permet pas aux candidats d'expliquer leur projet de société. Ce qui fait que la campagne a tendance à se limiter à faire élire une personne et non un projet*», soutient l'ancien membre de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). «*Je ne parle même pas de l'absence d'égalité de chance des candidats*», enfonce-t-il.

De par son expérience, le général Siaka Sangaré, président



À TOUTE ALLURE. Depuis le début de cette année, le TGV Rajoelina sillonne le pays pour officiellement présenter son Initiative pour l'émergence de Madagascar

Réseau des compétences électorales francophones (Recef) et délégué général d'élections du Mali confirme qu'«*il y a des comportements, des activités qui devraient être interdites avant la campagne électorale. La campagne [électorale] est prescrite par des dispositions légales. Cela commence à partir d'une date et toute activité en dehors de cette période doit être interdite, souligne-t-il, avant de lister les banderoles, les meetings avant la campagne et les slogans*». P Iloniaina Alain in *Politikā 8 : Élections, la réglementation de la précampagne renvoyée aux calendes grecques*



PHOTO FOURNIE

Benjamin Andriatsimarofy

responsable juridique du mouvement Rohi

«La différence des fonds de campagne engagés creuse l'inégalité des chances»

La présidentielle sera particulièrement scrutée par les organisations de la société civile. Notre interlocuteur décèle de nombreux points de vigilance.

PAR VAN-LEE BEHAJA

Politikà : Les candidats entretiennent souvent le flou sur la provenance de leurs fonds de campagne. Pourquoi ce tabou autour du sujet ?

Benjamin Andriatsimarofy : L'égalité des chances entre les candidats devrait primer, surtout en ce qui concerne le budget. Cependant, certains profitent de la période électorale pour blanchir l'argent sale. Pourtant, la Loi organique 2018-008, relative au régime général des élections et des référendums, dispose dans son article 64 que les dépenses engagées et les recettes perçues de chaque candidat doivent être transparentes. Malheureusement, l'application des lois fait défaut à Madagascar. En ce qui concerne cette transparence budgétaire, l'efficacité des dispositifs mis en place fait défaut. La Commission de suivi de la vie politique a été mise en place pour surveiller les dépenses effectuées par les candidats lors de la propagande, mais sa prise de responsabilité a pris du retard au moment où la pré-campagne battait déjà son plein.

Qu'en est-il des questions de traçabilité et de plafonnement des fonds de campagne ?

La traçabilité des fonds est parmi les plus grandes failles de cette loi relative aux élections. En effet, les candidats devraient ouvrir un compte bancaire unique pour que le suivi de leurs dépenses et de leurs recettes durant la campagne jusqu'aux élections puisse être facilité. Or dans son article 71, nous pouvons y lire que les candidats n'y sont pas obligés. Ce qui complique cette traçabilité des fonds. D'une manière générale, la différence des fonds de campagne engagés creuse l'inégalité des chances des candidats. Le non plafonnement du budget dans la loi électorale le soutient.

La déclaration de patrimoine ne constitue-elle pas une barrière en amont ?

Chaque candidat, le jour de la déposition des dossiers de candidature, devrait avoir un récépissé de déclaration de patrimoine. Ce qui est précisé par l'article 6 de la loi 2018-009 et reprise dans son article 10. Dans la Constitution, les responsables des institutions doivent effectuer une déclaration de patrimoine avant leur prise de poste et de fonction. Là encore, il est difficile de faire le suivi de

la déclaration, vu qu'il est impossible de juger de l'exactitude des données fournies.

Toujours sur ce chapitre, les financements venant de l'extérieur ne sont pas interdits...

D'après la décision n°15-HCC/D3, du 3 mai 2018, l'interdiction des financements étrangers que, cela soit de la part d'une personne morale de droit public ou d'une personne physique, a été extirpée de la loi déferée. La HCC a estimé que "les articles 74 et 75 ne sont pas conformes au principe d'égalité des chances des candidats résultant du principe général d'égalité devant la loi prévue par la Constitution et les Conventions internationales". Cela ouvre les champs des possibles, comme nous l'avons toujours constaté. Celui qui a investi aura alors une grande emprise sur le prochain dirigeant. Lors de sa prise de pouvoir et ses prises de décisions, le président élu aura une redevabilité envers cette personne.

L'atmosphère politique et sociale est très tendue. Pouvons-nous espérer que le président élu sera accepté par tous ?

Notre histoire politique nous a montré les désordres engendrés par la contestation des résultats. Pour obtenir un président légitime, reconnu et accepté par tous, cette notion de transparence est indispensable. La Ceni et le gouvernement doivent assurer la transparence sans qu'ils s'interfèrent. La Ceni devrait être impartiale et neutre envers tous les candidats et l'administration publique. La Commission de supervision de la vie politique doit garantir le suivi, que nous avons évoqué, et prendre des mesures sur les sanctions à prendre en cas de non-respect des réglementations, avec l'appui du Service de renseignements financiers (Samifin). Aujourd'hui, réunir toutes ces conditions est difficile, reconnaissons-le.

Le taux de participation aux élections s'érode. Que pense la société civile de cette tendance ?

Comme nous avons décidé de vivre dans une démocratie, la règle de la majorité doit primer, malgré le taux de participation. Il faut regarder de près les taux de participation et d'abstention durant les scrutins. Lors de la dernière municipale à Antananarivo, seulement 29,11% des inscrits ont voté. Sous cet angle, la notion même de la majorité n'a pas de sens. Les experts estiment qu'il est nécessaire que le taux de participation atteigne les 85 % pour que la légitimité s'instaure. L'économie nationale n'a cessé de se dégrader. Elle a entraîné dans sa chute les niveaux d'éducation et de citoyenneté. La population n'a plus confiance en ses dirigeants. Pis, elle ne se préoccupe plus des questions liées à la vie politique. Justement, Rohi a la tâche de sensibiliser les citoyens à aller voter et à savoir voter. Force est de constater que la confusion des citoyens sera compréhensible avec 36 candidats. Cependant, cela ne doit pas empêcher de voter : la population a les pleins pouvoirs. Les décisions lui appartiennent, les politiciens en sont juste les mandataires.

La tenue de la présidentielle ne va donc pas résoudre les conflits latents ?

Dans les pays en voie de développement, surtout dans les pays de l'Afrique subsaharienne, les crises pré ou post-électorales surviennent souvent. La loi électorale qui a été votée dans la confusion avait engendré une crise institutionnelle, pressentie par les experts sociaux et politiques. Heureusement, la tension s'est un peu apaisée. Mais nous tenons à souligner qu'il faut faire attention en ce qui concerne la transparence et la légitimité des élections. P

Financements de la campagne électorale

Un débat de fonds



L'éternelle question relative au financement de la campagne électorale revient au-devant de la scène à l'entame de la dernière ligne droite avant le premier tour de la présidentielle. Si, une partie du dossier est traitée dans les lois récemment votées, beaucoup reste encore à faire pour se rapprocher du principe de l'équité et de la transparence.

PAR ILONIAINA ALAIN

Des T-shirts et toute une panoplie de gadgets aux couleurs des partis et des candidats à la présidentielle, des rassemblements dignes des meetings de campagne électorale avec des artistes célèbres en renfort, une tombola, qui n'a rien à voir avec la politique, organisée par un prétendant à la magistrature suprême pour rameuter la foule : la Grande île baigne dans une ambiance électorale plusieurs mois avant le début de la campagne électorale. Les candidats à la présidentielle déploient des moyens logistiques de plus en plus énormes pour mobiliser les électeurs.

DÉPENSES ÉLECTORALES

Le décor est ainsi planté pour la présidentielle de 2018. L'argent coule déjà à flots pour certains candidats durant la période de « précampagne ». D'autres prétendants, pour une question de stratégie, de manque de moyen ou d'éthique, sont plus discrets. Mais en voyant comment les choses se présentent, la tendance de la présidentielle de 2013, en matière de dépenses électorales, risque de se rééditer cette année. Cette année-là, les résultats d'une étude réalisée par Manuel Wally¹, expert juridique international, sur la réglementation du financement des partis politiques et des campagnes électorales font état d'une « inflation des dépenses de campagne » à Madagascar. À travers le cas du candidat élu, l'étude en question montre la propension à une campagne dispendieuse. Son auteur estime que la dépense par voix obtenue du candidat Hery Rajaonarimampianina est de 21,50 dollars alors que celui du président américain Donald Trump en 2016 est de 12,61 dollars. Celle de François Hollande en 2012 est de 1,21 dollars.

Ces chiffres sont, certes, à relativiser par rapport au contexte propre à chaque pays. La défaillance criante d'infrastructures de communication, obligeant les candidats aux élections à Madagascar à recourir aux gros moyens comme l'utilisation massive de voitures 4x4 ou encore d'hélicoptères pendant la campagne, peut être prise en compte. « Il faut préparer raisonnablement dans les 60 milliards d'ariary pour une campagne couvrant les quatre coins de l'île », rappelle Thierry Rakotonarivo, vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Le fort taux d'abstention fait également exploser le coût des dépenses par rapport aux voix obtenues par les candidats.

Examinés par rapport au niveau économique du pays, les chiffres publiés donnent néanmoins une illustration du coût extrêmement élevé de la consultation populaire. Selon l'étude de Wally, le scrutin de 2013 établit une dépense estimée à 43 millions de dollars pour le futur candidat élu pour un PIB par habitant de 411 dollars. Pour François Hollande, le rapport est de 21, 800 millions euros pour 35 248 euros de PIB par habitant. Jacob Zuma avait dépensé 30 millions de dollars alors que le PIB par habitant en Afrique du Sud était de 5 691 dollars en 2014.

GADGETS ÉLECTORAUX

Ramenées au budget de l'État, les dépenses des candidats, à travers le fonds engagé par le candidat Rajaonarimampianina, renforcent un rapport élevé des dépenses électorales des prétendants à la magistrature suprême. Les 43 millions de dollars engagés par le candidat élu, 94,6 milliards d'ariary au

taux de change de novembre 2013, sont 20 fois plus élevés que le budget annuel alloué au ministère du Tourisme qui est de 4,7 milliards d'ariary cette même année. Comparé au budget alloué au ministère de la Promotion de l'artisanat montant, le montant est 44 fois plus important. Il est au moins 18 fois plus important que celui octroyé au ministère de la Jeunesse et des loisirs. Ces dépenses équivalent au budget combiné de quatre départements ministériels, à savoir ceux de la Culture et du patrimoine, du Tourisme, de la Promotion de l'artisanat et de la jeunesse et des loisirs.

Et les idées dans tout ça ? Une grande partie des dépenses électorales de certains candidats sont placées dans la confection de gadgets électoraux et de T-shirts, dans l'achat de produits de première nécessité à distribuer aux électeurs ou dans le paiement des artistes animant les meetings électoraux. Ces pratiques sont devenues tellement courantes durant les périodes électorales à Madagascar que les électeurs tendent à attendre les dons plutôt que d'écouter les idées. Avec leur complicité, le fléau a tendance à perdurer. Les candidats les plus connus sont ceux qui sont dotés des plus gros moyens.

UNE CAMPAGNE DISPENDIEUSE

Les estimations des dépenses, qui peuvent donner le tournis, ne sont pas sans conséquence sur les résultats des élections. L'absence de loi réglementant le financement de campagne, notamment sur le plafonnement des dépenses électorales, ne constitue pas seulement une entorse à l'égalité des chances des candidats. Elle fausse également le jeu démocratique. «*Les citoyens et électeurs sont pauvres et il est plus facile d'acheter, d'une manière ou d'une autre, leur voix*», regrette Alphonse Toto, mandataire du candidat Jean Max Rakotomamonjy et membre du bureau politique du Libéralisme économique et action démocratique pour la reconstruction (Leader Fanilo).

Outre le pas pris par l'argent sur les idées, des zones d'ombre persistent autour de la question du financement. «*Les expériences et les enquêtes menées en Afrique établissent un soupçon de corruption derrière le financement des campagnes. On ne connaît pas les tenants et les aboutissants des accords liant les candidats à leurs bailleurs de fonds, ainsi que les contreparties qui sont octroyées aux seconds après les élections*», décrit Harijaona Andriamaroniaina, directeur exécutif du mouvement Rohi, plateforme de la société civile qui défend le bien commun.

Jusqu'ici, l'opacité des financements et l'utilisation des fonds durant la campagne restent un sujet tabou. Si certains candidats parlent de «secret», d'autres évoquent des «cotisations des membres de la famille», pour botter en touche toute interpellation sur le sujet. L'attitude de la classe politique, se limitant à des gesticulations, sans jamais aller au fond des choses, reste, par ailleurs, de mise dans le traitement de la question. La tergiversation, sans raison apparente, dans l'adoption du texte, contribue à ouvrir un boulevard pour une campagne encore plus dispendieuse.

MÉCANISMES DE CONTRÔLE

Depuis 2003, une proposition de loi, comportant des dispositions sur le financement des partis, avait circulé, mais celle-ci est jusqu'ici restée lettre morte. La société civile pensait avoir eu

une occasion de régler le dossier du financement des partis et celui des campagnes électorales lors de l'élaboration des textes électoraux mais il n'en était rien. La démarche s'est heurtée à la résistance des partis politiques, toutes tendances confondues.

Dans son rapport final, la mission d'observation électorale de l'Union européenne en 2013 avait mis en avant les chantiers à entreprendre. Il a notamment suggéré un cadre juridique à compléter par la création de mécanismes de contrôle, par le plafonnement des dépenses de campagnes électorales ou encore par une réglementation des mouvements de fonds et des comptes de campagnes. Mais le décret d'application de la loi sur les partis « *censé réglementer la transparence du financement de la vie politique malgache*», selon Manuel Wally, tarde à voir le jour. La création de la Commission de contrôle du financement de la vie politique, institution prévue par la loi sur le régime général des élections, peut être considérée comme une avancée. Mais l'absence de dispositions sur le plafonnement des dépenses limite le contrôle à la vérification d'éventuels blanchiments et de l'utilisation des fonds de campagne. «*Pour l'heure, seuls les éventuels cas de blanchiment ou l'utilisation détournée de l'argent destiné à la campagne seront sanctionnés*», explique Rado Milijaona, président de la Commission.

ÉDUCATION

Dans la forme, l'idée de contrôle est déjà louable. Mais dans la pratique, des incohérences risquent encore de limiter l'efficacité de la mesure, du moins pour la présidentielle de 2018. Le texte sur le régime général des élections, qui prévoit la mise sur pied de la Commission de contrôle, n'a été adopté que deux semaines avant la date à laquelle les états-majors électoraux sont censés démarrer la tenue de leur compte de campagne. La date de l'élection, par ailleurs, n'a été connue que le 29 juin, quatre mois et une semaine avant sa tenue, alors que les comptes de campagne sont censés être ouverts six mois avant le scrutin. Autant de délais difficiles à respecter qui ne faciliteront pas la tâche des membres de la commission dans le contrôle des pièces demandées.

Alors débats d'idées ou batailles d'argent ? La mise sur pied d'un arsenal juridique fiable reste la solution. L'entrée en fonction de la Commission de contrôle du financement de la vie politique est un pas de franchi. Mais la route reste longue et sinueuse dans ce long processus. Serge Imbeh Jovial, candidat à la présidentielle, pense qu'il s'agit d'un processus et qu'il faut affronter et gérer. «*Est-ce que nous allons rester les bras croisés alors ? Il faut éduquer les électeurs. À nous de créer des opportunités de débats entre les candidats afin que les électeurs puissent avoir un vrai choix* », insiste-t-il.

Harijaona Andriamaroniaina pense aussi que, parallèlement au combat pour disposer d'un arsenal juridique fiable, il faut éduquer les électeurs. «*Nous continuons à sensibiliser les gens par rapport à leur choix, à leur faire comprendre que tout ce qui brille ne dure pas éternellement. Les spectacles et le riz ne durent que le temps d'une campagne alors que le choix, le vrai, compte non seulement pour le présent mais également pour les générations futures*», conclut le directeur exécutif de la plateforme Rohi. P

¹M. Wally, rapport sur financement des partis politiques et des campagnes électorales, décembre 2016

Vision syndicale 2019-2024

Pour un Madagascar juste et épanoui

Les syndicats ne peuvent pas rester muets face au gouffre dans lequel le pays s'enfoncé inexorablement : la mauvaise gouvernance et la criminalité rongent et dévastent le pays et les conditions de vie de la population vont de mal en pis. Ils présentent une vision cohérente sur leurs aspirations pour un monde du travail décent et porteur de développement.

PAR RANDRAMBAO SENDIKALY CTM SSM

Le pouvoir d'achat des travailleurs et leurs familles ne cesse de s'effriter de jour en jour, faisant disparaître tout espoir d'une meilleure qualité de vie : « *emplois décent et productif* ». Les attaques dont les travailleurs et les leaders syndicaux sont victimes et les atteintes aux libertés syndicales ne les ont pas dissuadés. Elles constituent des facteurs objectifs puissants de rapprochement et d'unification des travailleurs et syndicalistes de toutes les organisations.

Fort de son rôle politique et d'acteur de changement, la coalition des deux principales plateformes syndicales à Madagascar, baptisée Randrambao Sendikaly CTM SSM, présente la vision d'un Madagascar juste et épanoui, élaboré suite à un atelier syndical avec l'appui des experts engagés. Cette vision syndicale définit les priorités dans le système syndical, économique, politique, social et culturel ainsi que les priorités en matière de gouvernance pour la période 2019-2024.

Étant donné qu'auparavant les luttes syndicales ont été disjointes, faute de vision commune et de synergie entre les syndicats, cette vision sera un document de référence auquel les syndicats s'identifieront, servant à la fois d'outil de mobilisation et d'intervention sur les questions politiques, économiques, sociales, culturelles pour les acteurs socio-politiques, notamment pour les décideurs actuels et futurs. Désormais, le leitmotiv des syndicats est qu'ils « *prennent en main la défense des droits des travailleurs et la vie de la nation* » à travers un « *dialogue social et politique effectif et efficient* ». Exprimant les revendications de la base, les syndicats seront le porte-voix des travailleurs et des « *valalatsimandadiharona* ».

VISION SYNDICALE POUR LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET SOCIAL :

- Structures chargées du travail garantant de l'amélioration du travail et de la productivité
- Restructuration de l'économie : l'industrialisation comme levier de croissance
- Matières premières : renforcement des contrôles et renégociation des contrats d'exploitation
- Politique commerciale : une dose de protectionnisme pour établir un tissu industriel local

- Énergies et infrastructures : offrir une énergie à faible coût, revaloriser les chemins de fer
- Ressources intérieures : récupérer les îles éparses et les terres vendues aux ressortissants étrangers, réexaminer la loi sur les Zones économiques spéciales (ZES)

VISION SYNDICALE POUR LE SYSTÈME POLITIQUE ET DE GOUVERNANCE :

- Système de gouvernance basé sur la démocratie et la décentralisation : élargissement des compétences des CTD ; suppression des provinces
- Mise en place de la quatrième institution de contrôle, d'éducation et d'interpellation sur le respect des lois et des règles démocratiques et modèles en matière de bonne gouvernance
- Structures judiciaires réellement indépendantes : enlever toute marge de manipulation de la part de l'exécutif
- Maîtrise des dépenses publiques : dissoudre les institutions, offices/organismes rattachés « *budgetivores* » ; annuler la « *caisse noire* »
- Les syndicats, un puissant contre-pouvoir qui veille à la pratique politique et la gouvernance, ainsi qu'un acteur majeur des élections
- Cultures et pratiques politiques : assainissement et renforcement de l'éthique politique

VISION SYNDICALE POUR LE SYSTÈME SYNDICAL

- Solidarité, le leitmotiv du syndicalisme malgache : vision commune, budget – programme
 - La grève, voie de recours exceptionnelle
 - Autonomie financière des syndicats : mise en place du « *check off system* » et de la « *caisse de grève* »
- Grâce à des modèles innovants de gouvernance, de contrôle et d'éducation, grâce au dialogue social et politique, et grâce à l'autonomie du syndicat, en 2024, Madagascar pourra développer un système économique et écologique sain, ainsi qu'une croissance durable du fait d'une meilleure productivité de ses travailleurs qui sont sécurisés par le plein emploi, la protection sociale universelle, et le salaire décent, et qui deviennent des consommateurs substantiels pour l'industrie locale. P

La présidentielle du climat

Bâtir une nation socialement équitable, économiquement viable et écologiquement vivable

Dans un pays considéré comme le cinquième pays le plus sensible aux impacts du changement climatique, les politiques peinent à apporter des solutions.

PAR LE RÉSEAU CLIMATES MADAGASCAR

Madagascar subit un stress important sur la gestion de ses forêts qui s'amenuisent d'année en année. La sécheresse devient de plus en plus sévère et la crise alimentaire, intimement liée au changement climatique, n'est jamais loin. Dans le cadre du projet «*La présidentielle du climat*», nous sommes allés à la rencontre de jeunes afin de mieux comprendre leurs attentes mais surtout afin de récolter leurs impressions et leurs recommandations pour inspirer les candidates et les candidats à la présidentielle.

FIRST THING FIRST : LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, C'EST ...

Pour Elric Hajatiana, : Formateur en leadership climatique au sein du programme Young leaders fighting climate change (YLFCC), il s'agit de «*mettre l'humain au centre du système. Le développement durable décrit une manière d'organiser la société susceptible d'être maintenue à long terme en prenant compte des conséquences des activités humaines sur son environnement, mais aussi de lutter pour la création d'une société plus juste. Tout cela englobe la notion de socialement équitable, économi-*

quement viable et écologiquement vivable : un État social, humaniste et écologique, en somme.»

Pour Marie Christina Kolo, en plus de contribuer à un accès aux ressources pour les générations futures, le développement doit passer par la préservation de certaines valeurs traditionnelles comme celle du fokonolona. «*On doit impliquer la communauté pour qu'elle soit actrice de son développement*», soutient-elle. La protection environnementale ne concerne pas uniquement la protection des lémuriens et des bois de rose, elle englobe également le bien-être des individus, la pérennité des ressources pour les générations futures et le maintien de la culture. Nos jeunes leaders sont convaincus de cette approche. C'est avec cet angle d'attaque qu'ils voient le développement de Madagascar.

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES

Malheureusement, la politique malgache actuelle ne correspond pas vraiment à cet idéal de développement durable, quoiqu'en disent les ministères et quoique puissent y faire la pléthore d'ONG internationales qui nous assènent de bonnes pratiques et d'aides à la gouvernance. Les mesures entre-

prises ne sont pas assez ambitieuses comparées à l'ampleur de la tâche.

«*Nous avons beau avoir ratifié l'accord de Paris, il nous manque encore beaucoup au niveau de l'implémentation. On fait une course contre la montre car d'ici 2030 la quasi-totalité de notre forêt va disparaître. L'on doit rédiger de meilleures politiques environnementales avec surtout des systèmes d'implémentation et de suivi plus efficaces*», nous rappelle Elric. Les lois cadres existent : comme la Charte environnementale et le Programme national d'actions environnementales de Madagascar. Cependant, la transparence et leur respect sont encore à consolider. «*Les mesures gouvernementales sont quelque peu perçues comme hypocrites, estime Toky. J'ai le sentiment que l'objectif est davantage dans la recherche de projets et de financements que dans la réalisation et dans la mise en œuvre des initiatives qui existent déjà.*»

«*À titre d'exemple, nous raconte Marie-Christina Kolo, lors de la COP21, Madagascar faisait du plaidoyer pour un accord en-dessous de la barre du 1,5 °C pour limiter le réchauffement en cours. C'était beaucoup plus ambitieux que la tendance à 2°C. Cependant, un mois après la signature de l'accord, notre*

gouvernement organisait le Forum des mines et du pétrole. Une totale contradiction avec nos ambitions climatiques.»

DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Dans une dynamique de développement, nous gagnerions à impliquer davantage les communautés et à leur faire confiance. La loi Gélose (Gestion locale sécurisée) a été votée il y a vingt ans dans ce sens. Une fois appliquée, elle aurait dû permettre aux 12 000 communautés locales de gérer elles-mêmes leurs ressources naturelles. Aujourd'hui, seulement 1 300 communes bénéficient de ce dispositif. L'État reste le principal dépositaire des choix d'attribution et d'affectation des territoires. Ces choix peuvent être largement remis en question quand on parle d'appropriation des terres.

Devant de telles incuries, il est naturel que la jeunesse soit désabusée par les pouvoirs publics. Ce sentiment n'est pas isolé à Madagascar. Il est global et palpable. Pourtant, de par le monde, les jeunes se mobilisent. De plus en plus de jeunes aux États-Unis, en Europe et

en Amérique Latine, entreprennent des actions en justice contre les gouvernements qui faillissent à leur mission de protection des générations futures.

À MADAGASCAR, LES JEUNES S'ENGAGENT AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le leadership environnemental peut prendre plusieurs formes. Entre celles et ceux qui sont hyper-actifs et engagés dans plusieurs associations, il y a celles et ceux qui souhaiteraient avoir une action plus concentrée en agissant par leur travail ou dans leur quotidien. Des réseaux existent à l'instar du Réseau climat océan Indien (RCOI), qui a mis en place, avec la Fondation Friedrich-Ebert, le programme de formation YLFCC. Les clubs Vintsy et le rendez-vous Earth Hour avec la WWF sont des portes d'entrées intéressantes. Marie Christina Kolo a créé sa propre entreprise sociale et solidaire, Green'N Kool, pour inspirer les jeunes. Elle a également construit une école dans le village de sa grand-mère, un village de pêcheurs, pour enseigner aux enfants ce qu'est l'écologie et com-

“ Dans une dynamique de développement, nous gagnerions à impliquer davantage les communautés et à leur faire confiance.

ment ils peuvent bénéficier des principes de cette manière de gérer les ressources. Leur engagement passe forcément par l'éducation environnementale et la sensibilisation. Ces deux aspects manquent aujourd'hui dans les stratégies gouvernementales. Il est fondamental aussi d'intégrer davantage de sciences climatiques dans les manuels, de la sensibilisation aux ressources marines, etc. Sans cela, il est plus difficile de porter des projets de manière éclairée. Cette sensibilisation peut se faire à plusieurs niveaux : à l'école, dans les associations de la jeunesse, auprès des pêcheurs, des marins, des femmes aux foyers, des chefs d'entreprises, des salariés, etc. P

Propositions de jeunes leaders à intégrer aux programmes des candidats

AU NIVEAU LÉGISLATIF

- Mettons en œuvre une loi sur l'«*éducation environnementale*», surtout en milieu rural, dès le primaire.
- Revoyons la loi sur la gestion des déchets en milieu urbain et rural et mettons en place la collecte et le recyclage des bouteilles et sacs plastiques.
- Créons une loi Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et Économie sociale et solidaire (ESS), pour permettre aux entreprises de l'ESS d'exister légalement, et pour imposer des limites aux entreprises minières, notamment pour les vieilles institutions établies depuis longtemps et que cette loi s'applique à tous.
- Mettons en place des lois spécifiques sur l'égalité des sexes dans la fonction publique.

LES MESURES TRANSVERSALES ET ÉCOLOGIQUES

- Favorisons la création d'emploi vert, en mettant en place des structures d'appuis pour les jeunes (espace de co-working, création d'espaces, etc.)
- Dotons notre Zone économique exclusive (ZEE) de moyens de surveillance et de contrôle afin d'éradiquer la pêche illégale et le pillage de nos ressources marines.
- Construisons des grands parkings à l'extérieur des villes pour limiter la pollution due au gaz d'échappement et encourageons le déplacement en transport commun.
- Créons un statut pour les fokonolona et les LMA, «*communauté de pêcheur*», pour qu'ils puissent gérer spécifi-

quement les ressources marines.

- Arrêtons les campagnes de reboisement avec l'eucalyptus : plantons des arbres fruitiers, des mangroves, à la place. Il n'y a qu'à Antsiranana où l'on peut trouver des pépinières de mangroves alors que nous en avons plus besoin que d'eucalyptus.

DES DEMANDES D'IMPLICATION DANS LA RECHERCHE

- Appuyons les institutions existantes à Madagascar pour la recherche sur l'acidification des océans due au réchauffement climatique, nous devons connaître les conséquences sur nos ressources afin d'en prendre des mesures de gestion appropriées.
- Créons et vulgarisons au niveau national des centres de recherches et des bibliothèques dédiés aux jeunes pour lutter contre le changement climatique : formations en politique environnementale, expérimentation, valorisation de résultats et promotion, ...
- Mettons en place des programmes TV et Radio pour sensibiliser plus largement.
- Développons les moyens des laboratoires de contre expertises pour traiter les questions de pollution industrielle. Exemple : l'ICED a un laboratoire mais les acteurs de la société civile font encore très peu appel à leur service par manque de communication.

ÉNERGIE

- Développons le biogaz. Avec les déchets d'Antananarivo, triés, nous pourrions tout alimenter en biogaz, selon une étude récente. P



Rija Ramamiarijery



PHOTO FOURNIE

«Le sondage joue un rôle très important dans le jeu de la démocratie»

Le président de l'association Normar, nous détaille les enjeux, les limites et la méthodologie inhérente au sondage commandé par la FES et Politikà. Il nous parle également de ce métier particulier inhérent aux instituts de sondage. Éclairage

PAR RAOTO ANDRIAMANAMBE

Politikā: Quelle est l'utilité d'un sondage dans le cadre d'une élection ?

Rija Ramamiarijery: D'emblée, il faut d'abord souligner que les sondages sont les reflets de ce que pense la population étudiée à un moment donné, nommée opinion publique. Selon certains, c'est une notion théorique qui n'existe pas. D'autres au contraire, comme la Fondation Friedrich Ebert, indiquent qu'elle place le citoyen au centre du débat démocratique. Pour ma part, je dirais plutôt qu'il s'agit de la liberté fondamentale d'expression.

Revenons sur l'histoire des sondages politiques. Ils naissent aux États-Unis en 1936, avec Gallup. En France, les publications arrivent en 1938 par le biais de l'Institut français d'opinion publique (Ifop). Durant la fin des années 1960, comme les sondages augmentent avec plus de communication politique, des lois réglementent la diffusion des résultats en période électorale pour ne pas influencer le corps électoral en les interdisant une période précédant le scrutin (différente en fonction des pays). Mais les sondages électoraux pour le cas de la France, par exemple, passent de 111 en 1981 à 293 pour 2007. Cela démontre leur "poids" croissant dans le débat politique.

À Madagascar, celui que la FES présente actuellement dans ce magazine *Politikā* doit être l'un des premiers à être vraiment publié. Quelques personnalités politiques en ont eu recours : ils l'utilisent pour leur usage interne uniquement, et les résultats sont maintenus hautement confidentiels. Comme les médias sont tenus par les politiciens ou leurs proches, les journalistes sont muselés. Ce qui ne permet pas au débat politique d'intégrer des données chiffrées. Et c'est donc dommage, car le sondage joue un rôle très important dans le jeu de la démocratie.

Nous parlons ici de sondage préélectoral. En premier lieu, des intentions de vote afin de situer les candidats avant que les campagnes ne se lancent. Mais cela reste un sondage préélectoral, il ne correspondra en aucun cas aux résultats définitifs. En second lieu, des attentes de l'électorat qui constituent par ailleurs des éléments forts impactant les résultats du vote définitif. Attention, un sondage préélectoral n'est qu'une "photographie" de l'opinion au moment de l'enquête, et non pas un outil de prédiction de ce qui se passera à la date

du passage aux urnes. La connaissance de ces opinions apporte un débat plus ouvert sur l'arène publique et incite à de vraies actions politiques de la part des partis en lice. Ils doivent dorénavant tenir compte des vrais desiderata de la population. Les baromètres de sympathie ou les opinions sur les sujets brûlants sont autant de produits qui suscitent les débats. Et enfin, théoriquement, les seuls sondages qui reflèteraient les résultats finaux sont ceux qui sont faits en sorties d'urne.

Un sondage est-il fiable ?

La critique des sondages est forte même s'ils sont utilisés par tous, car ils permettent des prises de décision. Les résultats des sondages éloignés de ceux des élections en France en 2002 et plus récemment aux États-Unis pour la dernière élection interrogent sur la fiabilité. Techniquement, la fiabilité des résultats est surtout basée sur la méthodologie adoptée pour s'assurer que l'échantillon soit représentatif de la population étudiée. De par sa nature, le sondage se veut être représentatif d'une opinion, et surtout être sans parti-pris.

La taille de l'échantillon induit sur la marge d'erreur lors des lectures des résultats, la délimitation géographique limite également l'analyse aux zones touchées. Outre ces basiques, l'institut doit veiller à ce que les données collectées soient fiables ; il s'agit d'éviter, de détecter et de réparer toute acte de triche. Les instituts disposent de procédures de contrôle à plusieurs niveaux : au niveau de la compréhension même de la mission et du questionnaire par les enquêteurs, au niveau de l'effectivité des enquêtes réalisées, et au niveau du remplissage des questionnaires et de la cohérence entre les réponses. Ces procédures et leur respect font partie des exigences du métier ; la qualité des données fournies est certifiée pour certains instituts et pour d'autres non. L'ATW s'impose cette rigueur et tout le monde le sait. Je suis certain qu'il ne mettra pas en jeu sa crédibilité pour une commande d'un sondage politique. Donc, même s'il existe des limites, la photo de ce résultat devrait être en proportion avec la réalité.

Selon vous, quelles sont les limites de ce sondage ?

Je crois que les limites de ce sondage se

situent sur l'usage du téléphone portable dans l'administration du questionnaire, compte tenu de la limitation budgétaire et du planning pour le réaliser. Mais si mes connaissances du secteur de la téléphonie sont bonnes, environ 70% de la population des moyennes et grandes villes possèdent au moins un téléphone portable. Et ces mêmes villes représentent déjà 75% de l'électorat. Croyez-moi, on n'est pas bien loin la réalité. En tout cas il donne une tendance, c'est le plus important. Et je veux marteler qu'un sondage est une photo de la situation du moment, à l'heure même où le sondage est effectué. Ce n'est pas un outil de prédiction. Enfin, je voudrais conclure sur cette initiative de la FES et du magazine *Politikā* qui est vraiment louable. Et je pense qu'il est dorénavant nécessaire qu'elle mette en place un baromètre régulier. Pas uniquement à l'orée de l'élection, mais bien avant, et par après. La vie politique d'un pays ne se limite pas à la période électorale.

Pourquoi est-ce que les sondages n'entrent-ils pas encore dans les habitudes politiques ?

Je crois qu'il s'agit de deux phénomènes conjugués : le manque de financement et l'ignorance ou la méconnaissance, pour certains, des applications à tirer des résultats. Également, et compte tenu du nombre de partis politiques sans base électorale, ils ne sont pas prêts à financer un tel sondage, car les résultats les desservent. Aussi, les partis politiques n'ont pas encore conscience de l'importance des sondages surtout hors des périodes préélectorales. Même en période électorale, ils préfèrent investir directement dans leur campagne au lieu de pré-tester et/ou mesurer les impacts de leur campagne et d'agir en conséquence. Les autres grands partis politiques de Madagascar ont tendance à faire des sondages avant et pendant la campagne électorale. Ils ont plutôt recours à des équipes internes (plus ou moins bien organisées) par peur de divulgation des données produites, d'autres ont recours à des enseignes internationales qu'ils jugent expérimentées en la matière. Plusieurs instituts locaux ont l'habitude, et cela depuis plusieurs années, de travailler avec quelques-uns de ces partis

politiques. Dans tous les cas, le nombre de sondages politique est faible. Les résultats sont utilisés en interne et les partis ne les diffusent pas. Ils ne contribuent pas à la vulgarisation du débat politique sur les bases de données chiffrées. Aussi, les médias proches des partis politiques jouent le même jeu et pour les quelques médias indépendants, ils n'osent tout simplement pas.

Par contre, dans les autres pays, des sondages barométriques mesurent le niveau de confiance et/ou de sympathie attribué à des personnalités politiques. Ils sont généralement commandés par les médias pour animer le débat politique avec des données chiffrées. Il n'y a que la FES qui a osé publier un tel sondage. C'est une première et, malheureusement, cela n'arrive qu'en 2018. Et nous devons vous en féliciter, car c'est un vrai progrès démocratique en favorisant la liberté d'expression et d'information. En tant que président de l'association Normar, j'encourage les acteurs de la société civile, mais surtout les médias et les partis politiques à s'approprier de tels outils.

Quelle est la méthodologie employée pour mener ce sondage ? Et est-ce que la publication est conforme pour éviter de tromper le lecteur ?

La méthodologie est souvent dictée par les budgets. Les instituts vont proposer les meilleures solutions en fonction de ce paramètre. Mais le client a toujours le dernier mot. Donc dans ce cas précis, il suffit de lire. Les règles de publication d'un sondage sont drastiques, et elles doivent être claires et objectives. Vous les retrouvez sur le site www.esomar.org. ATW est membre de Corporate. Je pense que c'est la raison pour laquelle la FES a fait le choix de faire appel à lui plutôt qu'un autre institut, car c'est vrai qu'il est le seul à être accrédité sur le plan international et certifié ISO 9001 / 2015 en même temps. Donc nous allons reprendre ce que vous avez publié pour voir si c'est conforme à la pratique. En même temps on verra la méthodologie.

Pouvez-vous indiquer à nos lecteurs quelle a été l'approche ?

Pour ce sondage, la FES et *Politikà* ont commandé une enquête sur un nombre précis de répondants : 800 ainsi que la

marge d'erreur qui est précisée avec le seuil de confiance. Ce, avec une représentativité de la population des personnes en âge de voter : c'est le cas, 18 ans et plus disposant d'un téléphone portable. La zone géographique a été répartie sur l'ensemble du territoire. La méthode aléatoire a été utilisée. Le téléphone a été le moyen de récolte utilisé. Il faut bien indiquer bien la période de réalisation de l'enquête.

Tous les éléments sont clairement indiqués pour pouvoir faire des extrapolations. Vous avez même précisé la limite de la méthodologie par rapport au taux de possession des téléphones portables. Cette publication est parfaitement conforme à la pratique internationale et montre que la Fondation et l'institut ont été sérieux.

“ *La publication de ce sondage est très importante, car c'est une publication qui est précurseur* ”

Vous attendez-vous à des critiques de ce sondage ?

Bien sûr et je devine que c'est aussi l'objectif de la FES et de *Politikà*. Il s'agit d'animer le débat politique démocratique avec des données chiffrées pour positionner les choses. Dans un premier temps, les lecteurs cherchent la petite bête, mais ils se rendent vite compte que le débat est ailleurs et que les chiffres ont du sens. Les critiques des sondages d'opinion disent qu'un usage fréquent des sondages peut perturber l'opinion par les effets “bandwagon” ou “underdog” ce qui n'est pas faux¹. Mais ce n'est pas le cas à Madagascar. Car, rappelons-le, c'est le premier sondage politique publié.

L'impartialité même de l'institut sera remise en cause. Certains iront à penser, – et peut-être même oseront dire que l'institut de sondage a été payé –, d'autres, qu'il n'est pas sérieux. D'autres estimeront que les résultats sont conformes à l'opinion ... Tout cela n'est

que chimère du moment. Les résultats sont là et sont le reflet des répondants. Ils sont objectifs malgré les limites dont on a parlé avant. À chaque homme politique de changer les tendances en défendant leur programme.

Mais les plus sensés chercheront à mieux comprendre, à regarder les segments favorables ou non et à trouver tout de suite où ils peuvent s'améliorer. Mais souvent c'est là que le bât blesse : se remettre en cause sur la profondeur de son programme et de son image vis-à-vis de tout ou partie de la population en droit de voter relève du savoir-faire au-delà de l'égo ou des certitudes. Donc, il faut surtout déplacer le débat là où il est important : qui a du poids avec une base électorale précise ? Avec un programme solide ou juste avec des artifices ? Utilise-t-il des arguments répondants aux attentes des électeurs ?

Mon point de vue est que ce sondage va susciter de l'agacement chez ceux qui ont des mauvais scores et de l'engouement pour ceux qui ont de bons résultats. Dans tous les cas, je connais bien cet institut et je sais qu'ils sont indépendants et que ses managers (qui par ailleurs pour certains sont associés) aiment leur travail et ne se permettront jamais de jouer la réputation de leur entreprise sur des triches volontaires ou d'absence de contrôles. Je sais aussi qu'ATW est le seul institut de sondage certifié ISO 9001 / 2015 et membre Esomar Corporate et qu'il n'a pas d'équivalent dans l'océan Indien. Cet institut donne des garanties sérieuses de leur travail. Ils sont d'ailleurs largement plébiscités par les décideurs à Madagascar, dans l'Océan Indien et même dans des pays développés comme la France ou les États-Unis. La raison principale est que cet institut suit les normes et les codes d'éthique de la profession.

Est-ce que vous avez pu trouver des résultats surprenants dans ce sondage ?

La déontologie nous interdit à répondre à cette question. Le propre d'un Institut de sondage est de récolter l'avis de la population étudiée et non d'apporter ses avis personnels. Les analyses politiques relèvent d'un autre métier. Dire que nous sommes surpris ou non par les résultats d'un sondage nous amènerait à émettre

nos avis personnels ce qui n'est pas acceptable publiquement en tant qu'institut.

Mais j'insiste encore une fois, ce ne sont que des résultats du moment et absolument pas une prédiction, car tout peut évoluer suivant ce que fera chaque candidat pendant la période de campagne électorale. Et d'autant plus que nous sommes encore loin de la date du vote. Vous savez, dans ces sondages pré-électorales, environ 50%, voire plus, ne savent pas encore pour qui ils voteront. Cela ne fera surtout pas d'eux 50% d'abstentionnistes. Et pour ceux qui ont déjà leurs opinions, cela ne veut surtout pas dire que leurs avis sont définitivement figés : une mauvaise campagne, un mauvais débat, ou encore une action de campagne trouvant son écho dans les attentes de l'électorat fera rapidement basculer l'avis général vers son opposé. Cela s'est déjà vu dans plusieurs pays dits développés, et cela s'est déjà vu chez nous. Je suis certain que cela se verra encore dans cette campagne.

Il faut donc se poser la bonne question : pourquoi la FES souhaite-t-elle publier ce sondage? Chacun lui donnera l'importance qu'il voudra bien donner. Je martèle une dernière fois que la FES veut donner des résultats du moment à l'opinion publique et absolument pas une prédiction de l'urne. Et pour moi la publication de ce sondage est très importante, car c'est une publication qui est précurseur de nombreuses autres à venir, nécessaires pour éclairer un peu le débat avec des données chiffrées. Peut-être le début d'une plus grande liberté d'informations.

Vous avez évoqué l'association Normar. Quelles sont ses missions ?

Normar est une association malgache créée en 2012. Elle est la réponse spontanée du besoin des acteurs des études par enquêtes. Ce métier est nouveau

à Madagascar. Ses membres nationaux ; les entreprises et leurs clients, les consultants individuels, les employés, les étudiants, les organismes publics, mais aussi les personnes interrogées se sont regroupés pour promouvoir à Madagascar le développement et l'utilisation de la recherche marketing sociale et de l'opinion comme une base importante pour la prise de décision efficace dans les secteurs public et privé. Nous encourageons ainsi le respect des plus hautes normes techniques et les niveaux de conduite professionnelle dans le métier. Ensuite, Normar vise à promouvoir ainsi l'établissement de codes d'éthique et de normes professionnelles locaux, et la mise en place de textes régissant les études au niveau national. Enfin, nous voulons inciter nos membres à s'engager et à être responsable au développement économique et socioculturel du pays. L'association Normar envisage de devenir membre de l'association Esomar, car elle est la plus dynamique en termes de normes et codes de conduite. Nos moyens sont encore limités, et, nous espérons que les principaux bailleurs de fonds nous soutiendront pour renforcer nos capacités.

Quels sont les types de services que votre association offre ?

Notre association est une plateforme d'échanges entre les acteurs malgaches qui souhaitent valoriser notre métier des études par enquête. C'est un métier très transversal, et efficace. Il touche les études par enquêtes marketing, publicitaires, dans le domaine commercial, mais aussi les études par enquêtes sociales liées à l'éducation, la santé, etc., quelles que soient les techniques de récolte d'informations (interviews en face à face, par téléphone, enquêtes qualitatives, quantitatives, ...).

Il touche aussi les études

d'opinion publique dont certaines sont d'ordre politique, comme les intentions de vote, les cotes de popularité, les attentes des concitoyens, leur perception des réformes, etc. À l'étranger, les sondeurs font leur notoriété avec des sondages politiques, alors que ceux-ci représentent moins de 1 % de leur chiffre d'affaires (et c'est valable à Madagascar), car l'essentiel de leur activité concernant les études marketing commandées par les entreprises et les études sociales commandées par l'État, les bailleurs de fonds et les ONG. P

¹Note : selon le site Wikiversty.org, littéralement, « a bandwagon » est un wagon qui transporte un groupe dans un défilé, un cirque ou d'autres divertissements. L'expression « jump on the bandwagon » a d'abord été utilisée dans la politique américaine en 1848 en raison de Dan Rice, un clown de cirque professionnel. Il a utilisé son « bandwagon » pour les apparitions de la campagne de Zachary Taylor, afin d'attirer l'attention en utilisant la musique. Comme la campagne de Taylor devenait plus efficace, de plus en plus de politiciens luttaient pour un siège dans le train, dans l'espoir d'être associé à la réussite. Plus tard, au temps de William Jennings Bryan, pour la campagne présidentielle de 1900, les « bandwagon » était devenu la norme dans les campagnes, et « jump on the bandwagon » était utilisé comme un terme péjoratif pour désigner les gens s'associant à la campagne sans savoir ce pourquoi ils s'associaient. L'effet « bandwagon » désigne donc aujourd'hui l'effet mobilisateur pour la campagne d'un candidat lorsque celui-ci est en tête dans les sondages. L'effet « underdog » (littéralement « perdant » ou « opprimé ») désigne, lui, l'effet inverse à savoir la mobilisation des électeurs en faveur du candidat à la traîne dans les sondages.

BIO

Rija Ramamiarjery

Rija Ramamiarjery est fondateur et gérant du bureau d'études par enquêtes PANEL.MG. Il est également le consultant représentant du premier éditeur de logiciel statistique français Le Sphinx. Il a 15 années d'expérience dans le monde des enquêtes à Madagascar et dans l'océan Indien (Maurice, Mayotte).

LES RÉSULTATS DU SONDAGE EXCLUSIF SUR LA PRÉSIDENTIELLE

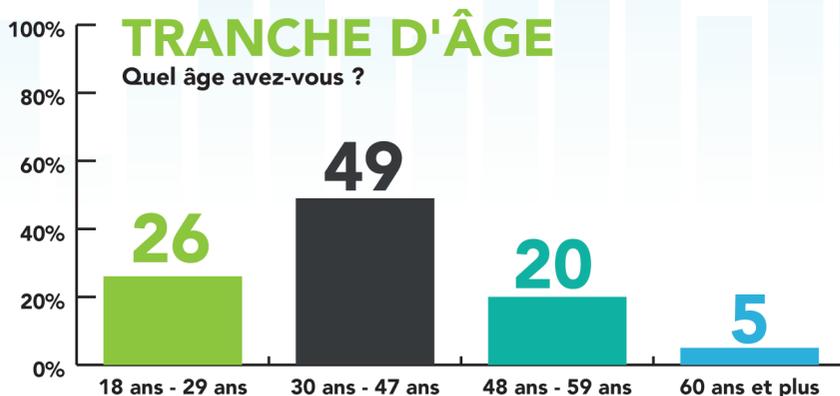
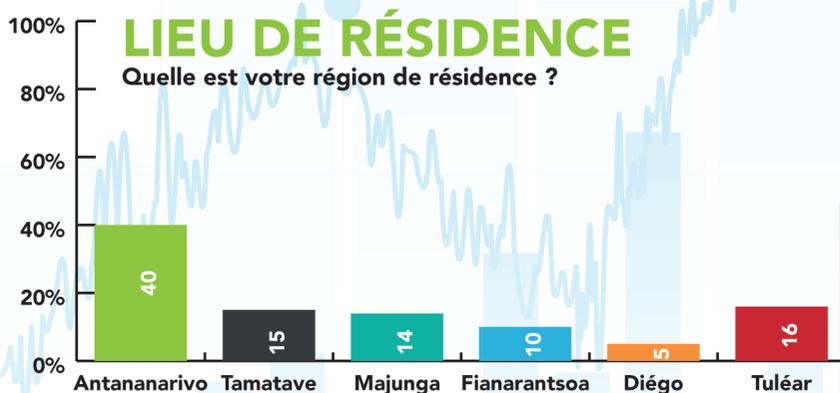
LES CITOYENS MALGACHES S'EXPRIMENT

PROPOS RECUEILLIS PAR RAOTO ANDRIAMANAMBE ET HILDA HASINJO

Le panel des sondés est constitué de 800 individus avec une représentativité de la population des personnes en âge de voter : 18 ans et disposant d'un téléphone portable. De ce fait, le sondage a été mené par téléphone. Sur les individus de 15 ans et plus, le taux de pénétration du téléphone mobile est estimé à 52% sur l'ensemble du territoire. Ce taux ne doit pas être très éloigné sur les 18 ans et plus.

Le terrain d'enquête s'est déroulé du 27 août au 11 septembre derniers. Concernant la répartition des lieux de résidence, elle a été calculée selon le taux d'accès aux téléphones portables. Les résultats sont sur une base 800 personnes questionnées. Lors du sondage, comme vous pourrez le constater, 47% des répondants n'ont pas encore eu de réponse ou n'ont pas voulu répondre concernant la question de leur choix lors de la présidentielle.

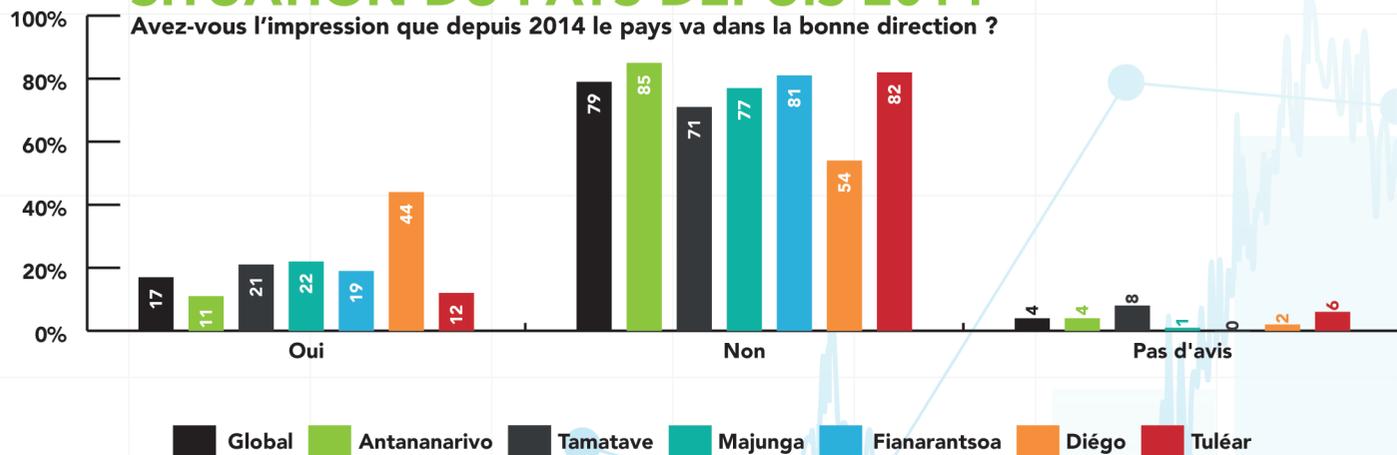
Pour commenter les résultats de ce sondage, la rédaction de Politikà a fait appel à un panel d'experts composé de Me Olivia Rajerison, de l'organisation de la société civile Liberty 32, Rivo Rakotondrasanjy, de l'organisation patronale Fivmpama et du Dr. Juvence Ramasy, maître de conférences à l'Université de Toamasina. Ils ont passé en crible les chiffres et nous en avons extrait les commentaires les plus pertinents.



■ Global ■ Antananarivo ■ Tamatave ■ Majunga ■ Fianarantsoa ■ Diégo ■ Tuléar

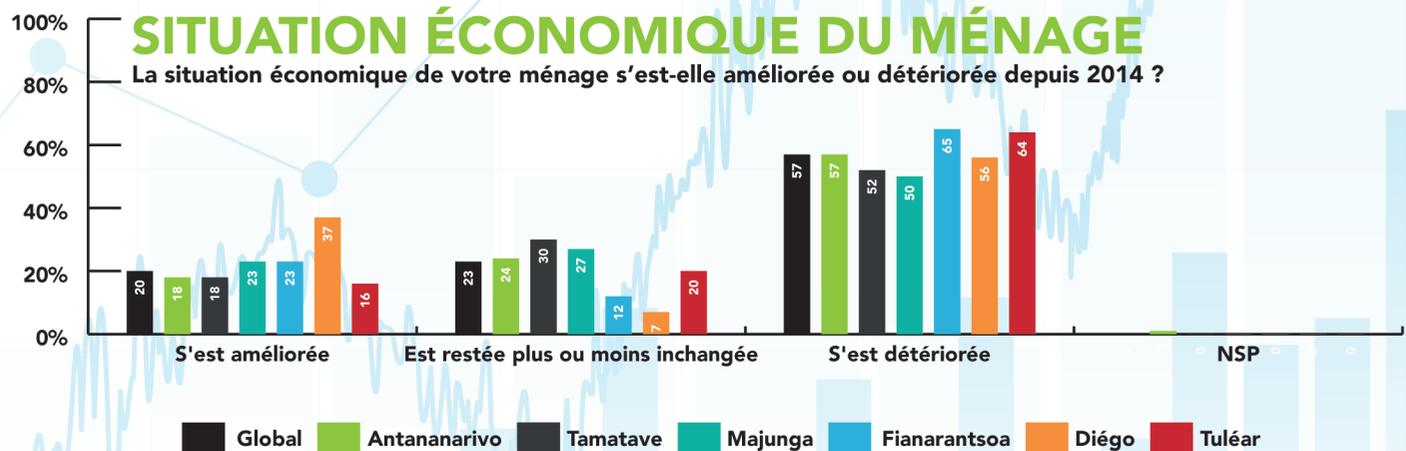
SITUATION DU PAYS DEPUIS 2014

Avez-vous l'impression que depuis 2014 le pays va dans la bonne direction ?



SITUATION ÉCONOMIQUE DU MÉNAGE

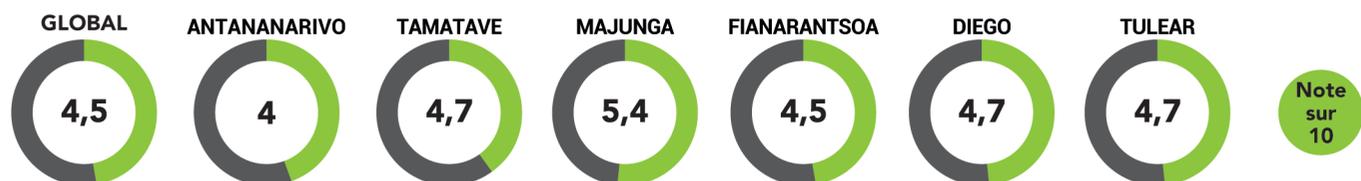
La situation économique de votre ménage s'est-elle améliorée ou détériorée depuis 2014 ?



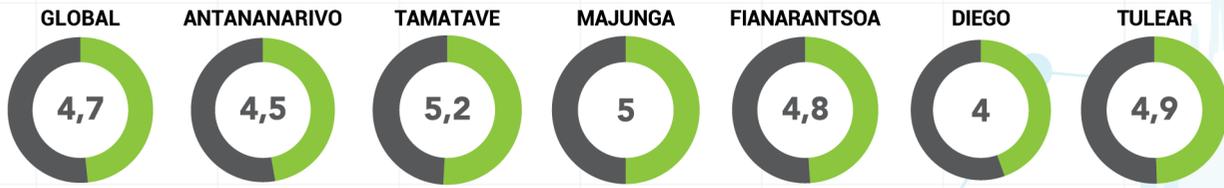
Je vais maintenant vous citer différentes affirmations. Et vous allez donner une note à ... pour chaque affirmation, toujours de 0 à 10, si vous êtes d'accord ou pas d'accord du tout, 10 pour tout à fait d'accord, notes intermédiaires pour nuancer votre opinion.

SYSTÈME POLITIQUE À MADAGASCAR

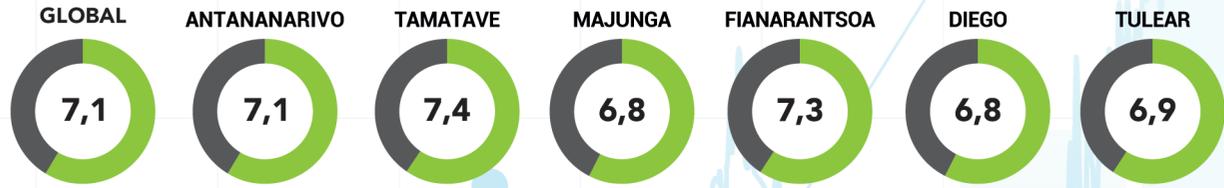
MADAGASCAR EST UNE DÉMOCRATIE PLEINE



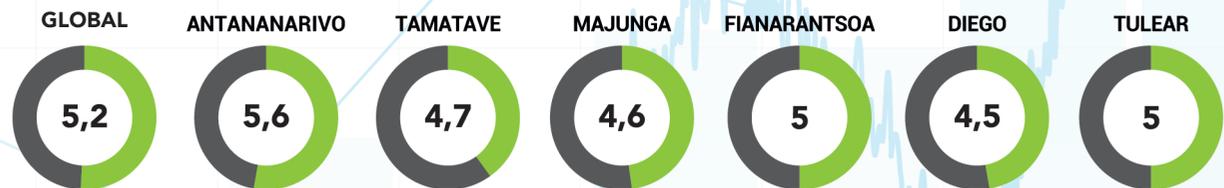
LA DÉMOCRATIE À MADAGASCAR CONNAÎT DES PROBLÈMES MINEURS



LA DÉMOCRATIE À MADAGASCAR CONNAÎT DES PROBLÈMES MAJEURS

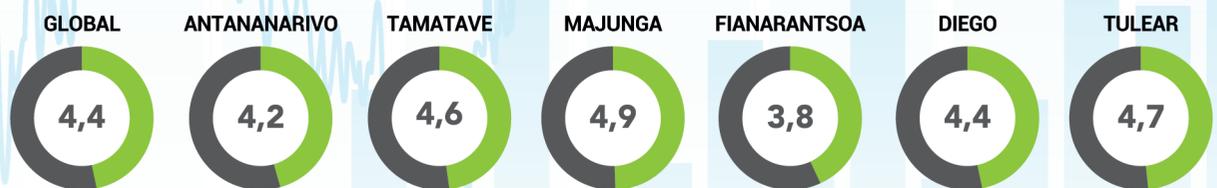


MADAGASCAR N'EST PAS DU TOUT UNE DÉMOCRATIE

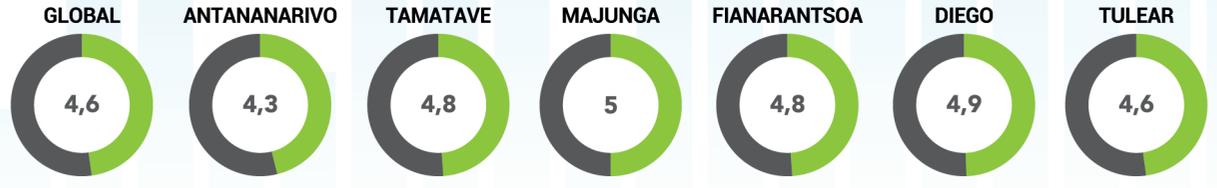


CONFIANCE ENVERS LES INSTITUTIONS

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



LE GOUVERNEMENT



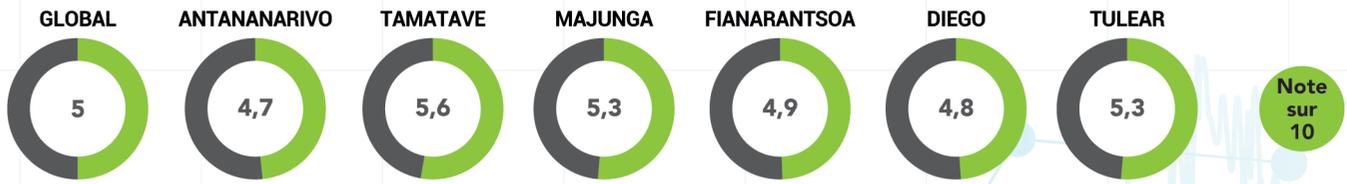
LES PARLEMENTAIRES



Note sur 10

Suite et commentaires page suivante

LES PARTIS DE L'OPPOSITION



Note sur 10



Dr JUVENCE RAMASY

C'est un constat clair et limpide : le déficit de confiance envers les institutions est généralisé. Il est étonnant que les partis de l'opposition recueillent la moyenne, mais je ne pense pas que cela ne veuille dire quelque chose.

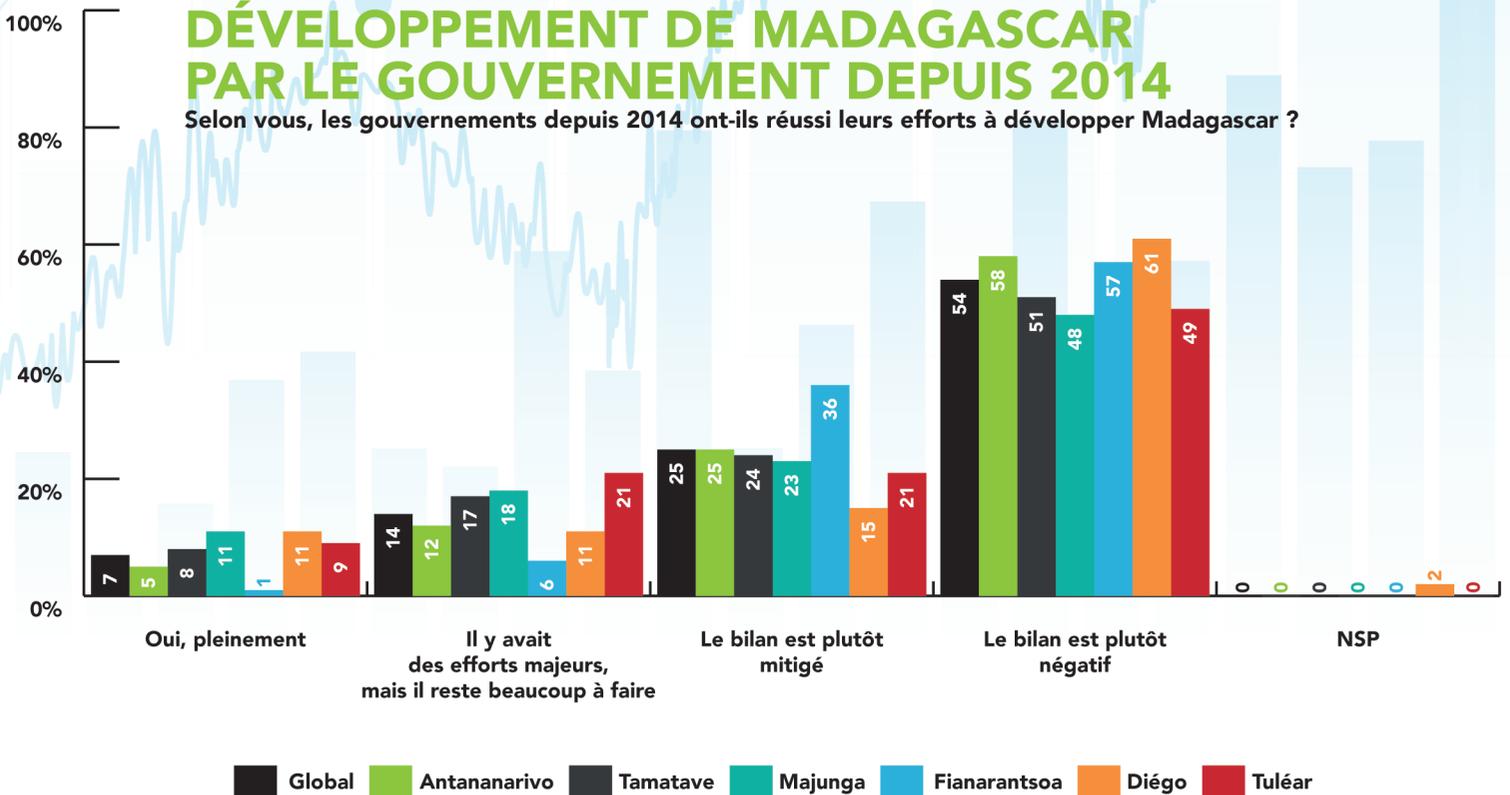


Me OLIVIA RAJERISON

Les citoyens n'ont plus foi envers les institutions pas seulement étatiques. La confiance fait défaut en ce qui concerne les institutions religieuses, la société civile, la presse ou encore les institutions morales. Nous sommes vraiment dans une situation où l'on ne fait plus confiance à personne.

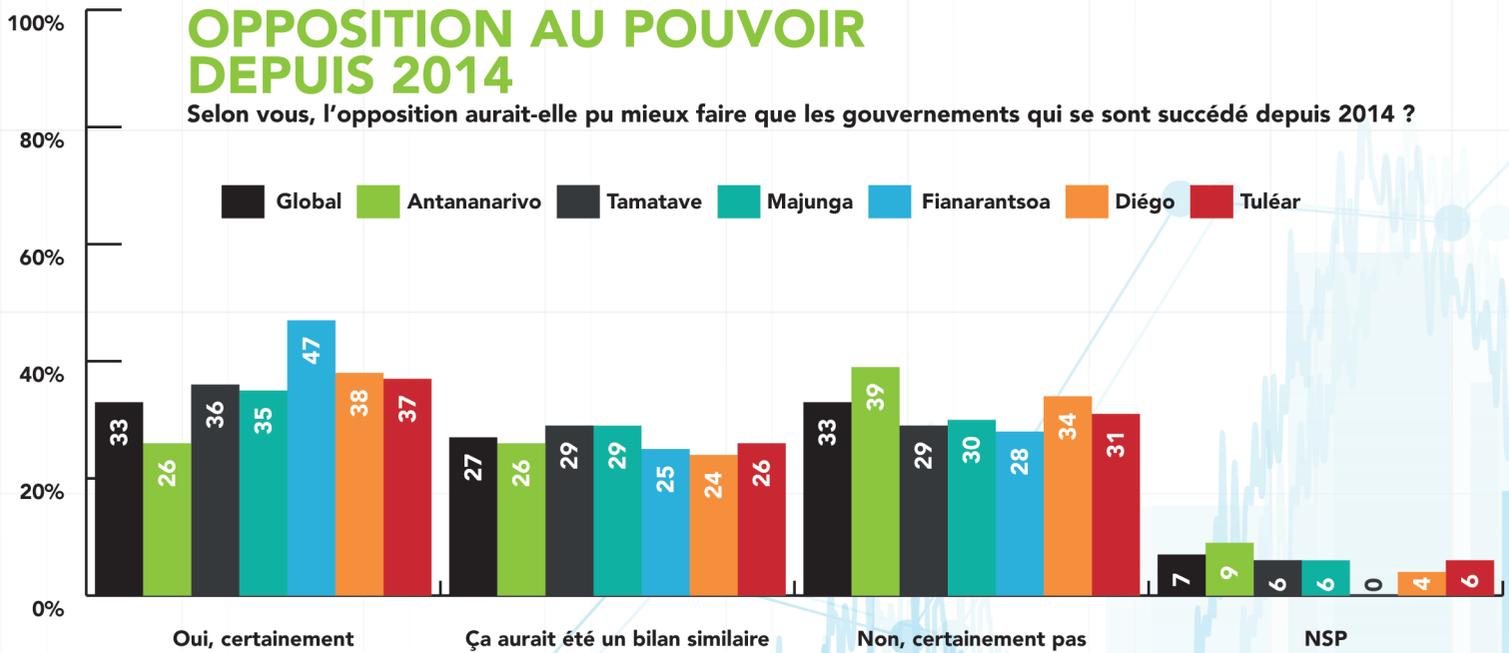
DÉVELOPPEMENT DE MADAGASCAR PAR LE GOUVERNEMENT DEPUIS 2014

Selon vous, les gouvernements depuis 2014 ont-ils réussi leurs efforts à développer Madagascar ?



OPPOSITION AU POUVOIR DEPUIS 2014

Selon vous, l'opposition aurait-elle pu mieux faire que les gouvernements qui se sont succédé depuis 2014 ?



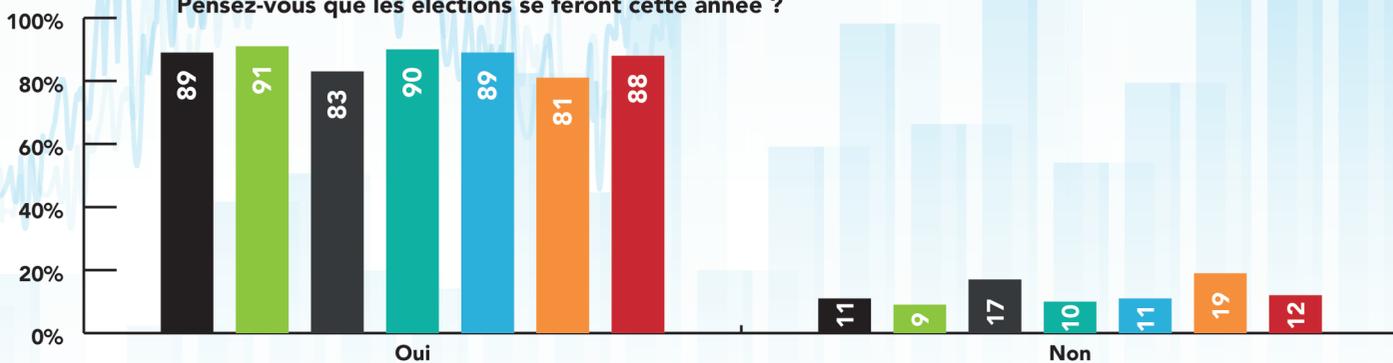
RIVO RAKOTONDRASANJY

Je mettrai de l'eau dans mon vin. Je pense qu'il faut être prudent dans la lecture de ces résultats, parce qu'il est plus facile de critiquer. Quand on critique, on a toujours les mots justes. Mais une fois que nous intégrons les institutions, il devient difficile de convaincre car nous sommes dans le feu de l'action.

Cela ne m'étonne pas que les partis de l'opposition inspirent davantage des confiances. Cependant, cela ne veut rien dire parce qu'ils peuvent descendre dans la rue demain pour réclamer la hausse du salaire mais quand ils seront au pouvoir, ce ne sera pas différent. Rien ne changera.

RÉALISATION DES ÉLECTIONS CETTE ANNÉE

Pensez-vous que les élections se feront cette année ?



Me OLIVIA RAJERISON

Il est intéressant de constater que la majeure partie des personnes interrogées est sûre que les élections se déroulent cette année. Cependant, on peut noter une pointe de fatalisme. La plupart se disent : « de toutes les manières, ces élections ne vont pas changer grand-chose. Une fois élu, le président et son entourage vont se "goïnfrer" encore comme ils veulent »...



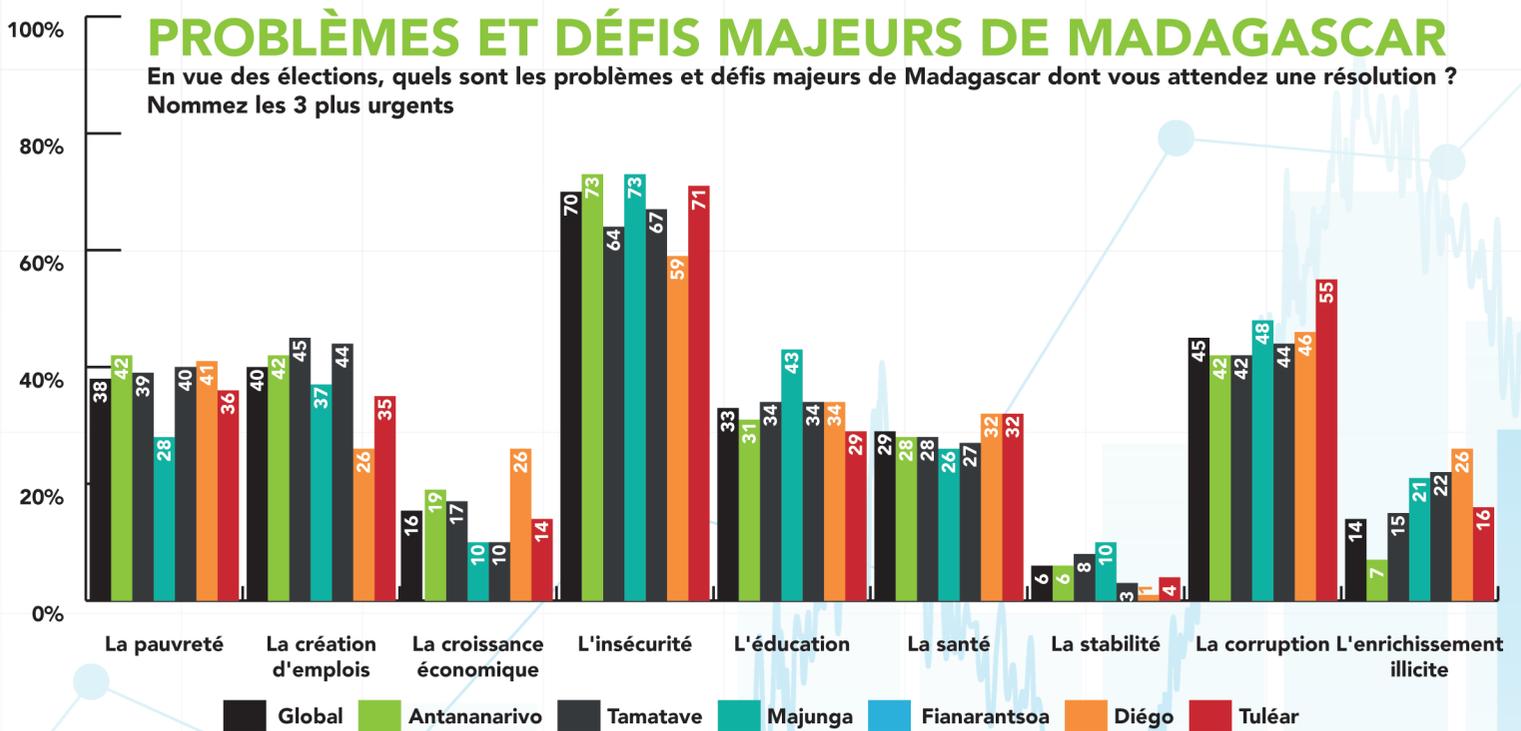
Dr JUVENCE RAMASY

On préfère même voter pour des gens qui ont déjà mangé. Car, comme ils ont déjà mangé, la population espère qu'ils mangeront moins. Et puis, il y a aussi le fait que les autres sont inconnus aux bataillons. Vont-ils faire mieux ou pire que les précédents ? Là est la question.



RIVO RAKOTONDRASANJY

...Je pense qu'à la limite, les gens tolèrent le fait qu'ils se « goïnfrer » à partir du moment où ils apportent des solutions à leur quotidien. Nous sommes à la limite du masochisme.



RIVO RAKOTONDASANJY

Avec la pauvreté qui est de plus en plus importante, nous aurions pu penser que justement la pauvreté et la création d'emploi soient les premières préoccupations des citoyens, ce n'est pas le cas. L'insécurité trône la première place. Ce qui est compréhensible. Aussi bien en milieu rural qu'urbain, le sentiment d'insécurité est très important.

La croissance économique ne recueille que peu de suffrage car c'est une notion que les gens n'arrivent pas à comprendre contrairement à la corruption, l'insécurité, la pauvreté grandissante et la précarité. Et l'erreur de Hery Rajaonarimampianina, justement est, qu'à un moment donné, il a fait tout un discours sur le fait qu'il a réduit la pauvreté et a conduit à une croissance économique.

Ce type de discours passe très mal chez les citoyens. D'ailleurs, ces informations ont été détournées au détriment du président car les mauvaises disaient ironiquement que c'était une croissance économique pour son entourage uniquement. Cela lui a été fatal.



Dr JUVENCE RAMASY

La prégnance de l'insécurité va jouer sur ces élections. Souvenons-nous qu'au mois de février, Andry Rajoelina s'était rendu dans le Sud. Il y était rendu pour apporter des dons et des vivres, dans cette zone où règne la famine. Dans la foulée, Hery Rajaonarimampianina avait voulu « effacer » ce passage par l'inauguration de blocs sanitaire.

Mais l'impact d'une telle action était limité car la préoccupation de la population portait sur l'insécurité. Il est vrai que durant ce mandat, nous pouvons constater une croissance stable et soutenue, mais paradoxalement tout est plus cher ! La croissance ne se situe qu'au niveau macroéconomique. L'insécurité, la pauvreté et l'éducation sont des préoccupations majeures.



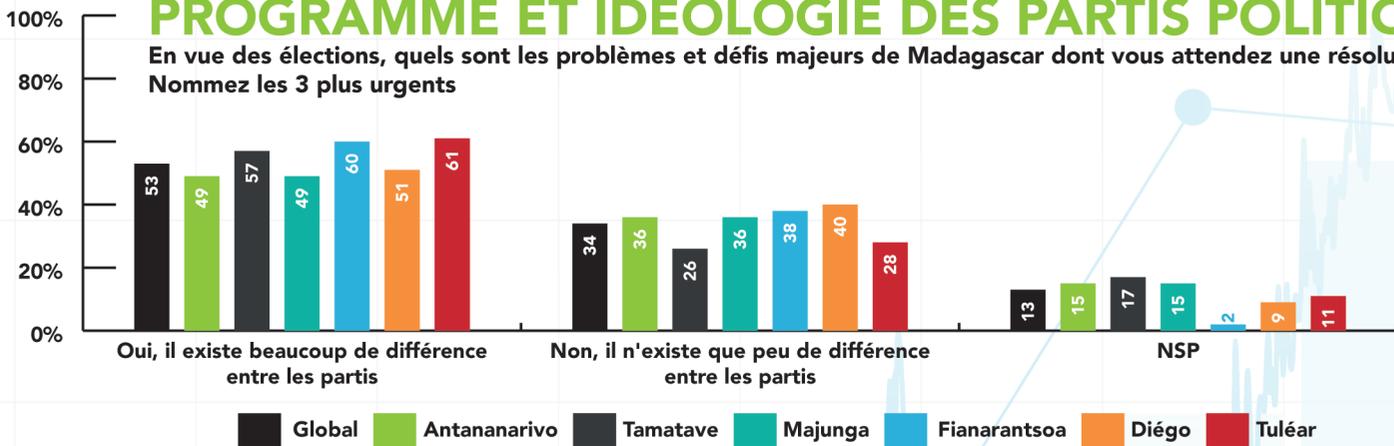
Me OLIVIA RAJERISON

Je pense que l'insécurité est perceptible. Elle est là, on la vit ! Mais la pauvreté peut être sentie différemment d'une personne à une autre. Même si les chiffres de la pauvreté sont colportés, tout le monde ne perçoit pas de la même manière, contrairement à l'insécurité. Personnellement, je me méfie un peu de cette notion de pauvreté parce que l'insécurité et la création d'emploi sont des indicateurs qui sont mesurables. Ce sont donc les thèmes qui vont vraiment impacter sur les résultats.

Un des indicateurs marquants sur ce chapitre des problèmes et des défis : la plupart des citoyens pensent que la stabilité ne les concerne pas. C'est une notion associée à la stabilité des dirigeants. Les problèmes les plus terre-à-terre sont la corruption et l'insécurité. La croissance économique est une notion « insaisissable ». La pauvreté par contre touche directement les foyers.

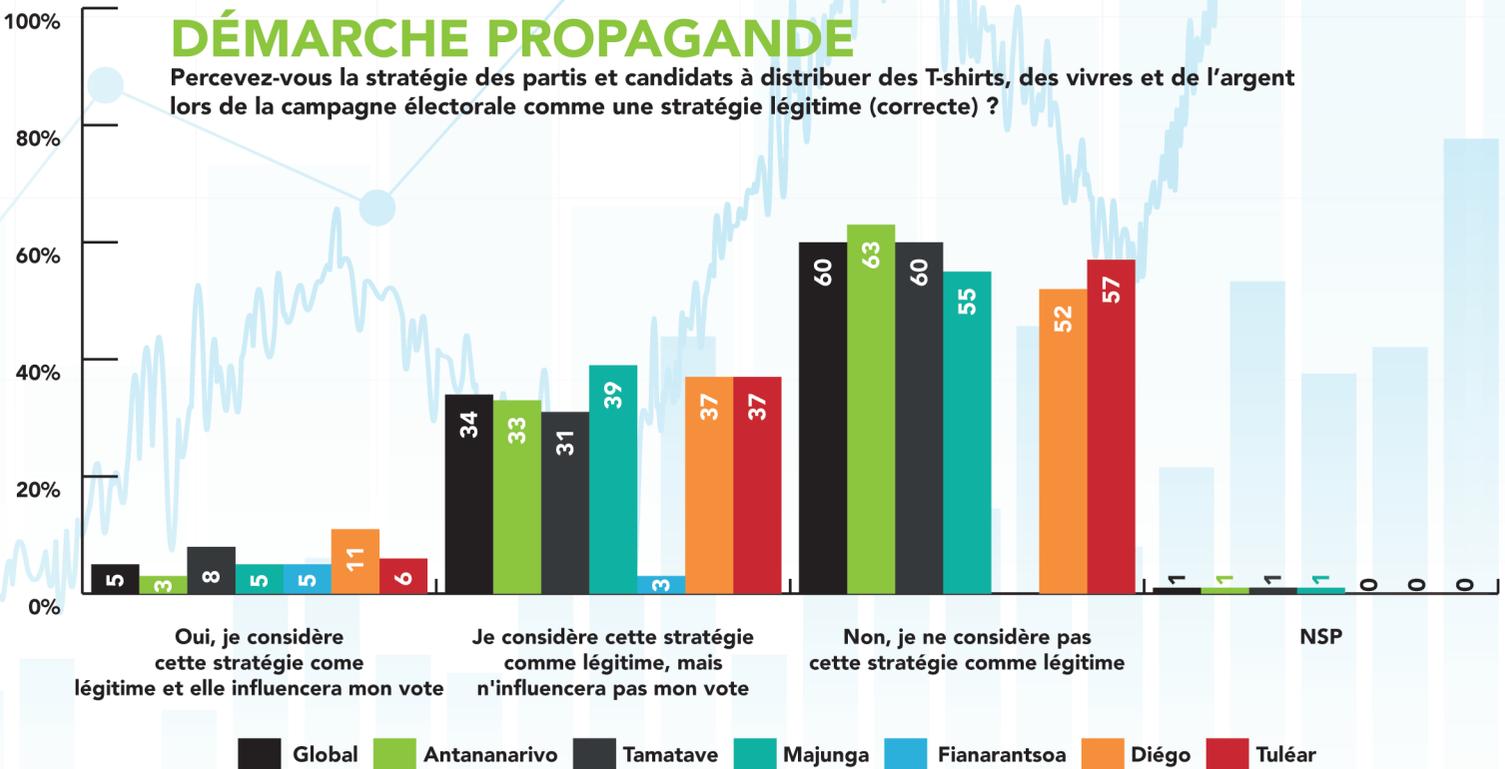
PROGRAMME ET IDÉOLOGIE DES PARTIS POLITIQUES

En vue des élections, quels sont les problèmes et défis majeurs de Madagascar dont vous attendez une résolution ?
Nommez les 3 plus urgents



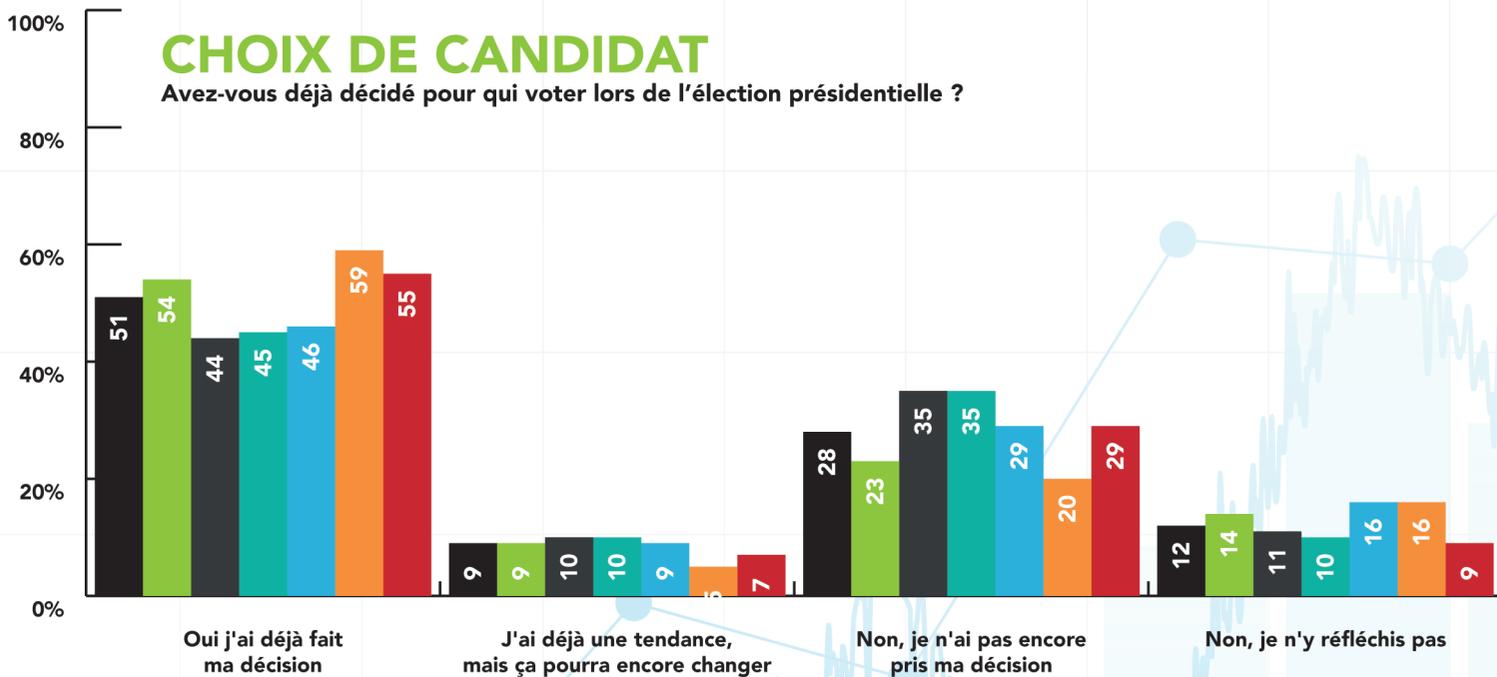
DÉMARCHE PROPAGANDE

Percevez-vous la stratégie des partis et candidats à distribuer des T-shirts, des vivres et de l'argent lors de la campagne électorale comme une stratégie légitime (correcte) ?



CHOIX DE CANDIDAT

Avez-vous déjà décidé pour qui voter lors de l'élection présidentielle ?



Dr JUVENCE RAMASY

Ce n'est pas maintenant que nous allons pouvoir nous plaindre que nous n'avons pas le choix. Nous avons largement l'éventail de choix entre ces trente-six candidats.

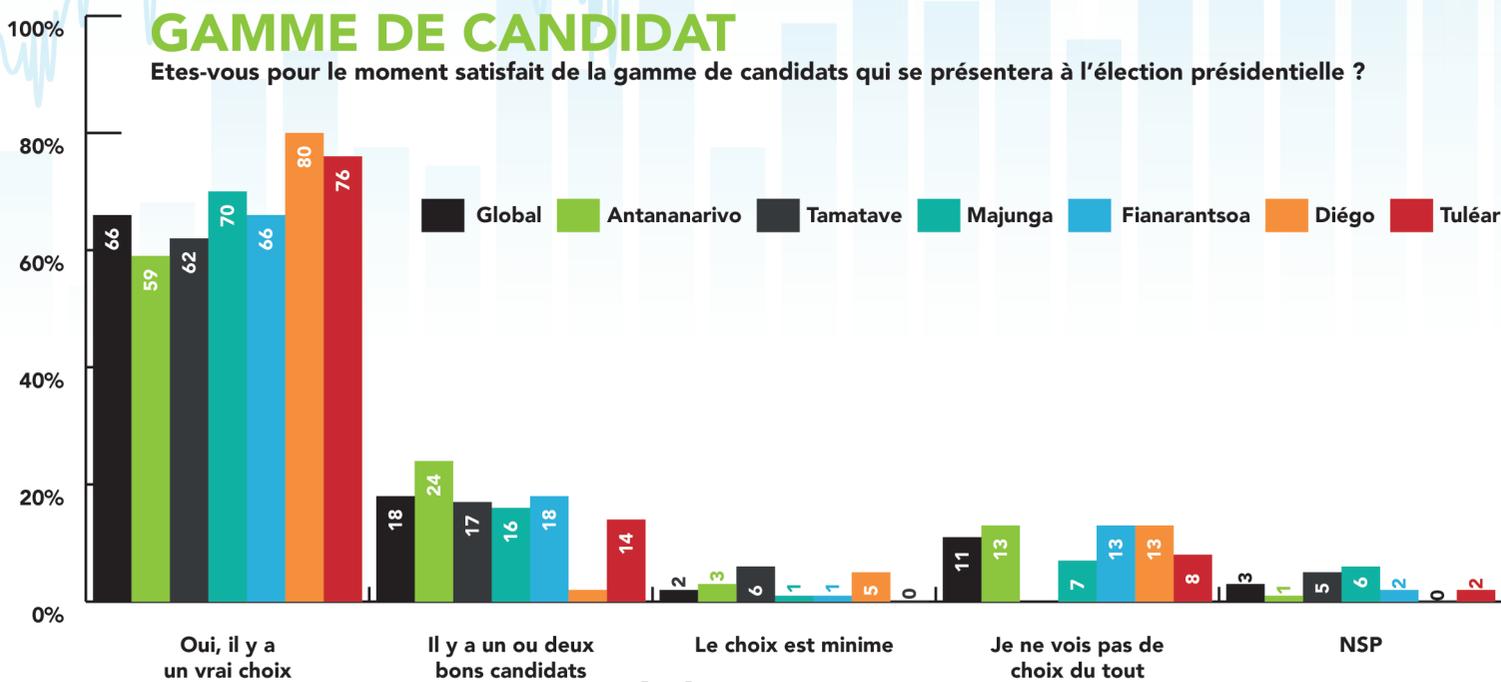


RIVO RAKOTONDRASANJY

Quoique les bienpensants puissent dire, je pense que les trente-six candidats sont représentatifs de toutes les tendances et des couches sociales. Forcément, il y en a un est plus proche de soi quand on est électeur. Mais maintenant, serait-ce le bon ou le mauvais tirage ? Quand on a un Norbert Randriamorasata qui est issu des quartiers défavorisés, et qui a vécu toutes les périodes marquantes de la vie politique de Madagascar, on peut dire que l'on a le choix. Mais il s'agit aussi de faire le bon choix.

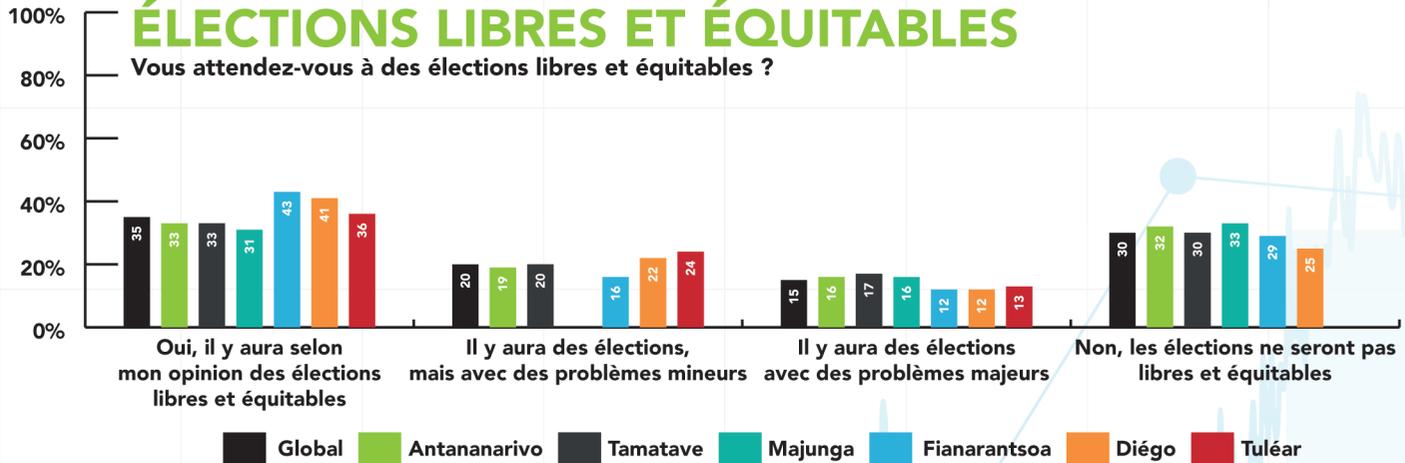
GAMME DE CANDIDAT

Etes-vous pour le moment satisfait de la gamme de candidats qui se présentera à l'élection présidentielle ?



ÉLECTIONS LIBRES ET ÉQUITABLES

Vous attendez-vous à des élections libres et équitables ?



Me OLIVIA RAJERISON

Je pense qu'il s'agit davantage de question de moyens et de fonds que d'une question relative à l'organisation des élections se rapportant à la Ceni. La question d'équité repose sur les moyens que les candidats vont utiliser. Les électeurs savent que les élections ne seront pas équitables. Donc la méfiance sera toujours présente.



RIVO RAKOTONDRASANJY

La méfiance envers les petites résultats des élections est une croyance profondément ancrée dans la culture électorale malgache. Quand il y a une élection, l'on s'attend toujours à ce qu'il y ait une manipulation. Par dépit, les Malgaches estiment qu'ils n'ont pas connu mieux. Ils pensent que tricher est normal.

SI LES ÉLECTIONS AURAIENT LIEU DEMAIN, QUEL CANDIDAT CHOISIRIEZ-VOUS?

	Global	Antananarivo	Tamatave	Majunga	Fianarantsoa	Diégo	Tuléar
RASOLOFONJOA Haingo Andriakajamalala	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAKOTOFIRINGA Richard Razafy	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
TABERA Randriamanantsoa	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
RASOLOFONDRAOSOLO Zafimahaleo dit DAMA Mahaleo	2%	2%	0%	1%	4%	0%	1%
JULES ETIENNE Rolland	0%	0%	2%	0%	0%	0%	0%
RATSJETISON Jean-Jacques Jedidia	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
ANDRIANTSEHENO Lalaoarisoa Marcellin	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RABARY Andrianaiaina Paul	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RABEHARISOA Saraha	1%	1%	0%	0%	2%	2%	0%
RADAVIDSON ANDRIAMPARANY Benjamin	0%	0%	1%	0%	0%	0%	0%
RAFALIMANANA Ny Rado	1%	1%	0%	2%	0%	0%	0%
RAJAONARIMAMPINANINA RAKOTOARIMANANA Hery Martial	4%	3%	5%	5%	2%	5%	6%
Andry Nirina RAJOELINA	25%	18%	24%	21%	39%	22%	35%
BEZAZA Marie Eliana Pascaline Manasy	1%	1%	1%	1%	0%	0%	0%
ANDRIANOELISON José Michel	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
NARISON Stephan	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAJAONARY Erick Francis	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Arlette Ramaroson	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
BERIZIKY Jean Omer	0%	0%	0%	0%	0%	2%	0%
RANDRIAMAMPIONONA Joseph Martin	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
RATSIRAKA Didier Ignace	0%	1%	0%	0%	0%	2%	0%
MAHAFALY Solonandrasana Olivier Jocelyn	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RADILOFE Mamy Richard	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
ERNAIVO Fanirisoa	3%	5%	2%	1%	3%	4%	0%
RAVALOMANANA Marc	17%	23%	5%	19%	10%	14%	14%
IMBEH Serge Jovial	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAVELONARIVO Jean	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RANDRIAMORASATA Solo Norbert	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
ZAFIVAO Jean Louis	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RASOLONJATOVO Falimampionona	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAKOTOMAMONJY Jean Max	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RABARIHOELA Bruno	0%	0%	0%	0%	2%	0%	0%
RATSIRAKA Iarovana Roland	1%	0%	3%	0%	0%	0%	3%
MAIHOL André Christian Dieu Donné	1%	2%	2%	1%	0%	0%	0%
ROBIMANANA Rivomanantsoa Orlando	0%	0%	1%	0%	0%	0%	0%
RASOLOVOAHANGY Roseline Emma	0%	0%	0%	0%	1%	0%	0%
N'ont pas voulu répondre	47%	46%	56%	49%	40%	53%	40%



RIVO RAKOTONDRASANJY

Ces tendances qui se dessinent sont normales et prévisibles avec ces trois candidats qui émergent et un président sortant qui affiche des scores catastrophiques. Les candidats inconnus jusque-là au bataillon n'ont plus aucune chance. La question est maintenant de savoir comment Andry Rajoelina pourra-t-il tenir la cadence pour les deux prochains mois qui s'annoncent décisifs. Cependant, les 47% qui ne sont pas prononcés risquent de bouleverser les données. Ils peuvent très bien investir sur les trois « favoris » que ne pas aller voter. Mais je pencherai sur le fait qu'ils suivront cette tendance marquée.

Hery Rajaonarimampianina, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana peuvent se permettre le luxe de ne plus investir dans l'image mais dans les idées. Contrairement aux autres qui vont encore devoir communiquer sur qui ils sont. Cela va leur coûter en temps et en argent. Les multiples inaugurations menées par Hery Rajaonarimampianina n'ont pas eu d'impacts au fur et à mesure des mois. Le problème de l'insécurité grandissante dans les villes a cristallisé le courroux de l'opinion publique.

À la fin, nous avons même pu constater une overdose de ces inaugurations de « petites choses » à n'en plus finir. La population a voulu recentrer ses. Tout cela a joué contre le président sortant. Il voulait marquer sa présence sur le terrain. Mais pour la population, s'il est présent sur le terrain, il devrait résoudre ses problèmes.



JUVENCE RAMASY

Il est intéressant de noter l'avance que Andry Rajoelina a prise. Il a été omniprésent sur terrain depuis le mois de janvier. Il a vraiment fait un travail extraordinaire sur sa communication. Sur les questions de fonds, nous savons que Hery Rajaonarimampianina et Andry Rajoelina ont des trésors de guerre. Il se murmure déjà que Hery Rajaonarimampianina va aussi doubler ou tripler son budget de campagne par rapport à 2013... Qu'en est-il de Marc Ravalomanana ? Il a l'air d'être à bout de course, financièrement parlant.

Les paris sont ouverts. Comment Hery Rajaonarimampianina va-t-il se débrouiller sans ses ministres et ses députés qui ne peuvent pas faire campagne ? Cela change radicalement par rapport à 2013 où tout le monde était avec Andry Rajoelina. Le fait qu'il ne soit plus président joue dans le fait que toute la machine administrative ne sera plus avec lui. Le vote des électeurs malgaches se base énormément sur la personnalité du candidat. Ni le parti, ni l'idéologie ni le programme priment. Hery Rajaonarimampianina n'est pas quelqu'un de charismatique par rapport à Marc Ravalomanana ou Andry Rajoelina qui est un excellent communicant. Pour ce dernier, tous les détails comptent.



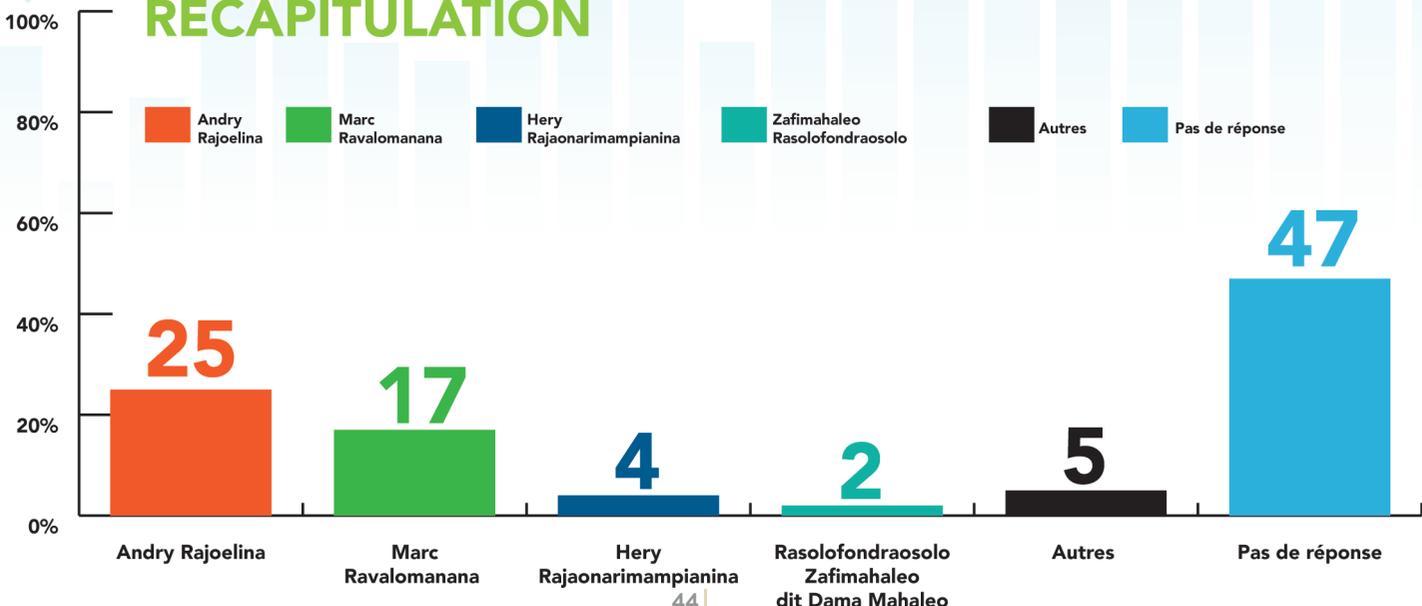
OLIVIA RAJERISON

Il faut aussi savoir pourquoi les citoyens votent-ils : votent-ils pour un programme, pour sanctionner une personnalité politique ? Il ne faut pas oublier que nos critères de vote sont parfois irrationnels. Dans la société, nous pouvons constater par exemple qu'une personne ait la faveur parce qu'il va à l'église, on le considère comme fiable. À un certain moment, Marc Ravalomanana a été élu parce qu'entre autres, on le considérait comme beau et riche (« sady bôgôsy no mpanana »).

Nous aurions tendance à penser que Hery Rajaonarimampianina, avec l'appareil d'État, peut espérer triompher, mais c'est très hypothétique. Il est important de mettre en œuvre les moyens pour triompher et espérer qu'un « fait de jeu » survienne, dans le cas de Hery Rajaonarimampianina précisément. Dans la Grande île, tout peut changer radicalement du jour au lendemain et, ce, pour des questions qui ne sont même pas logiques mais liées à des perceptions, aux ressentis ou à l'émotion. Les politiques sont des produits marketing. Avec un coup de communication, le noir peut devenir blanc et vice-versa.

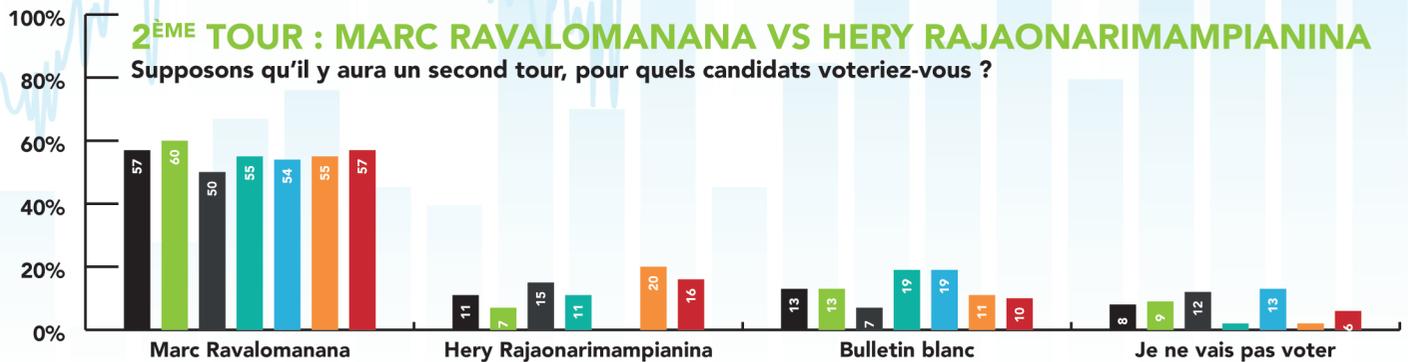
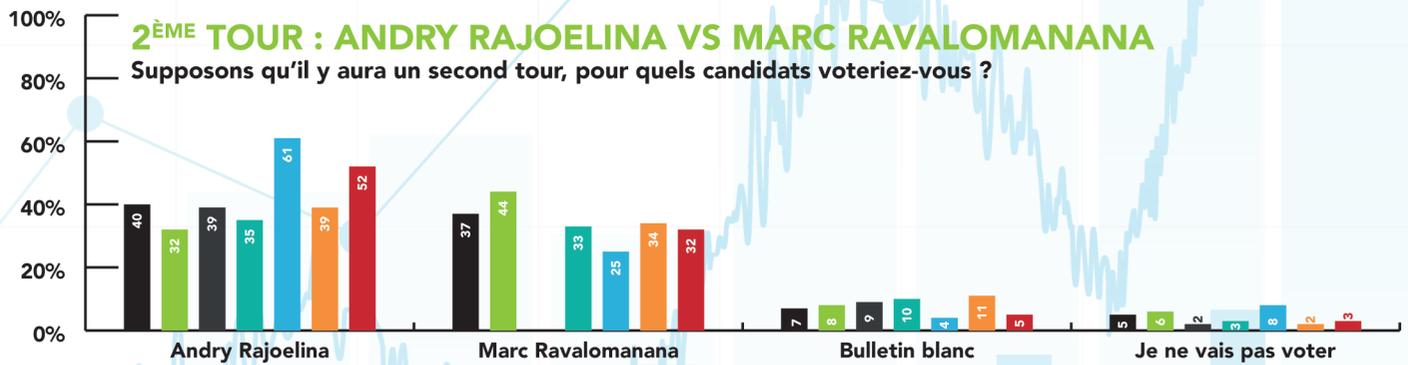
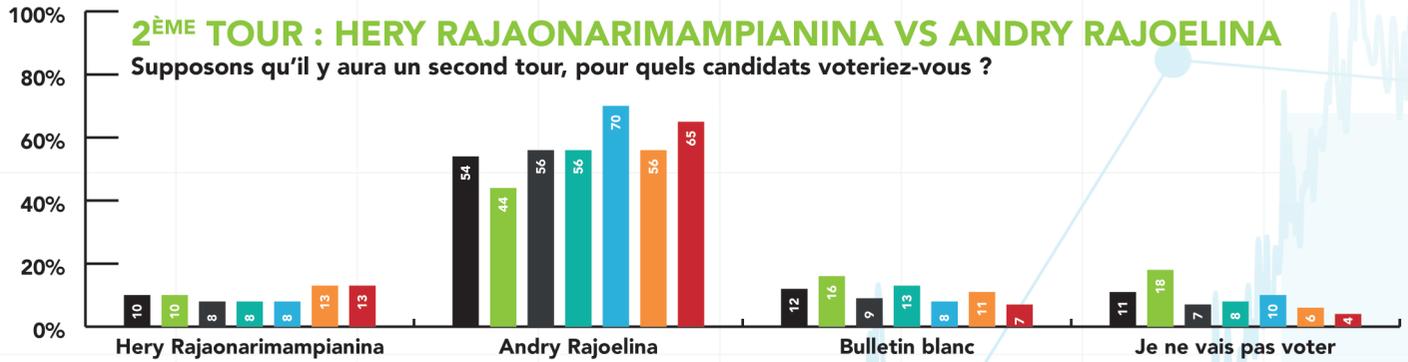
C'est pour cela que j'é mets des réserves par rapport aux chiffres qui peuvent être là à l'instant t mais qui peuvent radicalement changer d'un moment à l'autre. Nous ne savons pas quelles sont les surprises qui nous sont réservées dans les jours et semaines à venir. Les vieux et les nouveaux dossiers peuvent sortir et ponctuer cette campagne. Donc, ce serait le suspense jusqu'au bout...

RÉCAPITULATION



DEUX OUTSIDERS

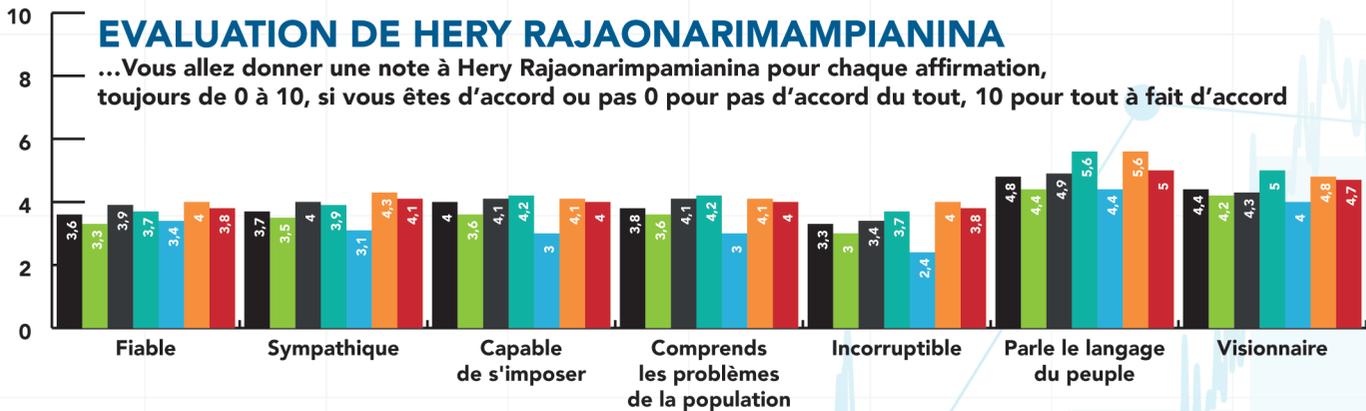
	Global	Antananarivo	Tamatave	Majunga	Fianarantsoa	Diégo	Tuléar
RASOLOFONJOA Haingo Andriakajamalala	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAKOTOFIRINGA Richard Razafy	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
TABERA Randriamanantsoa	0%	1%	0%	0%	1%	0%	0%
RASOLOFONDRAOSOLO Zafimahaleo dit DAMA Mahaleo	11%	18%	4%	13%	3%	5%	7%
JULES ETIENNE Rolland	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RATSJETISON Jean-Jacques Jedidia	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
ANDRIANTSEHENO Lalaorisoa Marcellin	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RABARY Andrianaiaina Paul	3%	4%	3%	1%	5%	4%	4%
RABEHARISOA Saraha	4%	4%	4%	2%	8%	0%	6%
RADAVIDSON ANDRIAMPARANY Benjamin	0%	0%	0%	0%	3%	0%	0%
RAFALIMANANA Ny Rado	3%	6%	0%	1%	2%	2%	2%
RAJAONARIMAMPIANINA RAKOTOARIMANANA Hery Martial	5%	3%	1%	5%	13%	14%	7%
Andry Nirina RAJOELINA	8%	4%	10%	6%	15%	13%	12%
BEZAZA Marie Eliana Pascaline Manasy	1%	2%	3%	2%	0%	0%	0%
ANDRIANOELISON José Michel	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
NARISON Stephan	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAJAONARY Erick Francis	0%	1%	0%	1%	0%	2%	0%
Arlette Ramarason	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
BERIZIKY Jean Omer	3%	1%	6%	2%	0%	5%	5%
RANDRIAMAMPIONONA Joseph Martin	2%	1%	3%	3%	4%	0%	2%
RATSIRAKA Didier Ignace	1%	1%	2%	0%	2%	0%	0%
MAHAFALY Solonandrasana Olivier Jocelyn	1%	1%	0%	0%	4%	0%	1%
RADILOFE Mamy Richard	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
ERNAIVO Fanirisoa	3%	5%	2%	1%	3%	4%	0%
RAVALOMANANA Marc	7%	6%	8%	6%	3%	11%	15%
IMBEH Serge Jovial	1%	1%	0%	1%	0%	0%	1%
RAVELONARIVO Jean	2%	1%	1%	1%	5%	0%	4%
RANDRIAMORASATA Solo Norbert	0%	0%	0%	0%	0%	1%	0%
ZAFIVAO Jean Louis	0%	0%	1%	0%	0%	0%	0%
RASOLONJATOVO Falimampionona	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAKOTOMAMONJY Jean Max	0%	0%	1%	0%	0%	0%	0%
RABARIHOELA Bruno	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
RATSIRAKA Iarovana Roland	3%	2%	10%	1%	0%	5%	3%
MAIHOL André Christian Dieu Donné	16%	18%	15%	23%	17%	4%	12%
ROBIMANANA Rivomanantsoa Orlando	1%	2%	0%	1%	0%	0%	2%
RASOLOVOAHANGY Roseline Emma	0%	0%	0%	0%	1%	0%	0%
N'ont pas voulu répondre	57%	56%	60%	57%	55%	61%	57%



Global
 Antananarivo
 Tamatave
 Majunga
 Fianarantsoa
 Diégo
 Tuléar

EVALUATION DE HERY RAJAONARIMAMPINANINA

...Vous allez donner une note à Hery Rajaonarimampianina pour chaque affirmation, toujours de 0 à 10, si vous êtes d'accord ou pas 0 pour pas d'accord du tout, 10 pour tout à fait d'accord



RIVO RAKOTONDRASANJY

On peut noter que Hery Rajaonarimampianina s'en sort mieux sur la question : « il parle le langage du peuple ». Il a beaucoup parlé mais il n'a rien offert comme solution. C'est ce qui plombe son image.



JUVENCE RAMASY

Ce score médiocre reflète sa gouvernance et sa manière de mener le pays. Et même s'il parle, il ne répond pas aux problèmes du pays. Malheureusement, il est incapable de s'imposer. Hery Rajaonarimampianina n'est pas un président fort. À travers ce sondage, les populations ont jugé de sa faiblesse et de son incapacité à s'imposer.

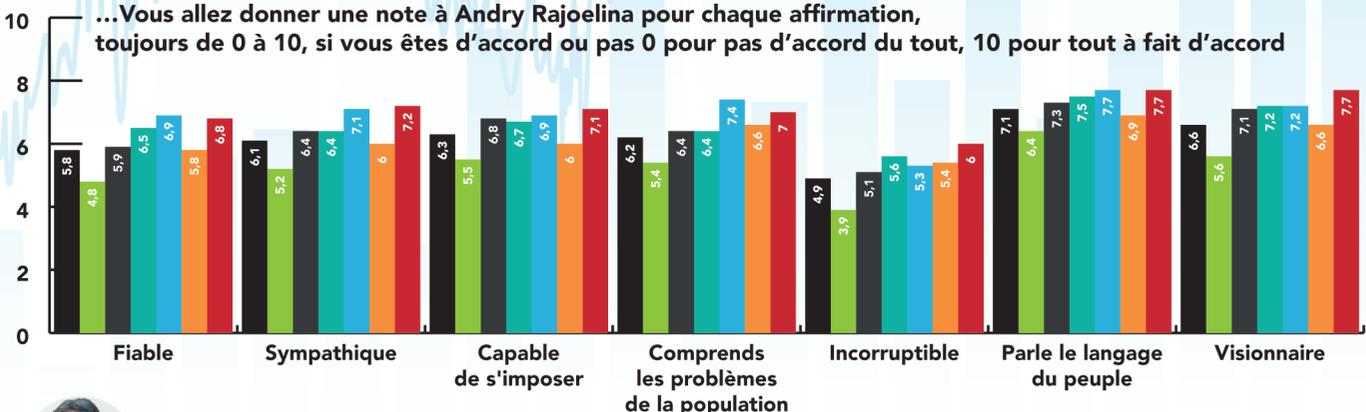


OLIVIA RAJERISON

Avec tout ce qu'il y a eu comme scandales, il n'est pas étonnant qu'il n'obtienne pas la moyenne. Cela prouve que les citoyens s'informent. Notons au passage que Hery Rajaonarimampianina a souligné la croissance durant son mandat. Cependant, ce concept ne parle pas à la population. Et pourtant là, c'est le point qui reste encore le plus positif pour les gens. On a parlé tout à l'heure de contradiction.

EVALUATION DE ANDRY RAJOELINA

...Vous allez donner une note à Andry Rajoelina pour chaque affirmation, toujours de 0 à 10, si vous êtes d'accord ou pas 0 pour pas d'accord du tout, 10 pour tout à fait d'accord



RIVO RAKOTONDRASANJY

...Andry Rajoelina est un bon communicateur, forcément il a eu de bons scores sur les thèmes comme « parler le langage du peuple ».



JUVENCE RAMASY

Andry Rajoelina sait parler aux citoyens. C'est un communicant. Comme Marc Ravalomanana, il est un vrai acteur. Ses faits et ses gestes sont mis en scène. Tout est calculé pour eux. Je dirai qu'à la limite, ils ne sont pas naturels. Mais cela fonctionne pour eux...

Suite et commentaires page suivante

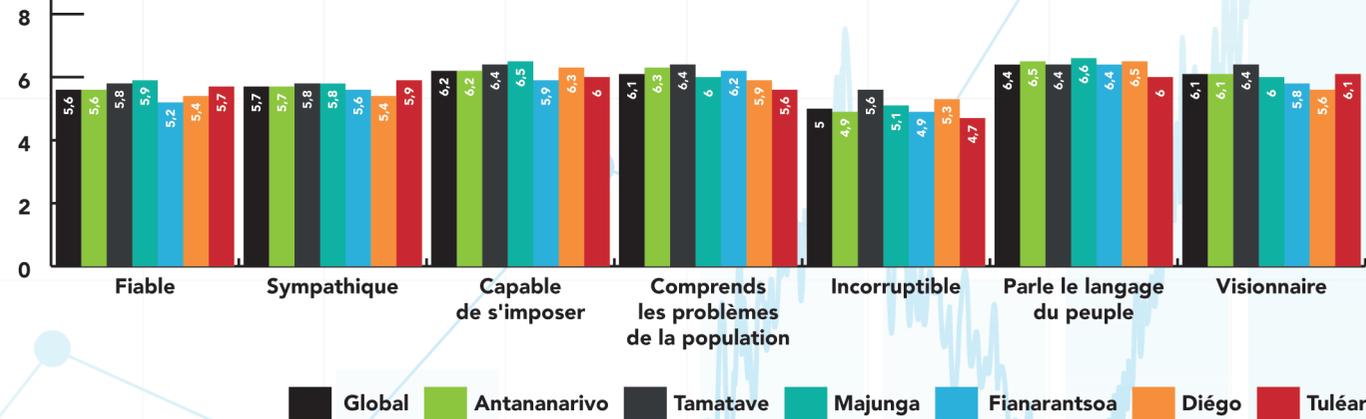


OLIVIA RAJERISON

Les Malgaches sont très influençables par le langage et la parole. Même si « tout part en vrille », quand on tient le bon discours, les mots apaisent.

EVALUATION DE MARC RAVALOMANANA

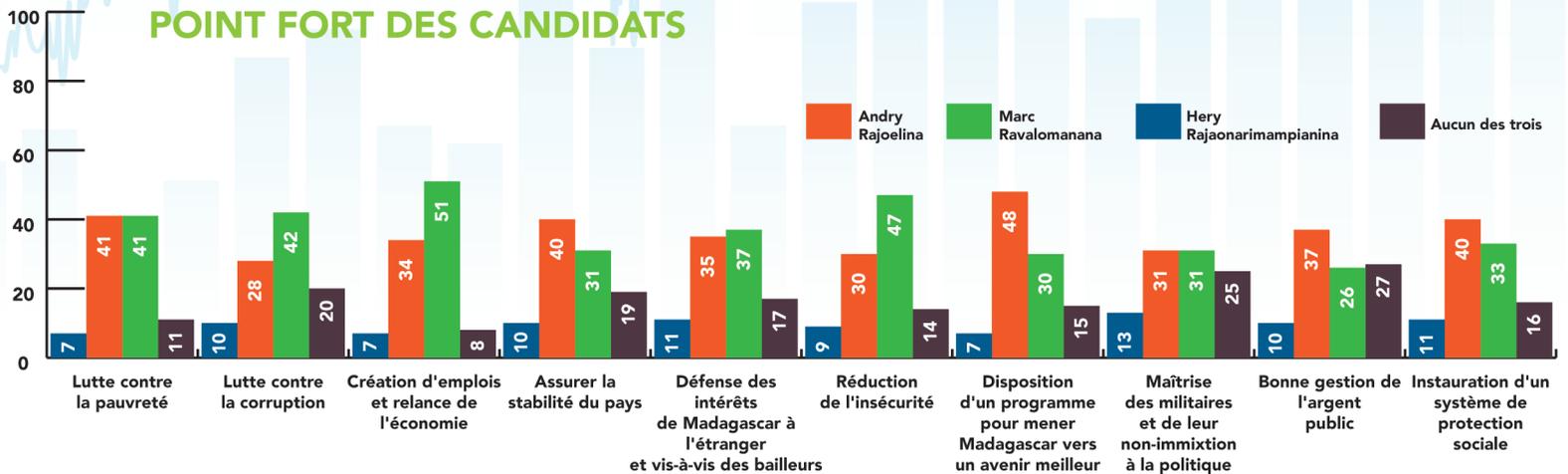
...Vous allez donner une note à Marc Ravalomanana pour chaque affirmation, toujours de 0 à 10, si vous êtes d'accord ou pas 0 pour pas d'accord du tout, 10 pour tout à fait d'accord



OLIVIA RAJERISON

Avec un score de 6,2, les personnes sondées estiment que Marc Ravalomanana est « capable de s'imposer ». Je crois que cette perception tient davantage de la posture que de la personne. On a tendance à dire que Hery est une personne qui ne s'impose pas. Mais est-ce que les sondés savent ce qu'il en est sur la scène politique nationale et internationale ?

POINT FORT DES CANDIDATS



ÉVEIL NATIONAL

	Global	Antananarivo	Tamatave	Majunga	Fianarantsoa	Diégo	Tuléar
RASOLOFONJOA Haingo Andriakajamalala	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAKOTOFIRINGA Richard Razafy	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
TABERA Randriamanantsoa	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RASOLOFONDRAOSOLO Zafimahaleo dit DAMA Mahaleo	3%	5%	0%	0%	4%	0%	0%
JULES ETIENNE Rolland	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RATSJETISON Jean-Jacques Jedidia	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
ANDRIANTSEHENO Lalaoarisoa Marcellin	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RABARY Andrianiaina Paul	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RABEHARISOA Saraha	0%	0%	0%	0%	2%	0%	0%
RADAVISON ANDRIAMPARANY Benjamin	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAFALIMANANA Ny Rado	3%	0%	0%	0%	0%	1%	0%
RAJAONARIMAMPIANINA RAKOTOARIMANANA Hery Martial	5%	4%	6%	4%	0%	9%	8%
Andry Nirina RAJOELINA	40%	30%	38%	43%	58%	48%	48%
BEZAZA Marie Eliana Pascaline Manasy	0%	0%	2%	0%	0%	0%	0%
ANDRIANOELISON José Michel	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
NARISON Stephan	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAJAONARY Erick Francis	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Arlette Ramaroson	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
BERIZIKY Jean Omer	1%	0%	3%	0%	0%	2%	0%
RANDRIAMAMPIONONA Joseph Martin	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RATSIRAKA Didier Ignace	1%	1%	0%	0%	2%	0%	2%
MAHAFALY Solonandrasana Olivier Jocelyn	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RADILOFE Mamy Richard	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
ERNAIVO Fanirisoa	0%	0%	0%	0%	3%	0%	0%
RAVALOMANANA Marc	24%	32%	17%	27%	9%	17%	16%
IMBEH Serge Jovial	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAVELONARIVO Jean	1%	0%	0%	3%	5%	0%	2%
RANDRIAMORASATA Solo Norbert	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
ZAFIVAO Jean Louis	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RASOLONJATOVO Falimampionona	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RAKOTOMAMONJY Jean Max	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RABARIHOELA Bruno	0%	0%	0%	0%	2%	0%	0%
RATSIRAKA Iarovana Roland	1%	0%	1%	0%	0%	0%	2%
MAIHOL André Christian Dieu Donné	0%	1%	0%	1%	0%	0%	0%
ROBIMANANA Rivomanantsoa Orlando	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
RASOLOVOAHANGY Roseline Emma	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
N'ont pas voulu répondre	47%	46%	56%	49%	40%	53%	40%



JUVENCE RAMASY

Le fait que Andry Rajoelina soit sur le terrain a aussi beaucoup joué. Le fait qu'il ait pu prendre les avis des uns et des autres et puis présenter, plus tard, son programme de développement sont perçus comme un éveil national. Il faut faire croire aux citoyens qu'on participe à son élaboration de programme !

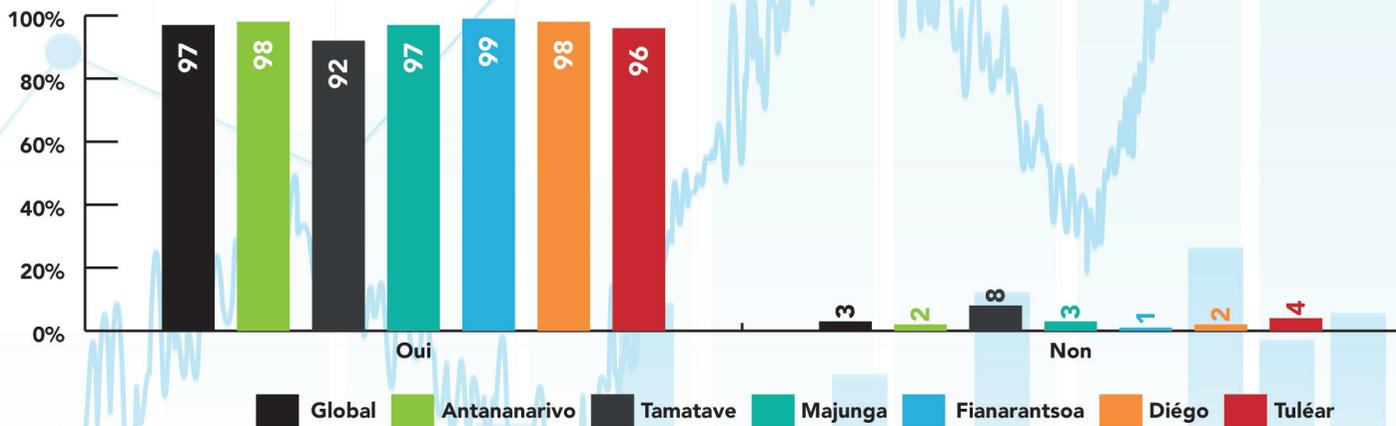


OLIVIA RAJERISON

Il faut distinguer éveil national et mobilisation générale. Et quand on parle d'éveil, on pense plutôt à la jeunesse.

RÉSULTAT ÉLECTION

Acceptez-vous le prochain président élu comme votre président même si vous n'avez pas voté pour lui?



OLIVIA RAJERISON

Je pense que cette acceptation se fera par dépit. Les électeurs doivent déjà se dire que « de toute façon, l'élu va forcément être l'un des trois ». Tout en espérant que le pays n'entre pas dans une nouvelle crise.



RIVO RAKOTONDRASANJY

Les bons chiffres ne reflètent pas vraiment une question de maturité mais de dépit et de résignation. On cherche de nouvelle tête mais on élit toujours les mêmes personnes tout en espérant un résultat différent. C'est très paradoxal !

NOTA BENE



L'élection du siècle

L'élection présidentielle de 2018 a de fortes chances d'entrer dans l'histoire malgache comme étant l'élection la plus compétitive que le pays n'ait jamais connue. Pas seulement parce qu'il n'ait jamais eu autant de candidats – 36, selon certaines estimations c'est un record mondial – mais le pays n'a jamais non plus vécu l'affrontement aux urnes entre 4 anciens présidents.

Si l'on considère qu'à travers des successeurs et des proches les Présidents Tsiranana et Zafy sont aussi indirectement présents, l'élection offre à l'électorat l'opportunité rare de choisir entre tous les régimes postindépendances. Un choix qui peut aussi s'apprêter à un vote sanction si l'on tient en compte qu'ils ont tous leur part de responsabilité dans le long déclin social et économique du pays, plus connu depuis un certain temps sous le terme de « *paradoxe malgache* ».

La crise pré-électorale, qui est devenue violente avec la grande manifestation du 21 avril, et qui a été finalement apaisée par l'intervention décisive de la Haute cour constitutionnelle (HCC), a déjà montré les dangers d'une année électorale. Si la lutte en avril a tourné « *seulement* » autour de la notion d'inclusivité, la lutte demain sera autour du prix principal. Les enjeux de ce scrutin ne seront pas moindres qu'en avril, tout au contraire. Même si l'on suppose, en étant optimiste, que toutes les institutions joueront bien leur rôle – la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) comme la HCC, le gouvernement comme la presse – le risque d'un débordement n'est pas à exclure. Le pays n'a pas encore l'habitude d'une alternance démocratique en douceur, c'est-à-dire sans dégâts, sans exil, sans crise ni affrontements.

Même l'élection plébiscitée de 2013 n'avait pas eu un résultat qui a été reconnu immédiatement par tous – et pourtant à l'époque il s'agissait uniquement, si l'on peut le dire ainsi, de deux candidats de remplacement, avec une victoire pas vraiment exceptionnelle mais nette du candidat du pouvoir en place. En 2018, la situation se présente sous un angle différent. Les soi-disant « *grands* »

candidats se présentent directement sur le bulletin unique. Auront-ils aussi la grandeur de concéder leur défaite ? Il faudra donc les deux préalables suivants : un engagement sans faille des institutions envers un processus fiable, et la maturité des acteurs politiques à respecter les règles du jeu.

Pour les électeurs, il existe bien sûr encore un autre défi et pas les moindres : choisir parmi les 36 prétendants. Une étude commandée par la délégation de l'Union européenne en 2016 avait démontré le fait invraisemblable que les élections à Madagascar – officiellement un des pays les plus pauvres de la planète – seraient parmi les plus onéreuses au monde. Avec le risque que cette

“ ***Pour les électeurs, il existe bien sûr encore un autre défi et pas les moindres : choisir parmi les 36 prétendants*** ”

élection, au lieu de représenter un affrontement d'idées, dégénère en une énorme bataille d'argent. La non-transparence totale sur les moyens utilisés porte atteinte à la démocratie car des investissements en politique ne se font pas sans contreparties. Il est donc à espérer que les citoyens eux aussi fassent preuve de maturité. Une élection est une affaire bien trop sérieuse pour la détourner en un concours de beauté, où celui gagne est celui qui engage les meilleurs artistes et distribue les plus jolis T-shirts. Trop de show tue le programme. Comme le proclamait si bien le caricaturiste Pov : « *Votez intelligent !* » P



AN

politikā

vivons la politique. différemment.